

M. Gorbatchev affirme « contrôler entièrement » la situation

Aider
mais qui ?

Le président de l'URSS, qui a repris ses fonctions, remercie M. Eltsine
Le ministre de l'intérieur s'est suicidé, les sept autres putschistes seront jugés

À la fin de la rocambolesque
l'aventure des huit put-
schistes moscovites lève une
lourde hypothèque sur l'ensemble
des relations internationales et
permet à tous ceux qui avaient
misé sur M. Gorbatchev, sur sa
nouvelle pensée en politique
étrangère, de respirer plus libre-
ment. M. George Bush, qui doit à
sa coopération avec le président
soviétique les succès remportés
vers l'avènement d'un « nouvel
ordre international » dont il se veut
le père, est le premier de ceux-là.
Même si une joie unanime a
accueilli en Occident le rétablisse-
ment des autorités légales à Mos-
cou, chacun sent bien que cette
parenthèse de trois jours a profon-
dément modifié le paysage.

Pour le meilleur d'abord, puis-
que l'URSS vient de fournir le pre-
mier témoignage crédible d'un
authentique désir de démocratie.
Les relations que l'Occident doit
entretenir avec elle n'en sont pas
moins d'une certaine manière
remises en cause et pour l'heure
un peu plus complexes. Plusieurs
responsables, en France, en Alle-
magne et en Grande-Bretagne
notamment, ont d'ailleurs exprimé
le besoin d'une prochaine concen-
tration entre Occidentaux pour la
redéfinition qui s'impose. La vieille
question mal posée - faut-il aider
Gorbatchev ? - se repose aujour-
d'hui à eux, mais l'on s'est rap-
proché d'une meilleure formu-
lation : qui faut-il aider, qui exerce
le pouvoir en URSS ?

On ne saurait en effet s'en
tenir aujourd'hui à la seule
constatation que M. Gorbatchev
incarne le pouvoir légal de l'Union.
M. Boris Eltsine, qui n'était fort
jusqu'à la que de son succès popu-
laire dans une République repré-
sentant plus des deux tiers de
l'URSS, a fait une frémissante
irruption sur la scène internatio-
nale. En montant sur un char non
seulement pour appeler à la résis-
tance russe, mais pour réclamer le
retour de Gorbatchev, il a gagné la
reconnaissance de l'Occident.

Pendant ces trois jours où le
président soviétique était reculé
dans sa position par ceux qu'il avait
lui-même mis en place, il a été
l'interlocuteur direct des dirigeants
occidentaux, jusqu'à ce coup de
téléphone à Bruxelles où il
annonçait lui-même aux ministres
des affaires étrangères de l'OTAN
la fin du coup d'État. Le rapport
de forces entre les deux hommes
est déjà bouleversé non seulement
en URSS, mais ailleurs : il suffit
de comparer la popularité que
vaut à M. John Major le fait
d'avoir d'emblée mis, dans la
crise de ces derniers jours, sur le
président de Russie et le prix que
paient aujourd'hui les dirigeants
français pour l'avoir, à une autre
époque, traité de haut.

À l'U-DELA des rapports entre
AMM, Eltsine et Gorbatchev,
c'est l'avenir de l'Union, la révision
tant attendue des liens entre la
centrale et les Républiques, la stabi-
lisation des institutions soviétiques
dont dépend en partie la mise en
œuvre des réformes économiques,
qui sont en cause. Les moyens
dont disposent aujourd'hui les
Occidentaux pour influencer sur le
cours de ces choses sont plus
puissants qu'auparavant.

Les réticences de certains
Américains et Britanniques en par-
ticulier, à financer l'aide à l'URSS
ne portent pas seulement sur le
montant de cette aide, mais sur
son efficacité présumée, c'est-à-
dire notamment sur les capacités
de M. Gorbatchev à imposer de
vraies réformes. Il ne faudrait pas
que, pour régler des comptes poli-
tiques, on se trompe à nouveau
de sujet, ce qui serait pour le
coup un déplorable effet de la
« gorbomania ».

Destitué lundi « pour raisons de santé » et
tenu en résidence surveillée en Crimée, le pré-
sident soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, est
arrivé à Moscou dans la nuit du mercredi 21
au jeudi 22 août. Auparavant, il avait fait lire
à la télévision soviétique un message dans
lequel il déclarait « contrôler totalement la
situation ». Pour M. Gorbatchev, l'échec du
putsch est une importante victoire de la
perestroïka. Il a remercié le président russe,
M. Boris Eltsine, pour l'aide que celui-ci lui
avait fournie durant les trois jours du coup
d'État.

Les membres du Comité d'État pour l'état
d'urgence ont été arrêtés et vont passer en
jugement. L'un d'entre eux, l'ancien ministre
de l'intérieur, M. Boris Pougov, s'est suicidé.
M. Eltsine a, d'autre part, mis en cause dans

le putsch M. Loukianov, le président du Parle-
ment soviétique.

Le retour au pouvoir de M. Gorbatchev a
amené les Douze à annuler le sommet euro-
péen qui devait se tenir, vendredi, à La Haye.
Évoquant l'avenir politique de l'URSS, le
ministre français des affaires étrangères,
M. Roland Dumas, a estimé, jeudi à Paris, que
la coopération entre MM. Gorbatchev et Elt-
sine « qui ont incarné la résistance est indis-
pensable. Je souhaite qu'ils jouent tous les
deux un duo parfait ». A Washington, le pré-
sident Bush a salué le « grand courage » et l'im-
mense stature du président de Russie.

M. Mitterrand a, par ailleurs, reçu, jeudi
matin, M. Kozyrev, le ministre russe des
affaires étrangères, auquel il a transmis une
invitation à M. Eltsine à se rendre en France.

Sans les chars...

MOSCOU

de notre envoyé spécial
L'échec du putsch a, dans le
même temps, vidé et rempli Mos-
cou. Le vide, supprime, dans le
centre de la capitale, a été créé
dans l'après-midi du mercredi
21 août, par la disparition des
biocars en position près des
ponts et aux abords des édifices
officiels. Car les Moscovites com-
mencèrent à s'habituer à ces
chars, plus ou moins camouflés,
autour desquels ils vendent dis-
cutter du pouvoir et du com-
ment du coup d'État. Le lâchage
des putschistes par la hiérarchie
militaire a renvoyé les tankistes
dans leurs casernes.

L'affluence, c'est toujours à la
« Maison Blanche », siège du
Soviet suprême de la République
de Russie, qu'on la trouve.
D'heure en heure plus nombreux,
les militants de la liberté, les
familles et les badauds sont attirés
par ce camp retranché, qui
devient le haut lieu à visiter au
fur et à mesure que l'ère se per-
suaade de la fin proche des « usur-
pateurs ».

On y vient entendre, retrans-
mise par haut-parleurs, la session
extraordinaire du Soviet de
Russie.

ALAIN FAUJAS
Lire la suite page 3



Une nouvelle donne à Moscou

par Michel Tatu

Plutôt un petit faucon qui
pas de faucon du tout. C'est
sans doute cette réflexion qu'a
dû faire le « nouveau Gorbat-
chev » revenu jeudi 22 août au
Kremlin. Car le président de
l'URSS retrouve une situation
bien différente de celle qu'il
avait laissée au début de ce
mois, avant les vacances aussi
mouvées qu'imprévisibles que
lui a reprochées M. Che-
vardnadze.

La grande nouveauté est bien
évidemment le changement radi-
cal qui s'est opéré dans le rap-
port de forces entre M. Gorbat-
chev et son rival Boris Eltsine.
Le président russe était déjà

passé ces derniers mois de la
position d'adversaire à celle d'al-
lié difficile. Il est maintenant le
sauveur, le protecteur auquel on
doit tout. Il faisait déjà de l'om-
bre au président fédéral pour
avoir été infiniment mieux élu
que lui. Le voici plus populaire
que jamais, honoré par toutes les
capitales étrangères, promu au
rang de chef de file incontesté
du camp du progrès. Et comme
le camp d'en face est, pour le
moment du moins, liquéfié, on
ne voit pas ce qui pourrait li-
mer son autorité. Plus question,
par exemple, de jouer de la
droite contre la gauche, de prati-
quer le centrisme dont le pré-
sident avait si bien joué pendant
toutes les années de perestroïka.
Or Boris Eltsine est, lui aussi, un

homme d'appareil qui connaît
les règles. Justifié dans ses am-
bitions par un nouveau parcours
sans faute à l'heure du danger, il
se fera pas de cadeau à celui qui
reste pour lui un allié politique,
pas un ami. Il l'a déjà montré en
se saisissant pratiquement des
leviers du pouvoir non seule-
ment en Russie, mais dans ce
qui reste de « centre ». Ce sont
ses services qui ont arrêté les
complotistes, c'est lui qui donne
les ordres aux forces armées. Il y
a là une situation qui dépasse le
cadre strictement constitutionnel,
et des ajustements vont être
nécessaires, mais c'est certaine-
ment M. Gorbatchev qui devra
faire les principales concessions.
Et cas de conflit d'intérêts,
M. Eltsine a de bico meilleurs

chances de faire prévaloir ses
vues auprès d'une bureaucratie
fédérale décapitée et démoralisée.
Sans doute la restriction des
pouvoirs du président fédéral ne
date-t-elle pas d'aujourd'hui : elle
avait commencé dès avril, avec
le processus de Novo-Ogarev
qui faisait des Républiques des
partenaires de plus en plus au-
tonomes, avec le traité d'Union
qui consolidait plusieurs acquis
en ce sens, mais qui pourrait
bien maintenant être révisé de
manière plus radicale encore.
Mais aujourd'hui la relation
change de nature. Le centre est
clairement identifié avec le
putsch, avec tout ce qu'il y a de
plus réactionnaire dans le sys-
tème.

Lire la suite page 4

L'assassinat de Chapour Bakhtiar

La France demande l'extradition d'Ali Rad Vakili,
arrêté à Genève page 16

La semaine de quatre jours

Un bilan de l'expérience menée à
l'usine Peugeot-Talbot de Poissy page 19

Voyage avec Colomb

21. - Au bord des mondes

En Martinique, Colomb souleva des passions nées d'expressions
malheureuses d'être une île. Et Aimé Césaire, entre poésie et poli-
tique, transmet un message aux socialistes français...

Lire page 2 le vingt et unième épisode
du feuilleton d'EDWY PLENEL

LIVRES & IDÉES

■ Pour saluer Angus ■ La rite d'habibi ■ Histoires littéraires,
par François Bort ■ La résurrection dans un café ■ La diplo-
matie en sabots ■ L'unique via de Véronique ■ Photo de
famille ■ Droit de cité ■ L'appel de l'aube ■ Rencontres
américaines : Jim Harrison ■ Ordre et désordre des choses
pages 11 à 15

Le sommaire complet se trouve page 24

M. Mitterrand contesté

par Jean-Yves Lhameau

M. Mitterrand aura décidément
bien du mal à effacer la fâcheuse
impression laissée par son inter-
vention télévisée du lundi
19 août, jour du coup d'État
manqué de Moscou, bien qu'il se
soit efforcé, mercredi soir, l'échec
devenu patent, de l'expliquer, de
la justifier, avec clarté cette fois
et même un brin d'emportement.

S'il avait qualifié cette affaire,
lundi soir, de « putsch irréaliste,
superficiel », s'il avait parlé de la
« faiblesse profonde, réelle, intel-
lectuelle, politique des auteurs du
putsch », comme il l'a fait mer-
credi, il aurait probablement
coupé court au flot de critiques
que l'opposition s'était préparée,
d'avance, à déverser sur lui dès
sa prestation terminée.

On peut certes trouver dans ses
propos de lundi les prémices de
l'analyse livrée mercredi. La lec-
ture de la lettre que lui avait
adressée M. Ianaev, porte-parole
des putschistes, aurait été hila-
rante si la situation n'avait été

lourde de dangers. M. Mitterrand
paraissait d'ailleurs se retenir
d'en rire. Comment prendre au
sérieux, semblait-il dire, un
homme et ses complices qui chas-
sent M. Gorbatchev du pouvoir
en assurant qu'ils sont décidés à
poursuivre sa politique et qui,
afin d'y parvenir, font donner les
chars ? Cette sorte d'humour ne
pouvait pas passer la rampe.

Dans le débat politique, l'ad-
versaire a tout intérêt à s'en tenir
au premier degré et à ignorer le
second. C'est ainsi que le débat,
comme souvent, verse dans l'ab-
surde. M. Hervé de Charette,
proche de M. Giscard d'Estaing,
qui a feint de s'indigner que
M. Mitterrand « serve de socle à
M. Ianaev », ce est une triste
illustration. M. Lang, dans l'autre
camp, l'a rejoint lorsque, pour
répondre aux critiques de
M. Giscard d'Estaing sur la « fai-
blesse » des premières réactions
de la France, il n'a pas trouvé
mieux que de traiter leur auteur
de « brejnévien ».

Lire la suite page 8

Lire aussi

- Un enup d'État de
sobriété et une heures
- Questions autour d'un
putsch
- M. Gorbatchev, coupable
ou victime ?
- La folle opération de sau-
vetage de Mikhail Gor-
batchev par les autorités
russes
- L'« Eehn » inattendu de
Moscou

par ANNICK COJEAN

- Washington : le pré-
sident Bush remarque
l'« immense stature » de
M. Eltsine

par ALAIN FRACHON

- Londres : M. Major est
favorable à un réexamen
de l'aide occidentale à
l'URSS

- Bonn : la cauchemare est
fini

par HENRI DE BRESSON

- Pékin : ambassa-
deur

par FRANCIS DERON

- Les régimes commu-
nistes asiatiques n'ap-
préhendent guère la poli-
tique de M. Gorbatchev

par PATRICE DE BEER

- Happy end à l'OTAN

par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

- Les économies est-euro-
péennes veulent s'arri-
mer plus rapidement aux
pays de la Communauté

par FRANÇOISE LAZARE

- Les marchés financiers
et pétroliers rassurés

par DOMINIQUE GALLOIS

- Chez les communistes
français : « Bien sûr
qu'on a condamné le
coup d'État ! »

par OLIVIER BIFFAUD

pages 3 à 10 et page 24

M0147 - 0823 0 - 6.00 F



Voyage avec Colomb

FORT-DE-FRANCE. — Christophe Colomb a aussi fait la guerre du Golfe. La nouvelle nous parvient à l'escalade de Martinique, pays peu ordinaire où la politique fut toujours un haut langage, affaire de concours et de discours issus d'un peuple qui ne laisse jamais abattre son avenir dans la démagogie d'un parler prétendument « populaire ». Les hommes de fiction y brassent encore le réel, le façonnant et le rêvant. Jeu forcément risqué où l'invention verbale autorise parfois la mesure, voire le dérapage. C'est ainsi que, sous le titre « Christophe Colomb ou George Bush ou les droits de l'homme blanc », l'écrivain Raphaël Confiant publie en pleine « Tempête du désert » une tribune libre dans *France-Antilles* dénonçant « la guerre raciste des Blancs juéo-chrétiens contre un pays du tiers-monde ». « Ce que les Occidentaux appellent l'hypocrisie et les droits de l'homme » ne sont en réalité que les droits de l'homme blanc, poursuit-il. Christophe Colomb-George Bush, même combat !

Scandalisé que certains intellectuels martiniquais puissent envisager de commémorer le cinquième centenaire des « crimes contre l'humanité commis par ce psychopathe sanguinaire que furent Colomb, Cortés et les autres » et annonçant son intention d'« empêcher par tous les moyens cette célébration de l'infamie », Confiant se lance ensuite dans une comparaison scabreuse : « Et dire que les « yich man Rothschild », comme on dit en créole, avec un sens inné du marketing, ont réussi à placer le génocide de ce peuple ou Top 50 des génocides mondiaux ! Et dire que les Occidentaux culpabilisent terriblement d'en avoir gazé six millions au cours des cinq petites années de la seconde guerre mondiale alors qu'ils ont complètement effacé de leur mémoire le massacre de 50 millions de Nègro-Amérindiens pendant trois longs siècles ! Autrement dit, les droits de l'homme sont valables pour les victimes de Dachau, pas pour nous. » Le signataire de ces lignes blessées et blessantes est pourtant l'auteur d'un roman tragi-comique salué par la critique, le *Nègre et l'Amiral*, dont la cible est le vichysme en sa version tropicale et où l'amiral n'est pas celui de la mer océane, mais l'amiral Robert, envoyé péloponnésien du maréchal Pétain.

Kaléidoscope planétaire, notre héros est condamné à réfléchir les passions et les haines du moment. Depuis le début de ce périple, aucune escalade n'avait révéillé autant d'agitation et de polémiques autour de 1992. Entrevue par Colomb lors de son quatrième et dernier voyage, en 1502, cette terre fait entendre l'écho de notre détournement sénégalais, cette Afrique déportée sur le Nouveau Monde dans la foulée des conquêtes et largement oubliée par cette célébration d'une épopée hispanique, fil-à-fil méliée. Une blessure non cicatrisée conforte le sentiment d'avoir été relégué sur le bas-côté de l'Histoire, d'être encore exclu du devenir du monde. Mais, dans ce microcosme insulaire, la violence des mots continue de s'épuiser en d'innombrables tolérances. Sirotant un *pété-pété* — on dit aussi un *sec*, un *feu*, un *réfard*, bref un *panaché* — au balcon de l'hôtel Impérial, on peut toujours apercevoir sur la place de la Savane la statue de Josephine de Beauharnais, qui ne fut pas pour rien dans le rétablissement de l'esclavage par son Napoléon de mari, retour à ce temps ressassé jusqu'à l'overdose par le poète : « Et l'on nous vendait comme des bêtes, l'on nous comptait les dents, et l'on nous était les boursoires et l'on examinait le cuir et le décali de notre peau et l'on nous palpitait et pesait et sugeait et l'on passait à notre cou de bête domptée le collier de la servitude et du sobriquet... »

En allant à la rencontre de l'auteur de cette psalmodie, on croise un *Monument à la liberté inachevée*, symbole figé d'une impatience mêlée d'impuissance. C'est un pied de la mairie de Fort-de-France, où nous reçoit l'homme dont ici tout procède, en littérature comme en politique, Aimé Césaire. A soixante-dix-huit ans, le personnage, sobre et réservé, intrigue par sa façon bien à lui d'être au cœur et en retrait du monde. Plus ancien élu de l'île, inamovible maire et député, père du Parti progressiste martiniquais qui domine la vie politique locale, cet « épi de lumière » fascine et surpasse. En 1941, André Breton, sociable de ténacité sur le chemin de son exil américain. Ce fut en effet un précurseur, frayant un chemin solitaire où se sont approvisionnées les contradictions d'une conscience vigilante. Redoutable procureur du colonialisme, il fut cependant l'avocat de la « déportementalisation » dont l'apport fut à la fois d'égalité nouvelle et de dépendance accrue. Communiste durant quatorze ans, il fut dès 1956 rompu avec le stalinisme, dont il dit aujourd'hui : « Ce n'est pas que nous nous étions trompés, c'est que nous étions trompés. C'était une immense imposture. » Ou l'écoute avec d'autant plus de plaisir que, refusant d'ordinaire les interviews, il a rendu rare sa parole.

« Nous sommes des crachats, des vomis de volcan. Peut-être disparaîtrons-nous

un jour pour devenir un niveau marin. Mais nous survivrons encore longtemps. Nous sommes nés de la catastrophe, nous la surmonterons. Si ma raison est pessimiste, mon instinct ne l'est pas. »

Cette identité en clair-obscur est fille d'un malheur ambigu puisque née de la traite et de la colonisation, obligée de se forger après un arrachement sans retour. « Nous avons sans doute de nombreux oignons, mais, pour l'immense majorité des Antillais, la clé de l'identité se trouve en Afrique. Un jeune Martiniquais ne peut comprendre son pays sans faire ce détour par ce continent malmené et violé qui, jusqu'à présent, ne s'en est jamais remis. C'est notre géographie cordiale, notre traumatisme originel. Je me suis découvert dans la rencontre avec le monde africain. Quand, au Sénégal avec André Malraux, j'ai vu la reine Seneb

seul le peuple peut faire. Mitterrand a reconnu le droit à la différence, et j'ai soutenu cette ouverture. Mais maintenant il y a une demande nouvelle. Je revendique pour la Martinique, pour les Antilles, la reconnaissance de leur spécificité et de l'existence d'un peuple martiniquais qui puisse prendre en mains ses propres affaires. Une région autonome m'irait fort bien... »

Message transmis aux socialistes français dont ce député, qui leur est apparu, avoue ne pas bien comprendre « les querelles de clans et de fidélités ». « La disparition des idéologies, c'est une bonne chose s'il s'agit de l'imposture, de la langue de bois, du sectarisme. Moins, dans les débats, encore faut-il au moins savoir les idées. Et d'idées, je n'en vois pas beaucoup. Les éléphants, c'est effrayant, non ? » Avant de nous donner

la pièce de Shakespeare. Les blessures de naissance, toujours. Celles qui lui firent dire en 1955, dans son *Discours sur le colonialisme*, que « l'Europe est moralement, spirituellement indéfendable ». Aux Antilles, rien n'est simple...

DIFFICILE, par exemple, de comprendre le pourquoi des vocations multiples suscitées ici par le cinquième centenaire. Deux comités officiels sont déjà en lice, tous deux animés par des responsables du FPM, le parti de notre député-poète. Le premier, initié par le conseil régional, a choisi pour intitulé « la commémoration du choc des deux mondes ». Dans ce pays littéraire où tout commence par une citation, ses organisateurs ont placé en exergue une phrase donc-amère d'Octavio Paz, récent prix Nobel mexicain : « Les hommes et les sociétés ne meurent pas de

entendez française, de la Guyane à Paris — et s'intitule Comité Franco-Caribbes pour le cinquième centenaire de la rencontre des deux mondes. Pariant sur l'« actualité » de la relation entre les deux bords de l'Atlantique et optant pour une réévaluation positive de la découverte, « clé d'un essor fantastique des idées », il s'en laisse pas moins transparent la même mélancolie identitaire, au détour de sa déclaration d'intention : « Retour sur soi, retour à soi, à l'heure crépusculaire d'être soi-même ». La Martinique ne risque-t-elle pas de n'environner de littérature ? Vice-présidente de ce comité, Isabelle Gratiot est évidemment petite-fille d'un poète, Gilbert Gratiot, dont Césaire a dit un jour : qu'il symbolise « les Antilles de la sueur et de la révolte » par opposition à celles de l'usine et de la fortune. Mais ce qui la révolte, elle, c'est que l'on « ressasse le malheur ». « L'important, ce n'est pas ce qu'on nous a fait, mais ce que nous ferons de ce qu'on nous a fait de nous. Nous sommes arrivés par effraction sur la scène de l'Histoire. C'est ainsi, assumons ! »

Entre l'Europe à venir, les élections régionales et le cinquième centenaire, 1992 s'annonce mouvementée sur cette île meurtrie, en peine existentielle. Entre ceux qui se sentent malgré tout héritiers d'une Europe « indéfendable » et ceux qui la rejettent avec virulence pour le même motif, se glissent ceux qui regardent vers la Caraïbe et l'Amérique latine, tel le Groupe révolutionnaire socialiste, petite organisation indépendantiste ne se voulant ni martiniquaise ni guadeloupéenne mais antillaise et rêvant d'une identité nouvelle : d'archipel et non plus d'île. Car ce qui s'exprime ici, c'est bien le malheur d'être une île. « Le monde est divers, l'insularité est délire d'homogénéité », a récemment écrit dans une revue batiennaise le Martiniquais Alain Ménil, jetaut du piment sur la blessure antillaise : « Nous sacrifions à la haute idée que nous avons de nous-mêmes sans risquer d'affronter le spectacle que nous sommes devenus, miettes assistées et conducteurs de village confondus. A défaut d'apprendre à l'école du vrai, nous avons fait de l'illusion littéraire le maître mot de notre histoire, ayant effacé toute marque distinctive entre l'histoire réelle et son récit. »

LA fièvre pourrait aussi bien viser Colomb, qui, en réussissant enfin à abandonner les îles pour le continent, confondra ses rêves et la réalité. Bientôt inventeur du Paradis terrestre, l'Amiral du déclin brille d'un éclat farouchement littéraire. Déjà perceptible, son aimable folie messianique va s'épanouir dans un sursaut qui le sauvera pour l'éternité, le distinguant des ordinaires conquérants, chercheurs d'or et de royaumes. Sous le coup de l'échec d'Hispaniola, le gouverneur s'écroule pour laisser place au découvreur où se révèle l'utopiste. Revenu en juin 1496 en Espagne, Colomb attendra deux ans avant de pouvoir se lancer dans son troisième voyage, en mai 1498. Deux ans durant lesquels il étouffe la cour par sa nouvelle vêtue dont on ne saura jamais si elle traduisait un réel accès mystique ou un nouveau tour de comédie. Il s'est fait pousser la barbe et, tel un moine franciscain, porte désormais une robe de bure ceinturée d'un simple cordon. Au bas de ses écrits, il n'appose plus qu'une signature énigmatique qui embarrasse encore les historiens, partagés entre l'hypothèse d'une codification de la Sainte-Trinité ou celle de la marque cabalistique d'une secte juédite :

S.A.S.
X.M.Y.

Au-dessous, son habituel XPOFF-RENS — le Porte-Christ — ou, dans une fausse sobriété, *El Almirante*. Avant de reprendre la mer, il fait établir un acte de majorat qui fait de son fils aîné, Diego, son héritier, et dans lequel il précise que celui-ci devra, après sa mort, utiliser la même signature en prenant soin d'écrire les mystérieuses lettres de bas en haut selon l'ordre des colonnes. Enfin, le voici de nouveau en mer, entraînant six vaisseaux et quelque trois cents personnes parmi lesquelles, pour la première fois, trente femmes. Abandonnant le parcours des premiers voyages, il descend plus au sud, jusqu'aux îles du Cap-Vert et au-delà, à la latitude de la Sierra-Leone. Puis il oblique vers l'ouest, piquant directement vers le continent sud-américain. Il sait ce qu'il cherche, il l'écrit : « une très grande terre ferme »...

Prochain article :

Les Indes véritables

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

(Fonds
-Saint-Denis,
quartier de
Fort-de-France).
Retour
de la messe
le vendredi saint.
« Nous sommes
devenus
des assistés,
un peuple de
RMistes... »



21. Au bord des mondes

par Edwy Plenel

de Casamance, je me suis dit que c'est de là que devait venir ma grand-mère tant elle lui ressemblait, une petite négresse de hameau habitée de la même force, du même charisme. Puis un masque rouge s'est avancé, avec des cornes et des miroirs, symboles de richesse et de connaissance, et j'ai alors reconnu le diable de nos carnavales. Là-bas, c'est un dieu ; chez nous, c'est devenu un diable, le diable des vaincus. »

CÉSaire désarçonne son interlocuteur par sa manière tranquille, sinueuse enjouée, de retourner un pessimisme foncier en argument d'avenir. « Est-ce qu'il y a encore une identité martiniquaise ? La question se pose tant le mal le plus profond de la société antillaise est l'oligatisme. Mais je réponds oui. Elle est même plus forte que jamais parce qu'elle se sent menacée. Nous ne produisons plus rien, nous sommes devenus des assistés, un peuple de « RMistes », en voie de paupérisation. Le plus grand danger qui nous guette, c'est d'assister au déroulement de notre propre histoire. » La conversation rencontre alors des inquiétudes déjà évoquées en Guadeloupe, dessinant les contours d'une prochaine tension entre Paris et les départements américains. « Nous vivons le drame d'un petit pays qui se sent menacé de toutes parts. Qui sommes-nous, où allons-nous, la locomotive européenne ne va-t-elle pas nous passer dessus ? Notre rapport à l'Europe est ombrageux, de peur et de fascination mêlées. J'ai voté contre le traité de Rome quand on voulait nous faire croire que notre rhum allait glouglouter dans des gorgiers bantous habités ou schamps. Aujourd'hui, nous sommes très mal partis, nous débouquons, nous nous sentons vents. Rien de ce que nous produisons qui ne puisse être produit ailleurs à de meilleures conditions. Les Français nous disent : il faut choisir, on ne peut pas être dedans ou dehors. Moi, je réponds : on peut être au bord, nous sommes au bord des mondes. »

Après avoir suggéré en 1981 un « moratoire » dans la revendication statutaire, soutenant l'œuvre décentralisatrice des socialistes, Césaire estime que cette période est désormais révolue. « Vis-à-vis de l'Europe, nous devons obtenir un statut dérogatoire, tirant les conséquences politiques, culturelles, économiques de notre spécificité. Le temps est venu de dépasser la décentralisation. L'indépendance est un besoin naturel qui n'a rien de honteux. Mais on ne fait pas n'importe quoi n'importe quand. On ne fait pas contre le peuple une chose que



Aquarelle
de Delahaye
de 1789 :
« Manioc,
indigène le
faisant cuire. »

congé, le politique cède la place au poète. Il revient sur la « négritude », inventée avant-guerre en compagnie de Senghor avec la revue *l'Étudiant noir*, dont cependant il ne voulait jamais faire une arme politique, un « négritisme » d'exclusion. « Ma négritude, ce n'est pas de l'ordre des dieux de la cité mais des divinités du foyer, des pénates. » Interrogé sur son œuvre, il dit simplement : « La politique et la poésie, ça se partage mal. »

Enfin, il évoque Saint-John Perse avec ce commentaire amusé : « C'est un grand poète, mais un poète bête. » Bête, c'est-à-dire blanc caribole. Et il y a chez lui un esprit de caste, la conscience d'être d'une noble race. Lui c'est Prospero, moi Caliban. » Prospero, le maître de l'île de la Tempête, et Caliban, son esclave que Césaire fit nègre dans son adaptation de

leurs contradictions mais de leur incapacité à les résoudre. L'un de ses animateurs, Roland Suvelor, directeur des *Cahiers du patrimoine*, explique ce choix : « Ni bantouïen, ni hostile. 1992, ce ne peut être chez nous « embrasés-nous, Folleville », mais ce n'est pas une raison pour sortir le couelas. Depuis vingt-cinq ans, aucun intellectuel antillais n'ouvre la bouche sans parler d'identité, mais c'est pour sombrer dans une nouvelle aliénation. Avant, il fallait être blanc, faire ses humanités. Maintenant, il faut être noir, jouer du tam-tam. On nous dit qu'il faut retrouver nos racines. Mais un arbre, s'il n'est que racines, il ne monte pas, ne pousse pas, reste enfoui. Un arbre, cela doit s'ouvrir, faire des fruits, des fleurs. »

S'ouvrir, tel est l'objectif de l'autre structure qui se veut « nationale ».

APRÈS L'ÉCOLE
La plupart d'

Le Gorbachev a exprimé
le peuple soviétique et

Capitaine ou vice



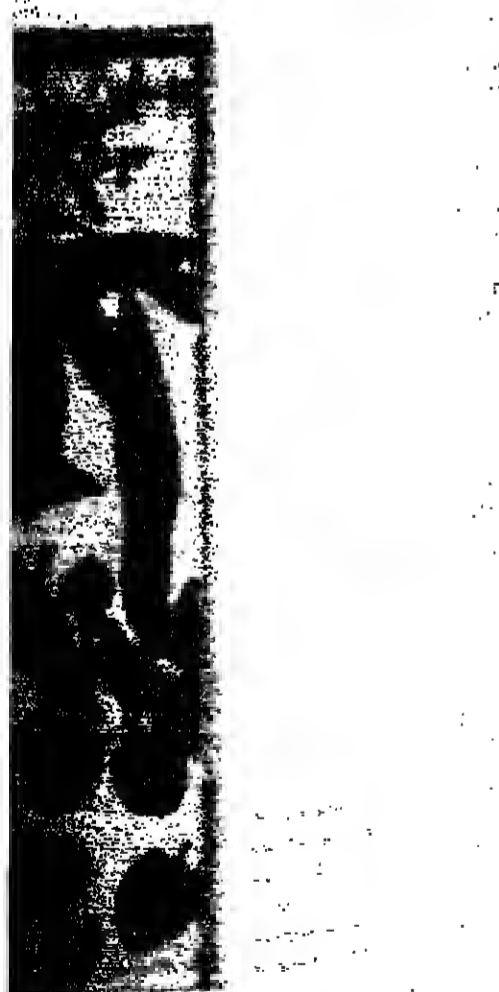
colomb

D

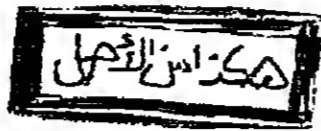


mondes

mondes



mondes



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN URSS

La plupart des auteurs du putsch ont été arrêtés

• Le Monde • Vendredi 23 août 1991 3

Eltine super-star. C'était déjà vrai au lendemain de l'élection présidentielle du 12 juin, lorsque l'ex-trublion du comité central, bête noire des conservateurs, avait été élu triomphalement dès le premier tour président de la République de Russie au suffrage universel contre cinq candidats communistes. Le dénouement tragique d'un coup d'État de trois jours, mercredi 21 août, a consacré aux yeux du monde le rôle de sauveur de la démocratie que les Russes reconnaissent déjà depuis plusieurs mois à Boris Eltsine.

C'est donc au président russe « et au peuple russe » que le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a dû naturellement rendre hommage dès son retour à Moscou, dans la nuit de mercredi à jeudi, à l'aéroport de Vnoukovo, hâlé et en chemise à col ouvert. M. Gorbatchev a également salué l'échec du putsch comme « une

importante victoire de la perestroïka », et a fait le récit de la résistance qu'il avait lui-même menée dans la datcha de la presqu'île de Foros, en Crimée, où il était tenu cloîtré depuis dimanche soir. Dès la soirée de mercredi, M. Gorbatchev avait fait lire à la télévision soviétique un message dans lequel il déclarait « contrôler totalement la situation » et avait donné l'ordre au général Mikhaïl Moïseïev, le chef d'état-major des forces armées soviétiques, de faire revenir toutes les troupes dans leurs casernes. Le président Gorbatchev venait d'être « libéré » par deux émissaires de M. Eltsine : le vice-président de Russie, le colonel Alexandre Routsikoï, et le premier ministre russe, M. Ivan Silaev, qui s'étaient rendus en Crimée en avion pour le rencontrer. Pour des raisons d'identité, le chef du KGB, M. Vladimir Kroutchkov, et trois autres des huit auteurs du coup d'État, avaient eux aussi pris l'avion pour Foros pour rencontrer M. Gorbatchev avec lequel ils ont tenu une ultime explication.

M. Gorbatchev a pris contact par téléphone, dès sa libération, avec plusieurs

dirigeants occidentaux, dont le président Bush, et soviétiques (entre autres M. Eltsine et Nazarbäev, le président du Kazakhstan).

M. Eltsine a annoncé jeudi matin aux parlementaires russes que tous les membres du Comité d'État pour l'état d'urgence, qui avait pris le pouvoir lundi 19 août, se trouvaient en état d'arrestation, sauf M. Baklanov qui, jouissant de l'immunité parlementaire en tant que député, a dû être relâché. Il n'a pas précisé si M. Pavlov, dont l'agence Tass annonçait mercredi après-midi avec un humour sans doute involontaire que son « état de santé s'était amélioré » grâce aux soins opportuns qu'il lui avaient été prodigués, après son abrupt remplacement mardi soir — figurait parmi les personnages détenus mais l'ancien ministre de la défense le maréchal Iazov et le chef du KGB ont été arrêtés et « un groupe spécial a été envoyé chercher l'ancien ministre de l'Intérieur Boris Pugo chez lui », a dit M. Eltsine. Selon l'agence non officielle Interfax, M. Pugo aurait en fait tenté de se suicider et se trouvait jeudi matin dans

un état grave. Un député russe a même annoncé sa mort.

Le président Eltsine a décidé d'office, et bien que cela ne fasse théoriquement pas partie de ses compétences, de limoger son vétéran ennemi le président de la radio-télévision d'État, le conservateur Leonid Kravtchenko, qu'il a remplacé par le ministre de l'Information russe M. Mikhaïl Poltoranine. Le Parlement de Russie a également voté une résolution octroyant au président russe des pouvoirs étendus, grâce auxquels il peut limoger les fonctionnaires locaux qui ont soutenu le coup d'État.

L'heure

des règlements de comptes

Le couvre-feu et la censure ont été levés, les troupes et les blindés ont quitté Moscou euphorique, les journaux ont commencé à paraître normalement jeudi. La situation a mis plus de temps à se normaliser dans les Républiques baltes, où l'armée avait adopté une attitude plus dure. Sur le front politique, l'heure des règlements de comptes a déjà sonné. Le Parti

communiste, qui sans participer directement au coup d'État, n'a pas brillé par son audace pendant ces trois jours, tente à présent de tirer profit de la situation : le comité central du PCUS a déclaré, jeudi, qu'il allait se réunir prochainement pour examiner le comportement de certains dirigeants communistes et notamment de ceux qui ont participé à la destitution de M. Gorbatchev.

Le premier ministre de Russie, M. Ivan Silaev, a accusé nommément jeudi matin le président du Soviet suprême, M. Anatoli Loukianov, d'avoir été l'un des principaux instigateurs du coup d'État, bien qu'il ne fût pas membre du Comité d'État. « Je tiens à vous informer qu'il était l'idéologue en chef de la junte », a déclaré M. Silaev aux députés russes. D'autres voix, et pas des moindres, se sont élevées parallèlement pour demander des comptes à M. Gorbatchev sur sa propre responsabilité dans toute cette affaire. Assurément, les huit membres de la junte ne seront pas les seuls à devoir s'expliquer dans les semaines qui viennent.

A son retour à Moscou

M. Gorbatchev a exprimé son « respect au peuple soviétique et à Boris Eltsine »

A son retour à Moscou, dans la nuit de mercredi 21 au jeudi 22 août, M. Mikhaïl Gorbatchev a exprimé sa reconnaissance au peuple soviétique et au président russe Boris Eltsine. Mais, en même temps, il a fait valoir que depuis sa résidence de Crimée, où il était coupé du monde et encerclé par des forces hostiles, il avait « tenu front ».

Peu après 2 heures du matin, à sa descente de l'avion qui l'avait ramené à Moscou avec sa femme Raïssa, sa fille Irina et une des petites-filles, M. Gorbatchev, col ouvert, a décrit en ces termes la tentative des putschistes : « Ils ont voulu conduire le peuple dans une voie qui aurait mené toute la société à la catastrophe. Cela ne s'est pas produit et il s'agit d'une importante victoire de la perestroïka (...). Ils voulaient moralement briser la volonté du président et de sa famille mais ils ont échoué, cela n'a pas eu lieu. Et je sais pourquoi : grâce au peuple. » « Que voulaient-ils faire au président et à sa famille ? », a poursuivi M. Gorbatchev en parlant de lui-même à la troisième personne : « Pendant soixante-douze heures ils l'ont encerclé avec des soldats et ils voulaient briser sa volonté. Mais ils ont échoué. Pour cela j'exprime mon respect au peuple soviétique et à Boris Eltsine, le président de

Russie, et à toutes les associations de travail et à tous les gens qui se sont élevés contre la réaction ».

Avant de quitter sa luxueuse résidence de vacances de Crimée, où il venait de s'entretenir pendant plus d'une heure avec les responsables russes venus le ramener à Moscou, le premier ministre russe Ivan Silaev et le vice-président russe le général Alexandre Routsikoï, auxquels s'était notamment joint un diplomate français de rang élevé, M. Gorbatchev avait décrit les conditions de son séjour en Crimée pendant la durée du coup de force, durant lequel il était « coupé du monde » et « en état d'arrestation » — mais toujours protégé par ses propres gardes du corps.

« J'ai tenu bon »

« En fait, nous avons fait front à partir d'ici », a ainsi affirmé M. Gorbatchev, selon un journaliste de l'AFP qui se trouvait dans l'avion. « Pendant presque quatre jours, j'ai gardé en tête de moi, côté jusqu'au bout, et est resté loyal, en prenant la datcha sous son contrôle. On a formé une famille et on a fait front. » « La garde, a-t-il ajouté, avait ordre d'ouvrir le feu sur quiconque tentait de pénétrer » dans la résidence. « La mer était pleine de navires de guerre et les environs pleins de soldats ».

Cependant, devant la superbe piscine qui domine la mer, la garde du corps donne une version un peu moins dramatique des événements : « Le président s'est baigné maintes fois ». Toujours selon des indications données à l'AFP par des gardes du corps de M. Gorbatchev, les auteurs de la tentative de coup d'État n'ont exercé aucune pression physique sur le président soviétique, mais ont coupé toutes ses communications à partir de dimanche 18 août, après que quatre responsables de la junte, dont le vice-président Guennadi Ianaev, furent venus tenter de lui faire cautionner le coup de force. « Je peux dire une chose, a indiqué M. Gorbatchev, je n'ai fait aucun marchandage, et j'ai tenu bon sur ma position de fermeté ». Il a aussi déclaré que les raisons de santé invoquées pour justifier son remplacement étaient « une absurdité totale ».

M. Gorbatchev s'est d'autre part annoncé qu'il demanderait « la convocation immédiate du Congrès des députés du Soviet suprême », pour régler la situation créée par la tentative de coup d'État. Selon la télévision soviétique, il aurait aussi déclaré que « les aventuriers porteraient l'entière responsabilité » de leurs actes. — (AP, AFP, UPI)

Profitant du vide du pouvoir

Le président de la Russie a considérablement renforcé ses prérogatives

Conforté par l'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev, le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, s'est octroyé, mercredi 21 août, des pouvoirs étendus et a aussitôt limogé le directeur de la télévision soviétique, M. Eltsine, qui avait pris la tête de la résistance au putsch, en tant que président soviétique, s'est notamment réservé le droit de veto sur la composition des conseils locaux dans sa république. Il a immédiatement démis de leurs fonctions mercredi quatre responsables locaux accusés d'avoir soutenu la tentative de coup d'État.

Ces mesures s'ajoutent au décret le plaçant à la tête des forces armées en Russie. Dans son coup de poignet au secrétaire général de l'OTAN, M. Eltsine avait annoncé qu'il avait pris les fonctions de commandant en chef des troupes.

Le Soviet suprême de Russie a adopté mercredi une résolution

« sur les pouvoirs supplémentaires du président de Russie en vue de garantir la légalité des activités des Soviets des députés du peuple dans les conditions de la liquidation des séquences de la tentative d'un coup d'État en URSS ». Ce texte lui donne en particulier le pouvoir de limoger toute personne mêlée au putsch. L'un des premiers responsables à faire les frais de ces nouvelles prérogatives a été M. Leonid Kravtchenko, destitué de son poste de directeur de la télévision soviétique « jusqu'à l'examen de cette question par le président Gorbatchev », selon les termes de l'agence Tass. Le parlement russe a ouvert la demande de M. Eltsine, une enquête sur son compte.

Le décret limogant M. Kravtchenko affirme que la télévision soviétique n'est pas digne de confiance et constitue une source d'information partielle. Son attitude pendant la crise « a mis la liberté d'expression en danger », M. Kravtchenko, qui avait été

nommé par M. Gorbatchev l'an dernier, était fréquemment accusé par M. Eltsine et d'autres personnalités radicales d'influencer l'opinion publique en faveur des conservateurs. La nomination ou le limogement du directeur de la télévision centrale relève normalement de la seule prérogative du président de l'Union.

Un autre texte a donné au président de Russie le droit de révoquer tout fonctionnaire local qui n'aurait pas appliqué les lois ou les ordres présidentiels de la Fédération de Russie. Une annexe mentionne le limogement de quatre responsables à qui il est reproché d'avoir « soutenu les activités anticonstitutionnelles du soi-disant Comité d'urgence ». Il s'agit des chefs de quatre régions : Krasnodar et Samara dans le sud de la Russie, Lipetsk, au sud de Moscou, et Rostov, au nord de la capitale. Une enquête sera également ouverte sur leur comportement. — (Reuters, Tass)

Sans les chars...

Suite de la première page

Session au cours de laquelle Boris Eltsine, président de la République russe, se montre impatiant et sûr de son fait. « La mauvaise santé de Mikhaïl Gorbatchev est un mensonge, martèle-t-il. Il souffre tout au plus d'un lumbago. Son remplacement est donc anticonstitutionnel. J'ai donc, aux premières heures de lundi, appelé les citoyens de la Russie à la résistance et j'ai lu l'ukase numéro 59 contre ce comité d'État illégal, puis un autre pour garantir le fonctionnement des entreprises de notre République. Des troupes se sont ralliées à notre cause et j'ai destitué et remplacé les commandants des bases de Moscou et de Leningrad qui avaient dévié le couvre-feu. Nous avons mis au point un plan pour empêcher la prise de notre immeuble. Mais c'est le peuple de Moscou qui, par sa détermination, l'a empêché. Nous avons obtenu l'appui du patriarche de Moscou et de M. Bush, Mitterrand, Major et de M. Thatcher. »

M. Eltsine cabotin

Visiblement, Boris Eltsine n'est mécontent ni de son action ni de la tournure des événements. Il se paye le luxe de regretter de ne pouvoir libérer son vieux coq, devenu allié, Mikhaïl Gorbatchev, prisonnier en Crimée d'un triple cordon du KGB, de l'Intérieur et de la marine. Cabotin, il se dit même prêt à accompagner l'homme fort des putschistes, le patron du KGB, Vladimir Kroutchkov, à Foros pour y visiter le président destitué, « Mais seulement si vous m'en donnez l'autorisation » déclare-t-il aux cent quatre députés présents qui rugissent le « oui » que Boris Eltsine attendait.

« Il s'agit d'un piège, comme dans les couloirs du Soviet de Russie », Oleg Kalouguine, un des députés partisans de M. Eltsine, Kroutchkov est le principal acteur de cette junte dont Guennadi Ianaev, le responsable officiel, n'est qu'un pion. Il tente de respecter un minimum de forme légale mais c'est lui qui devait protéger, avec le KGB, M. Gorbatchev alors qu'il a d'abord intoxiqué

puis déposé. Le KGB demeure tout puissant car il contrôle les communications, les gardes du corps et l'armée. »

M. Kalouguine est pourtant optimiste : « Les putschistes ont raté une belle occasion en exécutant bêtement leur tentative. Ils auraient dû attendre la veille de leur coup d'État, tous les responsables de l'opposition. Désormais les députés, par nature très sautés, vont suivre la direction du vent. Quant au KGB, dont la décomposition ne date pas d'hier, je constate que des centaines de ses officiers nous rejoignent. »

La fin de l'état d'urgence

Sur chacun de ces points M. Kalouguine peut être écouté. Il avait le grade de général du KGB. Nombre de témoins comme Vadim Bakatine, membre du conseil de sécurité de l'URSS, ou Anatoli Sobtchak, maire de Leningrad, s'expriment dans le même sens, soit à la tribune soit depuis le balcon qui domine une foule forte de dizaines de milliers de personnes. Celle-ci scande « honne aux putschistes », « La dictature ne passera pas », « Russie » et surtout « Eltsine » et elle applaudit à tout rompre les orateurs.

Les Moscovites présents commencent à se sentir forts. Les petits tas de pavés à lancer sur d'éventuels assaillants sont devenus plus imposants. Les barricades de planches et de ferrailles ont partout été renforcées depuis l'escarmouche de la nuit précédente qui aurait fait cinq morts. Les défendeurs de la « Maison Blanche » ont mis en travers jusqu'à dix semi-remorques pour être sûrs de bloquer le plus puissant des chars, les chars des grues, des bulldozers et des pelleuses.

Ce qui l'empêche pas des dames d'âge mûr de continuer d'apporter sous leurs bras des planches et des tringles, sympathiques fétus de paille, en guise de contribution à la défense de leur chère Russie. Deux remorqueurs et leurs barges ont donné eux résistants un embryon de marine qui n'attire pas moins les visiteurs que les chars emus couverts de gilets et de drapeaux russes. Les cui-

sines, les hôpitaux de campagne, les tentes-poternes et les feux se sont multipliés dans le camp retranché par les soins d'une garnison devenue d'autant plus nombreuse que les radios libres diffusent des rumeurs puis des nouvelles confirmant que la roue a tourné très vite contre les auteurs du coup d'État.

Ceux-ci sont, dit-on, arrêtés à l'aéroport de Vnoukovo ou en fuite avant qu'on apprenne que certains d'entre eux sont partis pour la Crimée. Même les démentis n'arrêtent pas les grondements de satisfaction de la foule, qui applaudit tout à tour l'annonce de la fin du contrôle de l'information, le retrait des troupes de Moscou, la suppression du couvre-feu, la suspension de l'état d'urgence, la confirmation par le Parlement soviétique de la place de Gorbatchev à la tête du pays. La fin du cauchemar. La dernière édition vespérale des très officielles « Vostok » ne se trompe pas qui titre sans vergogne : « La réaction n'est pas passée. »

Pas question pourtant de baisser la garde pendant la nuit et les défenses du Soviet de Russie restent intactes jusqu'à cette heure, au petit matin, où Ivan Silaev, premier ministre russe, rend compte à la foule en délire de la bonne fin de la mission envoyée en Crimée pour libérer le président de l'Union soviétique.

Ils étaient deux cents braves

Les chars de protection partent les premiers et sont remplacés par des files de bus, pour le cas où. Les bulldozers commencent à évacuer les blocs de béton des barricades. Un groupe de militants hilares posent pour la photo-souvenir, devant le trolley qui leur a servi de poste de garde depuis deux jours et dont on ne va pas tarder à regonfler les pneus.

Ils étaient deux cents braves le lundi 19 août pour stopper à mains nues les chars sur les quais de la Moskova ou sur la perspective Kalinine. On a dénombré, mardi, plus de cent mille partisans pour applaudir Eltsine et défendre les barricades de la « Maison Blanche ». Combien seroient-ils pour rendre un dernier hommage aux héros tombés le 21 août pour l'honneur de la démocratie ?

ALAIN FAUJAS

Des Soviétiques s'interrogent sur le rôle de leur président

Coupable ou victime ?

L'attitude de M. Mikhaïl Gorbatchev pendant le putsch continue de susciter interrogations et commentaires, dont certains sur le double jeu qu'il aurait mené au cours des derniers jours.

Ainsi, M. Alexandre Iakovlev, ex-conseiller de M. Gorbatchev et idéologue de la perestroïka, a déclaré mercredi 21 août pendant les manifestations qui saluaient l'échec de la tentative de coup d'État : « Gorbatchev est coupable d'avoir amené au pouvoir cette équipe de traîtres. Il devra s'en expliquer. »

Pour sa part, M. Vladimir Pozner, journaliste politique et personnalité de la télévision, rendu célèbre sous la perestroïka, a affirmé mercredi sur France-Info : « Gorbatchev doit maintenant démissionner. J'espère qu'il n'y aura pas de légitime, mais il est logique qu'il démissionne. Maintenant, le peuple veut Eltsine, et si Eltsine veut devenir président d'URSS, ce n'est pas un problème. »

Le champion du monde d'échecs Garry Kasparov, en vacances en Californie, a laissé entendre mercredi que le président soviétique pourrait avoir été l'instigateur du coup d'État : « Je pense que Gorbatchev est impliqué, mais il est difficile de mesurer », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision américaine

CNN. Pour Garry Kasparov, M. Gorbatchev a « provoqué ce coup d'État afin de remonter sa cote de popularité parmi la population russe. Aujourd'hui il a l'air innocent », mais « je persiste à dire que le coup d'État ne pouvait avoir aucune chance de réussir. »

Ces accusations ont été reprises par le président de la Géorgie, qui a affirmé mercredi que le putsch « pourrait avoir été planifié par Gorbatchev lui-même ». Selon M. Zviad Gamsakhourdia, interviewé sur CNN, le but de M. Gorbatchev aurait été de bénéficier ainsi d'une hausse de popularité en prévision de la prochaine élection présidentielle. Il a ajouté que les auteurs du coup avaient pu agir de façon concertée avec M. Gorbatchev.

« Il est fini »

« Hier, nous étions sous la forte pression des forces militaires en Géorgie », a déclaré M. Gamsakhourdia, le président géorgien : « Nous la sommes toujours car nous ne savons pas si les forces réactionnaires ne vont pas tenter un nouveau coup d'État. » Lors d'une conférence de presse mercredi, M. George Bush a qualifié les affirmations de M. Gamsakhourdia de « ridicules ».

M. Gorbatchev est « fini » en tant que numéro un soviétique, même si le coup de force des

conservateurs échoue, a déclaré pour sa part mercredi le ministre letton des affaires étrangères. « Je pense que le nouveau dirigeant sera Boris Eltsine », a estimé M. Janis Jurkane, dans une interview à la télévision danoise. « Entre nous, je crois que les jours de Gorbatchev sont comptés. En tant que numéro un politique en URSS, il est fini. » Il a ajouté que les trois Républiques baltes avaient toujours soutenu le président russe face à M. Gorbatchev.

Mardi, l'ancien ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze s'est montré très sévère à l'égard de M. Gorbatchev (le Monde du 22 août). Il l'avait accusé d'« inconscience » pour être parti en vacances, avant de déclarer : « Je veux croire que dans ce complot, Gorbatchev est la victime et non l'instigateur, car c'était le cas, il aurait signé son arrêt de mort, une mort physique, morale et politique. »

Ces déclarations, ainsi que les rumeurs de complot qui circulent à Moscou relèvent peut-être en partie de la théorie de la conspiration, si répandue en URSS. Elles n'en témoignent pas moins de l'ambiguïté des réactions soviétiques au retour au Kremlin de M. Gorbatchev et de l'affaiblissement de son image de marque dans son propre pays, où il était largement moins populaire qu'à l'étranger.

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Dans les Républiques baltes

La Lettonie proclame à son tour l'indépendance

La République balte de Lettonie a suivi l'exemple donné la veille par l'Estonie voisine et a proclamé son indépendance, mercredi 21 août, tandis que les Ukrainiens se sont également prononcés dans ce sens lors d'une manifestation à Kiev.

Le coup d'Etat manqué contre le président Mikhail Gorbatchev a incité les trois Républiques baltes à prendre encore un peu plus leurs distances vis-à-vis de Moscou. Rejoignant la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ont profité de la vacance du pouvoir central pour proclamer leur indépendance à quelques heures d'intervalle. Le Conseil suprême (Parlement) d'Estonie avait adopté à l'unanimité, dans la nuit de mardi à mercredi, une résolution affirmant « l'indépendance nationale de la République d'Estonie » (le Monde du 22 août). Un communiqué parvenu dans la capitale soviétique a justifié cette décision par « la situation qui change rapidement à Moscou à cause du coup d'Etat militaire et du besoin qui en découle d'assurer les droits inaliénables du peuple estonien ».

Quelques heures plus tard, c'était au tour de la République de Lettonie de proclamer son indépendance à l'issue d'un débat parlementaire d'urgence. « La Lettonie est une République démocratique indépendante dans laquelle le pouvoir souverain de l'Etat letton appartient au peuple de Lettonie », dit ainsi une déclaration solennelle publiée par le Parlement de Riga mercredi après-midi. Selon l'agence de presse balte indépendante Baltfax, 109 députés lettons se sont prononcés pour l'indépendance de leur République. Un porte-parole du bureau d'information letton à Stockholm a précisé que le Parlement de Riga avait voté l'indépendance avec effet immédiat par 109 voix sur les 201 députés composant son assemblée.

« Droits souverains »

La Lituanie, précurseur des trois Républiques baltes dans la voie de l'indépendance, avait « restauré à l'unanimité ses droits souverains » en mai 1990 mais avait décidé, en juin dernier, à la demande conjointe du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, de « suspendre les effets » de la déclaration d'indépendance pour une période de cent jours.

Les mouvements de troupes dans les premières heures du putsch avaient fait craindre aux dirigeants des Républiques baltes, annexées en juillet 1940 à la suite du Pacte germano-soviétique, d'être les premiers à faire les frais d'une remise en ordre musclée. Les stations de radio-télévision, comme les centres de télécommunications avaient été occupés par les forces soviétiques, notamment à Vilnius, et le président lituanien Vytautas Landsbergis avait demandé, dès lundi, un soutien international. A Riga, un homme — sans doute le premier mort du coup d'Etat manqué — avait été tué à un poste de contrôle, apparemment par les forces soviétiques, selon les informations disponibles. A Tallin, la population avait bloqué les rues du centre pour tenter d'empêcher une colonne de blindés d'atteindre le centre de la capitale estonienne. Les dirigeants des trois Républiques avaient désigné, dès lundi, trois responsables qui auraient été chargés de former des gouvernements en exil au cas où les forces soviétiques auraient pris le pouvoir.

Retrait meurtrier à Vilnius

Mercredi, le retrait progressif des militaires soviétiques des capitales baltes, consécutif à l'échec du coup de force contre Mikhail Gorbatchev, s'est parfois accompagné d'échauffourées. A Vilnius, un Lituanien a été tué et un soldat soviétique blessé, dans la soirée, lors d'échanges de coups de feu près du Parlement, a indiqué un officiel lituanien. Les stations de radio-télévision des trois Républiques baltes ont été évacuées par

les soldats soviétiques, mais à Riga, un haut responsable de la télévision lettone, Juris Bekers, a succombé mercredi aux blessures qu'il avait reçues lors de l'investiture, mardi, des parachutistes.

A Kiev, une manifestation de près de dix mille personnes a donné lieu à des professions de foi indépendantistes. La tentative de coup d'Etat contre le président Gorbatchev a montré que seule une indépendance totale de l'Ukraine pouvait garantir la démocratie dans cette République, ont ainsi déclaré des manifestants.

« La principale leçon du coup d'Etat militaire est que seule une République indépendante peut éviter une répétition » de cette crise, a notamment proclamé un orateur du Congrès pour la renaissance démocratique de l'Ukraine.

Plusieurs intervenants, qui s'adressaient aux manifestants au pied d'une statue de Lénine, ont salué l'échec de la tentative de prise du pouvoir par les huit membres du Comité qui ont tenté de déposer Mikhail Gorbatchev. Mais beaucoup ont accusé de faiblesse la direction communiste de la République et affirmé que cela avait encouragé les auteurs du coup de force. Les communistes « n'ont pas assez soutenu le président russe Boris Eltsine », a déclaré l'un des orateurs : « cela a été indirectement un soutien politique pour les auteurs du coup d'Etat ». — (AFP, AP, Reuters)

M. Bessmertnykh : « Il faut tourner la page »

Rompant le silence qu'il avait observé durant la tentative de coup d'Etat, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a reconnu, mercredi 21 août, à Moscou, que la situation était « plutôt instable, pour le moment ». Cependant, « le gouvernement central de l'Union soviétique reste solidement en place et garde les commandes », a-t-il tenu à souligner. S'il est vrai que le président Gorbatchev a été momentanément empêché d'assumer ses fonctions, a insisté M. Bessmertnykh, qui a souhaité que « les pays d'Europe prennent bonne note de ce fait ».

Tout en admettant que M. Gorbatchev a lui-même promu les hommes qui viennent de tenter de le renverser — et notamment le vice-président Guennadi Ianaev, la pramir ministre Vladimir Pavlov et le ministre de l'Intérieur Boris Pougov, — M. Bessmertnykh a seulement fait ce commentaire : « M. Gorbatchev avait des camarades au sein de l'armée. Mais, malheureusement, les circonstances ont changé ». Le conseiller de M. Chavardnadze a estimé qu'il fallait désormais « tourner la page ». — (UPI)

Nouvelle donne à Moscou

Suite de la première page

Les Républiques, toutes les Républiques puisqu'elles étaient déjà d'accord sur le même objectif d'autonomie maximale, et se sont pour ces mêmes raisons distancées du putsch, ne peuvent qu'appuyer un Boris Eltsine devenu leur champion.

Bien entendu, l'échec du putsch

est une excellente nouvelle aussi pour les Républiques qui refusaient le traité d'Union, leur indépendance ayant été reconnue par l'homme fort du moment. M. Gorbatchev, qui a perdu au passage une nouvelle République, l'Estonie, pourra-t-il poursuivre le jeu de « pression-on négociation » qu'il pratiquait depuis plus d'un an à l'égard des Baltes ? Là encore, sa fonction l'oblige à plaider pour l'application de la Constitution fédérale et la fin de la « guerre des lois ». Mais il ne pourra plus traîner les pieds comme par le passé face aux revendications d'indépendance, ni traiter par le mépris le « musicien » Landsbergis.

Les règlements de comptes

Une autre difficulté plus immédiate encore sera la « digestion » du putsch, notamment la recherche des responsabilités, avec ses règlements de comptes inévitables. La victoire de Boris Eltsine et des forces de Moscou a été trop éclatante pour que l'on puisse envisager, comme l'a tenté M. Loukianov mercredi, un compromis entre la junte et M. Gorbatchev. Celui-ci a déjà été invité avec une insistance troublante par ses deux anciens partenaires de la direction, MM. Chevardnadze et Yakovlev, à « rendre des comptes » sur son attitude avant le putsch. Et l'on se souviendra que le second, fort bien renseigné puisqu'il avait signalé la semaine dernière l'imminence d'un putsch, omettait de préciser que ce putsch serait dirigé contre M. Gorbatchev.

Mais même s'il n'y est pour rien, ou s'il a seulement laissé faire, le président soviétique est et sera critiqué pour avoir cédé à leurs postes les futurs putschistes, pour avoir pactisé avec eux lors du grand tournant conservateur de l'hiver. Sa survie l'oblige donc à tourner encore plus définitivement cette page et à donner encore plus de pages au camp libéral. Il en était déjà l'otage, il devra « en rajouter » pour s'y maintenir.

Autant de facteurs en tout cas qui ne peuvent que réjouir encore davantage les libéraux. Quel que soit le sort de son architecte, la perestroïka fait place maintenant à la véritable révolution qu'elle avait dû devenir à partir de 1989. Avec de bien meilleures chances de succès.

MICHEL TATU

Du putsch à la révolution

Suite de la première page

Quant aux hommes politiques occidentaux, ils ont fait leur devoir, ni plus ni moins. Leur rôle — notamment celui de George Bush — a été utile, il ne pouvait être essentiel.

Mais ce qui s'est passé hier à Moscou est bien plus que l'achèvement d'un putsch, c'est le triomphe d'une révolution. La deuxième mort du communisme. Car, depuis 1989, l'épée de Damoclès du conservatisme n'a cessé de peser sur la perestroïka. Constamment, elle a contraint Mikhail Gorbatchev, au demeurant peu à l'aise en matière économique, à l'ouïr, à tempérer, à baisser. Et l'absence de tout programme de réforme cohérent justifiait l'ampleur limitée de l'aide du groupe des Sept et la modestie des investissements des multinationales. Aujourd'hui, l'hypothèque est levée. L'URSS a une chance réelle de devenir une constellation de pays démocratiques. Rien n'empêche désormais de signer rapidement un traité de l'Union, de s'engager résolument sur la voie de la privatisation, de s'attaquer à la réforme des prix. Libéré des glaces de la bureaucratie, le vaisseau de la perestroïka a accès à la mer libre. Dès lors, tout change. L'aide de l'Occident n'est plus nécessairement vouée au gaspillage, « maison européenne », allant de Vancouver à Vladivostok, en passant par Paris, Berlin et Varsovie, peut avoir un jour un sens.

Certes, la route des dirigeants envieux sera cahoteuse et saméra d'embûches, et, en termes de niveau de vie, les fruits des réformes mettront du temps à mûrir. Aussi faut-il prudence, garder, y compris en matière de sécurité, mais la date du 21 août 1991 restera celle de l'immensité d'un espoir.

JACQUES LESOURNE

Un coup de force de 61 heures

Voici la chronologie, en heures de Moscou, des principaux événements qui se sont produits en URSS depuis l'annonce de la destitution de M. Mikhail Gorbatchev jusqu'à son retour à Moscou.

Lundi 19 août

6 h 20 (5 h 20 à Paris) : L'agence Tass annonce que le vice-président Guennadi Ianaev assume les fonctions de président à la place de M. Mikhail Gorbatchev, « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé ».

7 h 15 : Tass annonce que l'état d'urgence a été décrété dans certaines régions d'Union soviétique pour une période de six mois. Tout le pouvoir en URSS a été transféré pour la période de l'état d'urgence à un « Comité d'Etat » chargé de son application. Présidé par M. Guennadi Ianaev, vice-président de l'URSS, ce comité comprend notamment le président du KGB, M. Vladimir Kroutchkov, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, et le ministre de l'Intérieur, M. Boris Pougov.

9 h 47 : Un porte-parole du Parlement de la Fédération de Russie, république présidée par M. Boris Eltsine, déclare que la destitution de M. Mikhail Gorbatchev représente un coup d'Etat.

Une colonne de véhicules blindés fait mouvement vers le centre de Moscou.

11 h 41 : Le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence » publie un décret instaurant la censure de la presse, l'interdiction des manifestations et la mise en place d'un couvre-feu partout où il rencontrera une résistance.

11 h 46 : M. Boris Eltsine dénonce la destitution de M. Gorbatchev, qu'il qualifie de coup d'Etat réactionnaire, et appelle à la grève générale.

Des témoins rapportent qu'une dizaine de chars ont pris position à Moscou devant le siège du Parlement de Russie, quartier général de M. Boris Eltsine et de son gouvernement.

14 heures : Des troupes, appuyées par des blindés, encerclent les locaux de l'agence Tass et se déplient devant les bureaux de l'Investia et des Nouvelles de Moscou, deux journaux proches des réformateurs.

Plusieurs milliers de personnes

manifestent devant le Parlement russe après l'appel à la résistance lancé par M. Boris Eltsine. Les manifestants érigent des barricades le long des avenues qui y conduisent.

17 h 11 : M. Boris Eltsine donne l'ordre au KGB et à toutes les unités militaires impliquées dans le renversement de M. Mikhail Gorbatchev de se considérer comme démobilisés et annonce qu'il prend le contrôle des opérations sur le territoire russe.

17 h 26 : M. Guennadi Ianaev proclame l'état d'urgence à Moscou, également décrété à Leningrad.

Le président par intérim annonce que M. Mikhail Gorbatchev se repose, en Crimée, d'une « fatigue accumulée ». Il affirme que le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence » est passé « d'un authentique processus démocratique et d'une politique de réformes ».

Répondant à l'appel de M. Boris Eltsine, des mineurs se mettent en grève en Russie.

Des troupes soviétiques s'emparent des postes-clés de Leningrad. Le président lituanien Vytautas Landsbergis appelle à la résistance pacifique.

Mardi 20 août

1 h 32 : Le président George Bush refuse de reconnaître les dirigeants qui ont renversé M. Mikhail Gorbatchev et évoque les « sérieuses conséquences » que pourrait avoir le coup d'Etat sur les relations américano-soviétiques.

Le patriarche orthodoxe de Russie Alexis II demande au Comité d'Etat d'autoriser M. Gorbatchev à s'adresser au peuple.

Dans la matinée, les partisans de M. Boris Eltsine renforcent la défense du siège du Parlement, devant lequel manifestent plusieurs dizaines de milliers de personnes.

19 h 20 : Le président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaïev, exige d'« entendre l'opinion de Mikhail Gorbatchev lui-même, qui doit personnellement confirmer son incapacité à assumer ses fonctions ».

20 heures : M. Boris Eltsine, nommé par décret un ministre de la défense de la Russie, le général Konstantin Kobets.

Deux postes douaniers lituanien ont été attaqués par des militaires soviétiques, annonce le Parlement

de Vilnius.

20 h 15 : Quelques 60 000 personnes manifestent à Kichinev (Moldavie soviétique) contre le coup d'Etat.

20 h 45 : Le nouveau onomère un soviétique, M. Guennadi Ianaev, assure, par téléphone, à M. Boris Eltsine qu'il ferait annuler tout ordre éventuel d'assaut contre le Parlement russe.

21 heures : L'Union des syndicats, de tendance conservatrice, exige que M. Gorbatchev s'exprime à la télévision.

Le couvre-feu est décrété à partir de 23 heures à Moscou, annonce la radio pro-Eltsine Ekho. Une demi-heure plus tard, l'armée confirme le couvre-feu.

21 h 15 : Le premier ministre, Valentin Pavlov, victime dans la soirée d'une « crise d'hypertension artérielle », est remplacé temporairement par le premier vice-premier ministre, M. Vitali Drogoujev, selon un communiqué officiel.

Mercredi 21 août

0 h 15 : Des tirs d'armes automatiques sont entendus près du Parlement russe, autour duquel plusieurs milliers de personnes bravent le couvre-feu.

0 h 30 : Des blindés établissent des barrages sur le Kolto, le boulevard périphérique autour du vieux Moscou.

0 h 45 : Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, lance un appel aux dirigeants soviétiques pour qu'ils agissent avec « le maximum de modération ».

Des manifestants attaquent avec des pierres et des cocktails Molotov une colonne de blindés qui force une barricade, sur le boulevard périphérique. Un jeune manifestant meurt écrasé par un char.

1 heure : Un homme est retrouvé mort, tué par balle, à proximité de l'Ambassade américaine.

2 heures : Les tirs cessent alors qu'ont lieu des scènes de fraternisation entre soldats et manifestants, sur le Kolto.

2 h 20 : M. Edouard Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères, arrive dans l'enceinte du Parlement russe. Dans une interview à l'AFP, il déclare : « Nous devons cesser nos appels à la grève générale et à la désobéissance civile. » Evoquant les vacances de M. Gorbatchev, il affirme : « Quitter la capitale et abandonner son poste était évidemment une grossière erreur : celle relève de l'inconscience. »

3 h 30 : Les affrontements autour du Parlement russe ont fait cinq morts, dont un Américain tué par le ricochet d'une balle, et 10 blessés, selon un député russe.

4 h 15 : L'Estonie proclame son indépendance, dans une résolution votée à l'unanimité par son Parlement.

6 h 30 : L'armée soviétique attaque la tour de télévision de Tallin, la capitale de l'Estonie.

11 h 05 : Le président Mitterrand s'entretient au téléphone avec M. Eltsine et lui « fait part du soutien de la France dans le combat

qu'il mène ».

12 heures : M. Eltsine estime que les huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence devraient être déferés devant la justice.

12 h 15 : Les membres du Comité d'Etat essaient de s'enfermer de Moscou et se rendent à l'aéroport de Vnoukovo, affirme M. Eltsine. Le Parlement russe appelle les Moscovites à leur bloquer la route.

12 h 30 : La direction du Parti communiste d'URSS demande à M. Ianaev de pouvoir rencontrer immédiatement M. Gorbatchev.

12 h 50 : Le chef du KGB, M. Kroutchkov, a proposé à M. Eltsine d'aller avec lui à Foros pour chercher M. Gorbatchev, indique le président russe aux députés. Le Parlement décide de confier cette mission à la direction russe.

13 h 30 : Le dispositif militaire établi autour des points stratégiques de Moscou est allégé.

15 heures : Un haut responsable du Kremlin, M. Arkadi Volkov, indique qu'il est entré en contact téléphonique avec M. Gorbatchev, selon l'agence Ekho.

15 h 15 : La confusion règne sur le sort des auteurs du coup d'Etat. Un député annonce au Parlement de Russie qu'ils ont été arrêtés, tandis qu'une source bien informée de la direction russe affirme que leur avion a réussi à décoller.

16 h 15 : Le ministre de la défense soviétique décide le retour dans leurs casernes des troupes déployées dans des régions soumises à l'état d'urgence.

Deux délégations des directions russe et soviétique s'apprêtent à se rendre auprès de M. Gorbatchev, à Foros. M. Anatoli Loukianov, le président du Parlement soviétique, qui avait pris partie pour les conservateurs, s'envole avec la délégation soviétique.

La Lettonie proclame son indépendance, selon un porte-parole du gouvernement lituanien. Toutes les lignes téléphoniques avec la Lettonie sont coupées.

17 h 15 : La censure sur la presse est levée. La télévision russe et la station de radio Ekho de Moscou reprennent leurs émissions.

17 h 30 : L'état de santé du premier ministre soviétique s'est amélioré, selon Tass. M. Valentin Pavlov, l'un des auteurs du coup d'Etat, avait été victime d'un malaise mardi.

18 h 15 : Le couvre-feu décrété à Moscou est levé, annonce le commandement militaire de la capitale.

18 h 30 : A Vilnius (Lituanie), les troupes soviétiques se retirent du central téléphonique, des relais de la télévision et des points où elles étaient déployées.

19 h 19 : M. Mikhail Gorbatchev décolle en avion de l'aéroport de Simferopol, en route vers Moscou.

20 heures : Les Investia tiennent dans leur édition du soir : « La réaction d'est pas passée ! »

QUE SIGNIFIE ?
Crabe

(a) Force motrice
(b) Cancer
(c) Le crabe
(d) Le crabe

HE. BACHETTE

Le Monde
PHILATELISTES

JUILLET/AOÛT 1991
SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE

Un cahier central détachable de 50 pages
Avec un cadeau des PTT suisses
PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Jacques Chiffard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements :
46-62-74-43

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Les réactions

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est déclaré, mercredi 21 août, «soulagé et encouragé» par le retour à l'ordre constitutionnel en URSS. «Je suis profondément impressionné par le courage de ceux qui ont défendu les valeurs démocratiques», a-t-il ajouté.

En Israël, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a exprimé sa satisfaction devant l'échec du coup d'État, tout en émettant des réserves sur l'avenir de la conférence de paix sur le Moyen-Orient, prévue en octobre. «J'espère qu'il n'y aura pas de nouveaux obstacles dans le processus de paix et que l'URSS pourra continuer à jouer le rôle positif qu'elle a eu jusqu'à présent», a souligné M. Shamir. «Je n'ai pas changé ma conception à propos de la conférence, mais je ne peux toutefois pas encore dire si elle aura lieu dans les délais prévus», a-t-il précisé. De son côté, l'OLP a souhaité, dans un communiqué diffusé mercredi soir à Alger, un retour rapide de la «stabilité politique» en URSS, afin que cette dernière retrouve «son rôle de serviteur de la paix et de la justice».

Au Caire, le président Hani Moubarak a adressé un message de félicitations à M. Gorbatchev, saluant «la confiance du peuple soviétique qui, représentée par le présidium du Soviet suprême, a jugé illégale l'éviction du chef de l'État soviétique». Le numéro un égyptien a également félicité le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, pour «son courage, qui a contribué au triomphe de la démocratie».

A Damas, en revanche, le ministre des affaires étrangères a estimé que le coup d'État manqué contre M. Gorbatchev était «une affaire intérieure» à l'URSS, «pays ami» avec lequel la Syrie a toujours entretenu «des relations d'amitié et de coopération».

A Bruxelles, le président du Parlement européen, M. Enrique Barón Crespo, a salué «le courage de tout un peuple, mobilisé autour du président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine», qui «a permis de faire échec au putsch organisé par les nostalgiques d'une époque révolue». M. Crespo a souhaité que «la légalité» soit

«rétablie rapidement», afin que l'URSS puisse «reoccuper sa place dans le processus de libéralisation et de progrès déjà engagé».

En Italie, le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, a exprimé son «grand soulagement», assurant qu'un pays qui s'est montré capable de faire face à une situation d'urgence aussi spectaculaire n'a pas à prouver davantage qu'il est désormais une démocratie.

En Belgique, le ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a souhaité qu'après le retour au pouvoir de M. Gorbatchev, «les Soviétiques et leurs instances» désignent leurs dirigeants «dans le cadre des règles démocratiques et constitutionnelles».

Aux Pays-Bas – pays qui assure la présidence de la communauté européenne –, le premier ministre, M. Ruud Lubbers, s'est dit «satisfait» de l'échec du coup d'État et a estimé que «la concertation avec le président George Bush, et l'unité de voix qui en a résulté entre les États-Unis et la Communauté européenne, nous a per-

mis d'apporter une contribution modeste» au déroulement des événements en URSS.

En Tchécoslovaquie, le président Václav Havel a rendu hommage à M. Eltsine et souhaité que «les citoyens de la Russie et de l'URSS toute entière puissent maintenant décider de manière démocratique de l'avenir de leur pays». M. Havel a également envoyé un message de félicitations à M. Gorbatchev, dans lequel il salue «la victoire de la loi et de la démocratie» comme «un bon signe».

En Roumanie, le président Ion Iliescu a estimé que M. Eltsine avait «gagné un capital politique énorme», reconnaissant toutefois que «le couple Gorbatchev-Eltsine» était «une garantie pour le développement démocratique de l'Union soviétique».

A Tokyo, le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, a accueilli avec «soulagement» le dénouement de la crise soviétique. «L'événement s'est terminé de la meilleure façon possible et les relations bipartites vont redevenir ce qu'elles étaient avant le coup d'État», a souhaité M. Kaifu.

Washington : le président Bush salue le «grand courage» et l'«immense stature» de M. Eltsine

WASHINGTON

de notre correspondant

«Une bonne journée, une très bonne journée.» Dire que M. George Bush paraissait satisfait, mercredi 21 août, à l'annonce de l'échec du coup d'État en URSS, serait un euphémisme. Le président américain exultait. Convoquant sa deuxième conférence de presse de la journée, dans sa villa du Maine, il affichait sa joie et son soulagement.

M. Bush se félicitait, bien sûr, que les forces démocratiques aient emporté sur les tenants du national-communisme même si, une certaine prudence restait de mise à Washington devant une situation encore incertaine. Le président ne pouvait également que se réjouir du retour au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, un homme avec lequel il a noué une relation très étroite et dont l'éviction pouvait signifier le démantèlement des acquis d'une politique étrangère sur laquelle M. George Bush joue sa réélection. Plus encore, M. Bush ne pouvait être qu'immensément satisfait d'un dénouement qui justifiait le «pari» – l'expression est employée par la presse – qu'il avait fait en appuyant politiquement la résistance au putsch et, notamment, le président de Russie, M. Boris Eltsine. Cette option, timidement adoptée au départ puis assumée beaucoup plus fermement dans la journée de mardi, était jugée «risquée» par de nombreux commentateurs. Le *New York Times*, par exemple, écrivait que c'était là le départ de la politique traditionnelle suivie par les États-Unis qui, jamais, ne s'étaient permis de s'ingérer à ce point dans les affaires

intérieures de l'URSS. De fait, M. Bush était allé très loin dans le soutien affiché à M. Eltsine. Il avait exhorté la population soviétique à appuyer le président de Russie; dans les heures cruciales de la nuit de mardi à mercredi, il avait largement fait savoir qu'il était en contact téléphonique avec ce dernier, signifiant ainsi que le sort réservé à son interlocuteur ne serait pas sans conséquence sur l'avenir des relations américano-soviétiques.

Les autorités américaines se déclaraient convaincues, mercredi, que les pressions économiques occidentales, la stratégie d'isolement de la junte et le refus de lui reconnaître toute légitimité avaient eu leur impact. Lors d'entretiens téléphoniques, MM. Gorbatchev et Eltsine ont chaleureusement remercié les États-Unis, a indiqué le président américain.

Un choix pas seulement vertueux

Les auteurs du coup d'État, expliquait-on à Washington, ont peut-être été aveuglés par «l'effet Tiananmen», c'est-à-dire la relative passivité des États-Unis devant la répression du «printemps de Pékin». Quelle que soit la valeur de la comparaison, ils se sont trompés. Ce n'est pas faute d'avoir essayé de convaincre les États-Unis de leurs bonnes intentions. Des sources officielles confirmaient mercredi que la lettre remise lundi au département d'État par l'ambassadeur d'URSS à Washington contenait des promesses que ni les réformes démocratiques, ni les nouvelles orientations de la politique étrangère de l'URSS ne seraient brutalement interrompues. C'était une manière pour les nouveaux

maîtres de l'URSS de solliciter, en échange, la reconnaissance des États-Unis, cette légitimité internationale dont ils avaient besoin pour conforter leur pouvoir à Moscou.

Le choix du gouvernement américain n'a pas été seulement vertueux. Il a été grandement facilité par le fait que le gouvernement a très vite estimé que le putsch risquait de rater. Dès lundi matin, M. Bush répétait que «les coups d'État peuvent échouer»; les analyses du gouvernement jugeaient que les putschistes étaient «désorganisés», avaient agi dans la précipitation et sans préparation, qu'ils s'étaient montrés indécis et, surtout, s'étaient trompés de cible: «Ils n'ont pas compris qu'il fallait d'abord arrêter M. Eltsine, qui représentait un beaucoup plus grand danger politique pour eux que M. Gorbatchev». L'armada d'experts et autres spécialistes convoqués par les chaînes de télévision étaient unanimes sur un point: une bonne partie de l'armée soviétique a refusé de suivre les «durs» du Parti, l'état-major était divisé, l'armée de l'air et au moins deux divisions aériennes avaient choisi le camp du président Eltsine. S'ils se sont initialement laissés surprendre, les services de renseignements américains ont ensuite, semble-t-il, assez bien «lu» la situation.

Deux interlocuteurs

Les auteurs du coup d'État «ont sous-estimé le pouvoir du peuple (...). Ils ont tenté leur chance et ils ont échoué (...). La peur d'une prise de pouvoir par la droite ne pèsera plus aussi fort qu'avant et les relations américano-soviétiques n'en seront que meilleures», a lancé M. Bush. L'opinion dominante à Washington

est que ces relations vont également être beaucoup plus compliquées. La raison tient en un nom: Boris Eltsine. Grand vainqueur de l'épreuve de force avec les «durs» du Parti, c'est un homme auquel M. Mikhaïl Gorbatchev doit dorénavant beaucoup et avec lequel il lui faudra composer bien davantage. Du point de vue américain, cela veut dire qu'il n'y aura plus un seul interlocuteur à Moscou mais deux et qu'il faudra traiter ainsi avec un leadership partagé alors que M. Bush avait l'habitude de ne s'adresser qu'à M. Gorbatchev.

Le président américain a été le premier à reconnaître mercredi que M. Eltsine «ressortait de l'épreuve avec une immense stature» et que M. Bush n'a pas eu de mois assez forts pour saluer «le grand courage de cet homme qui a tenu bon pour la défense de la démocratie et de la liberté». Du côté du Congrès comme dans la presse, M. Boris Eltsine a conquis un profil de héros. L'image du président de Russie, juché sur un char et appelant la foule à la résistance sur de bande-annonces aux émissions spéciales des chaînes de télévision, M. Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller du président Carter, a, le premier, déclaré «la fin de l'ère Gorbatchev et le début de l'ère Eltsine».

M. Bush se dit convaincu qu'il «foudra toujours compter avec M. Gorbatchev» mais, dans sa conférence de presse de l'après-midi, il n'a pas désigné le pouvoir soviétique qu'en employant l'expression double «Gorbatchev-Eltsine», consacrant ainsi la montée de la puissance d'un homme qui, il y a un an encore, n'était repêché à la Maison Blanche que par la porte de service.

ALAIN FRACHON



Bonn : le cauchemar est fini

BONN

de notre correspondant

M. Boris Eltsine est le héros du jour à Bonn. Le chancelier Helmut Kohl, qui avait regagné son lieu de villégiature en Autriche après avoir présidé à une série de réunions de crise lundi, s'est longuement entretenu mercredi 21 août par téléphone avec le président de la Russie, invité officiellement à se rendre en visite à Bonn. L'heureux épilogue du coup d'État avorté de Moscou a suscité un soulagement compréhensible en Allemagne, où l'on s'apprête à faire feu de tout bois pour convaincre les Occidentaux de faire davantage pour la stabilisation du mouvement démocratique en URSS et dans les autres pays de l'Est.

M. Mikhaïl Gorbatchev s'était acquis la reconnaissance des Allemands pour avoir permis la réconciliation des deux anciens États allemands. La menace d'un retour en force des conservateurs avait fait courir en début de semaine un frisson d'angoisse sur les conséquences possibles pour la nouvelle Allemagne d'un retour à une sorte de guerre froide. Malgré les assurances données par les putschistes, plus d'un s'était demandé ce qui pourrait bien se passer si les accords de retrait des troupes soviétiques de l'est du pays étaient remis en cause.

Le cauchemar est fini. Cette fois, on le doit à la résistance des réformateurs et surtout des populations de Moscou, de Leningrad et des Pays baltes. Que la tranquillité de l'Allemagne et de l'Europe soit liée à la stabilité de l'URSS a toujours semblé une évidence ici. Le mouvement de solidarité lancé cet hiver pour envoyer des secours aux populations soviétiques en détresse.

Assurer l'avenir des réformes

Mis à part peut-être les Baltes, qui bénéficient, notamment à gauche, d'un puissant soutien, la foi en la capacité des Soviétiques de changer était néanmoins plus que mesurée. L'annonce et l'enthousiasme n'en sont que plus marqués aujourd'hui. «Pour la deuxième fois après la révolution pacifique en RDA, les gens ont vaincu les chars», a souligné le ministre des finances, M. Theo Waigel, président de la CSU bavaroise. Le gouvernement allemand, qui, comme Paris, avait attendu vingt-quatre heures avant d'ap-

puyer clairement M. Eltsine et demander le retour au pouvoir de M. Gorbatchev, est en train, lui aussi, d'observer la redistribution des cartes qui s'opère.

M. Gorbatchev, porté aux nues lundi encore par le chancelier Kohl, n'est plus tout à fait le héros de jadis. Dès le début de la crise, des personnalités comme M. Horst Teltschik, l'ancien conseiller du chancelier Kohl pour les affaires internationales, avaient reproché au président soviétique d'avoir trop longtemps tergiversé entre réformateurs et conservateurs.

Les éditoriaux de la presse accordent jeudi un écho important aux insinuations de M. Chevardnadze, qui soupçonne M. Gorbatchev d'avoir été au complot de ce qui se tramait. (Le Monde du 22 août). L'ancien ministre des affaires étrangères s'est longuement entretenu par téléphone mardi avec M. Genscher, avec lequel il entretenait d'étroits rapports.

La principale préoccupation des dirigeants allemands va être d'adopter à la mise en place d'un programme international de soutien au développement économique de l'URSS et des pays de l'Est. M. Genscher n'a pas ménagé ses critiques ces derniers jours devant le manque d'engagement de certains pays occidentaux. Si aucun pays n'est nommé, ces critiques visent en première ligne le Japon, mais aussi certains partenaires ouest-européens. Bonn, qui doit faire face à des charges considérables avec la reconstruction des nouveaux Länder de l'est, estime avoir fait le maximum.

Le ministre à la chancellerie a repris jeudi matin à son compte le chiffre de 60 milliards de marks cité pour les engagements pris par l'Allemagne pour aider l'URSS. Cette somme inclut l'assistance pour le rapatriement des troupes soviétiques, les crédits et les garanties pour favoriser les investissements et les exportations vers l'URSS. M. Seitz a insisté sur l'urgence de la mise en place de nouveaux programmes internationaux et de concrétiser les décisions prises lors du sommet des pays industrialisés de Londres, en juillet dernier. Il a également demandé à la CEE d'accélérer en priorité la négociation d'accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie pour assurer, là aussi, l'avenir du processus de réformes.

HENRI DE BRESSON

Londres : M. Major est favorable à un réexamen de l'aide occidentale à l'URSS

LONDRES

de notre correspondant

Dans un entretien accordé jeudi 22 août à la BBC, le premier ministre britannique, M. John Major, a déclaré qu'à la lumière des derniers événements les Occidentaux pourraient être amenés à réexaminer la question de leur aide à l'Union soviétique.

Lors du dernier sommet des pays les plus industrialisés à Londres, en juillet, M. Major, hôte de la réunion, avait été chargé des relations entre le G-7 et M. Gorbatchev. Il devait se rendre à l'aéroport à Moscou pour disputer avec le leader soviétique du suivi de la conférence de Lancaster House. Dans ses déclarations à la BBC, comme la veille au soir dans un entretien sur la chaîne de télévision privée ITN, M. Major a fermement défendu la position des Sept qui avait consisté à lier l'aide économique à l'URSS à la mise en œuvre des réformes. Il a déclaré qu'au moment du sommet de Londres «M. Gorbatchev devrait une reconnaissance de ses réformes et l'octroi d'une assistance technique» et a fait observer que «cela a pu changer» avec le coup d'État man-

qué. Il avait souligné mercredi que M. Gorbatchev n'était pas parti de Londres, le 19 juillet, les mains vides puisqu'il avait obtenu le soutien du G-7 à sa politique de réformes et au long processus d'intégration de l'économie soviétique à l'économie de marché, grâce à une assistance occidentale progressive.

Il s'était toutefois prononcé pour une révision de la demande soviétique de création d'un fonds de livres qui avait été rejeté par les Sept. La question sera à l'ordre du jour de sa rencontre avec George Bush le semaine prochaine. De plus, John Major envisage d'avancer la date de son voyage à Moscou.

Un rôle de premier plan

Se félicitant du rétablissement du pouvoir de M. Gorbatchev, M. Major a déclaré: «Ce qui était en jeu lors des dernières quarante-huit heures était de savoir si l'un des pays les plus grands et les plus peuplés se détournait de la voie démocratique pour adopter celle de la répression.» Le chef du gouvernement a ajouté que «les délé-

gués de ce coup d'État étaient énormes car il pouvait déstabiliser toutes les relations entre l'Est et l'Ouest».

Le soutien apporté dès le 19 août au matin par John Major au gouvernement Eltsine lui a permis de redresser sa position en Grande-Bretagne, mise à mal par la récession économique. Le premier ministre a en effet été le premier des dirigeants occidentaux à condamner le putsch qualifié de «coup d'État en bonne et due forme». Il a soutenu M. Eltsine sans fioritures ni arrière-pensées lors de ses innombrables interventions sur le ponton de Downing Street ou à l'occasion de ses nombreux coups de téléphone à la «Maison Blanche», le siège du Parlement russe. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que M. Eltsine ait demandé mardi à M. Major d'exiger, au nom de l'Occident, la libération de M. Gorbatchev. Dans cette tâche, M. Major a été fortement aidé par M. Margaret Thatcher, son prédécesseur. Tout au long de la crise, l'ancien chef du gouvernement a joué un rôle de premier plan, comme l'attestent la requête de M. Eltsine lui demandant de pres-

dre la direction d'une enquête internationale sur la santé de M. Gorbatchev ou la présence éminente à ses côtés de M. Galina Starovoitova, collaboratrice du président de la fédération de Russie.

En 1982, les conservateurs étaient tombés au plus bas avant de se rétablir de manière spectaculaire en juin 1983 avec un raz de marée sans précédent, lors des élections générales. L'effet de la guerre des Malouines fut déterminant. Voilà pourquoi certains observateurs parlent aujourd'hui déjà du «facteur Eltsine». Celui-ci est positif pour M. Major. Les dirigeants conservateurs paraissent en effet après sa brillante performance, alors que le Labour, qui jusqu'au 19 août avait le vent en poupe dans les sondages, fait gaffe mine. Son leader, M. Neil Kinnock, n'a pas jugé utile d'interrompre ses vacances, laissant ainsi le champ entièrement libre au chef des Tories. Alors que des élections doivent se dérouler au plus tard en juin 1992, l'effet Eltsine ne manquera pas de se faire sentir sur la scène intérieure où grand profit de M. Major. (Interim.)

EV L'UNION SOVIE

Pekin : emb

Les régimes co n'appréciaient

مكتبة المثل

EN UNION SOVIÉTIQUE

dans le monde

Pékin : embarras...

PÉKIN
de notre correspondant

Le *Quotidien du peuple* a tiré, à la une de son édition de jeudi 22 août, sur la déclaration de M. Gorbatchev affirmant qu'il « contrôle complètement la situation ». L'organe du PC chinois, qui laisse entendre la veille que les auteurs du coup d'Etat tentent le pays bien en mains, s'est prudemment abstenu de rapporter comment on en était arrivé là. De même, le public chinois est informé sans la moindre explication du retrait des troupes de la capitale soviétique, alors que le même *Quotidien du peuple* avait fait l'impasse, la veille, sur cet aspect de la situation à Moscou.

Les vagues allusions faites par Pékin à la résistance populaire dans les rues de la capitale soviétique relevaient de la désinformation absolue, puisqu'elles faisaient écho aux thèses des instigateurs du coup sur l'apparence de succès de leur entreprise.

Cette manière de présenter les événements de Moscou tient au fait que ceux-ci, par leur issue, remettent en cause des certitudes sur lesquelles Pékin s'appuyait dans ses relations avec son voisin septentrional, mais aussi le fondement même de l'idéologie commu-

niste, à l'aide de laquelle le pouvoir chinois tente encore de se maintenir sur un pays devenu rétif aux dogmes marxistes-léninistes. Pour des raisons stratégiques, la Chine est avant tout intéressée à voir, à Moscou, un pouvoir fort assurant la stabilité dans l'ensemble du pays.

Exotisme schizophrénique

Or la perspective de voir M. Gorbatchev affaibli, s'appuyer sur un Boris Eltsine sorti renforcé de la crise équivaut, aux yeux des vétérans de la Longue Marche, à deux grands maux : la mort du socialisme dans la patrie de Lénine, et l'instauration, à terme, de cette « république bourgeoise » dont ils avaient cru voir poindre le nez sur la place Tiananmen en 1989.

La tragédie de Moscou ne peut qu'alimenter au sein de l'appareil les débats et querelles de dans qui trouvent, dans les bouleversements au sein des autres régimes communistes, prétexte à s'affronter. Les orthodoxes vont y voir une éclatante confirmation de leur thèse prêtant un rôle majeur, dans l'effondrement des régimes socialistes, aux Occidentaux, États-Unis en premier lieu. Les libéraux peuvent au contraire s'en servir

pour démontrer les risques d'une trop grande timidité dans les réformes.

Elle va, en tout état de cause, rendre plus difficile la poursuite des méthodes autoritaires voulues par « la dictature du prolétariat » dans un pays qui est en train de s'embraser d'une manière bien plus substantielle, sur le plan économique, que l'URSS. Déjà, avant le coup d'Etat manqué de Moscou, le *Quotidien du peuple* avait donné une idée de la fragilité de la construction mentale sur laquelle le pouvoir chinois s'appuyait, en appelant à mener « la lutte des classes (...) principalement sur le plan de l'idéologie ». Il s'agissait à la fois d'une réponse indirecte à l'abandon du dogme par le PC soviétique, et d'une sorte de garde-fou fixé aux débats internes.

Pendant la crise, la Banque de Chine a fourni, quant à elle, la meilleure illustration du degré d'indépendance d'ordre et de déjà atteint la Chine dans les flux financiers internationaux, en dévaluant et réévaluant le yuan en fonction des fluctuations du dollar américain, de telles réalités, l'hommage rendu, voici quelques mois, par le chef en titre du parti, M. Jiang Zemin, à la mémoire de Vladimir Illitch Oulianov, à Leningrad, semble relever d'une exotique schizophrénie.

FRANCIS DERON

« Happy end » à l'OTAN

BRUXELLES
de notre correspondant

Les journalistes venus couvrir la session extraordinaire du conseil de l'Atlantique nord sur la situation en URSS, dans l'après-midi du mercredi 21 août, à Bruxelles, ont vite compris que l'important n'était plus ce que pouvaient dire les ministres des affaires étrangères dans leur enceinte, mais ce que montrait la chaîne américaine CNN, en direct de Moscou, sur les écrans de télévision installés dans le hall de presse. Ils disposaient du texte d'un discours - très ferme - que M. James Baker se proposait de prononcer à l'ouverture de la séance, mais, dès 14 heures 45, un communiqué du secrétaire d'Etat leur apprenait que les Américains avaient reçu des informations selon lesquelles « les événements en Union soviétique pourraient conduire à un retour au gouvernement constitutionnel ».

Quelques minutes après le début du conseil, M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, était interrompu dans son exposé par un appel téléphonique de M. Boris Eltsine. Le président de la Russie

confirmait à l'alliance que la situation basculait et tenait à exprimer à l'Occident « sa reconnaissance pour son soutien ».

Dès lors, les travaux des ministres furent, comme l'a dit M. Roland Dumas, « abrégés ». On n'avait plus qu'à se mettre d'accord sur un communiqué pour « réaffirmer la position de principe de l'OTAN en ce qui concerne la tentative de coup d'Etat » et demander « le rétablissement immédiat du président Gorbatchev dans ses fonctions légitimes ainsi que la reprise du processus de réforme politique et économique en Union soviétique », le tout accompagné de considérations que l'accélération des événements avait rendus sans objet.

La question de l'aide

M. Wörner, au cours d'une conférence de presse, exprimait au nom de l'alliance son « respect » et son « admiration » pour les populations qui s'étaient opposées au coup d'Etat. Il évoquait le bonheur qu'il aurait à recevoir M. Gorbatchev, déjà invité par l'OTAN avant les événements, tout comme

M. Eltsine auquel il rendait un vibrant hommage. Il affirmait la nécessité de multiplier les échanges avec les militaires soviétiques, dont les événements venaient de montrer qu'ils n'étaient pas tous mauvais.

Radieux, M. Baker a rappelé que, dès le début des événements, la position des États-Unis était que « seul le peuple pouvait se déterminer » et que, finalement, personne ne parviendrait à « faire rentrer l'esprit de la liberté dans la bouteille ». On le sentait bien ici, le triomphe de la démocratie à Moscou s'était aussi, après la guerre du Golfe, une nouvelle victoire des États-Unis. M. Dumas adoptait, lui, un ton sermonneur à propos de l'aide que « nombre de pays, parmi nos alliés », n'ont pas été aussi empressés que Paris à fournir à M. Gorbatchev avant la tentative de ses ennemis. Selon M. Dumas, il conviendrait de « faire un examen de conscience entre Occidentaux. La France, qui a été la première à soutenir M. Gorbatchev, entend conduire cette réflexion ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les régimes communistes asiatiques n'appréciaient guère la perestroïka

La tentative de putsch contre M. Gorbatchev a peut-être surpris certains des pays communistes d'Asie, mais elle ne les a pas surpris du tout. M. Gorbatchev a également manifesté de Pékin à Hanoï et à Pyongyang ce qu'il avait pour eux de satisfaisant - ouverte ou non - devant ce qui était considéré comme une lâcheuse dégradation de la principale épave communiste, mais permettrait de ménager l'avenir. Seule la Mongolie, passée au pluralisme il y a un an, s'est inquiétée du coup porté à une perestroïka dont elle avait profité pour affirmer son indépendance. Après l'ouragan démocratique qui a balayé l'Europe de l'Est, l'Extrême-Orient demeure, avec Cuba, le dernier bastion du communisme mondial, non pas d'un communisme rénové, mais d'une idéologie marxiste-léniniste imperméable à toute libération politique. L'Asie est donc devenue le conservatoire d'un système ailleurs dépassé, rejeté. Les dirigeants communistes asiatiques se sentent beaucoup plus proches des conservateurs soviétiques que de M. Gorbatchev ou Eltsine.

Après avoir observé avec commisération une perestroïka dans ses premiers balbutiements, la Chine de M. Deng Xiaoping, une fois réprimé le « Printemps de Pékin », avait vu dans son prochain un « fossoyeur du communisme ». La Corée du Nord a, en cinq ans, perdu sa position d'allié privilégié quand M. Gorbatchev a normalisé, l'an dernier, ses relations diplomatiques avec le régime rival de Séoul. Quant au Vietnam - dont l'URSS avait toujours contesté la domination sur l'Indochine - il s'est vu conger les vives après avoir été sacrifié par Moscou sur l'autel de la normalisation sino-soviétique.

« Nous suivons avec grand intérêt la situation en URSS et nous espérons que le peuple soviétique surmontera toutes les épreuves et stabilisera la situation », a déclaré lundi, après le coup d'Etat à Moscou, le porte-parole du ministre vietnamien des affaires étrangères. Une déclaration qui n'engageait guère et qui tenait surtout de la traditionnelle langue de bois dont Hanoï reste l'un des derniers dépositaires.

Mais, en privé, les responsables vietnamiens ont été plus précis, comme celui cité, sous couvert de l'anonymat, par l'agence Reuters. M. Gorbatchev a également manifesté, en commettant de nombreuses erreurs et acceptant trop de compromis avec l'Occident, il a également affaibli la position et amoindri le rôle de l'URSS dans le monde (...) Il n'a fait de bonnes choses au départ mais, après six ans de pouvoir, il n'a jusqu'à présent rien accompli dans les domaines politique, économique, social et diplomatique. Si elle peut résoudre ces problèmes, la nouvelle direction sauvera le PC (soviétique), ce dont le PC vietnamien ne peut que bénéficier. On ne saurait être plus clair.

Il faut dire que l'URSS était devenue l'unique allié et soutien du Vietnam depuis sa rupture avec la Chine en 1978. L'effondrement idéologique de l'Europe de l'Est, la chute du mur de Berlin, l'introduction d'un régime démocratique, véritables élections en URSS, l'abandon de l'esprit de guerre froide, de la confrontation entre blocs, et d'une politique d'aide économique et militaire massive ont été reçus comme une série de gifles par les gérontes au pouvoir à Hanoï.

Lâchage ou trahison

Formés sous Staline, ces derniers continuent à refuser obstinément toute réforme politique et d'abandonner la dictature d'un parti unique, condition sine qua non à la stabilité de leur politique de réforme économique et d'ouverture internationale. Il leur avait fallu longtemps pour accepter de voir en face la nouvelle réalité. Le quotidien du PCV, *Vinh Dan*, ne qualifie pas l'arrivée au pouvoir de Solidarité en Pologne en 1990 de « coup d'Etat » contre lequel il appelle le peuple à se soulever.

C'est également le « lâchage » de M. Gorbatchev qui avait contribué à débâcler l'impasse cambodgienne, contraignant Hanoï et ses protégés de Phnom-Penh à accepter des compromis auxquels ils avaient résisté. Essayage, isolé par l'embargo américain, ne pouvant plus compter sur l'aide soviétique tandis que celle venue des pays de l'Est s'est tarie, le Vietnam s'est vu contraint à des révisions décevantes. Le putsch de Moscou était du pain béni pour conforter l'analyse de ses dirigeants, selon laquelle les difficultés du socialisme n'étaient que temporaires, et que le communisme finirait par triompher à la fois des impérialistes et capitalistes et des renégats.

Une position qu'ils partagent avec M. Deng Xiaoping, Kim Il-sung et Fidel Castro, ce qui concerne le régime de Pyongyang, il s'est, après le coup d'Etat, contenté d'informer ses citoyens que M. Gorbatchev avait « trahi » ses pouvoirs au Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Il faut dire que le « grand dirigeant » avait qualifié l'an dernier de « tra-

hison » la rencontre entre M. Gorbatchev et son homologue sud-coréen Roh Tae-woo, suivie, quelques mois plus tard, de l'établissement de relations diplomatiques entre Moscou et Séoul. Ce sont les pressions soviétiques, mais aussi chinoises, qui ont contraint Pyongyang à promettre de renouer la liaison - non-politique - nucléaire et d'accepter l'admission simultanée des deux Corées aux Nations unies.

« Pour quelques dollars »

Rien en effet ne saurait être plus différent de la communauté réformiste à la Gorbatchev et l'hypermécanisme et le culte de la personnalité exécutés instaurés autour du vieux maréchal, puis de son fils aîné, le « cher dirigeant » Kim Il-sung. « Notre système ne s'effondrera jamais », déclarait ainsi le père en mai dernier. Le fils avait affirmé peu avant son opposition au multipartisme, le « système des nouvelles bourgeoisies anti-révolutionnaires ». L'organe du PC nord-coréen, *Rodong Shinmun*, avait accusé le 27 avril M. Gorbatchev d'avoir trahi le communisme « pour quelques dollars ». Pour leur part, les médias soviétiques distillent depuis quelques temps des « révélations » peu flatteuses sur le passé de M. Kim Il-sung.

Pour les communistes orthodoxes asiatiques, M. Gorbatchev était donc devenu une sorte de démon sachant à démanteler les « acquis » de trois-quarts de siècle de « construction socialiste ». Son langage ne pouvait donc qu'être une bonne nouvelle, bien qu'il ait été accompagné de cette instabilité que les caducques au pouvoir craignent tant. Elle confortait les prédictions, ou les rêves les plus fous de ceux qui, comme M. Deng Xiaoping, prédisaient le retour à la « normalité » à Moscou. M. Deng qui s'était déjà réjoui, il y a dix ans, de l'imposition de l'état d'urgence en Pologne par le général Jaruzelski.

Il y a quelques mois, selon l'hebdomadaire de Hongkong *Cheng Ming*, le numéro un chinois avait déclaré, dans un discours sur l'avenir de l'URSS : « Il est heureux que le Parti et le peuple de l'URSS se réveillent (...) Je pense que l'URSS est récupérable et je ne puis croire que le socialisme, avec ses soixante-dix ans d'histoire, puisse s'effondrer pour quelques difficultés (...) C'est une leçon amère pour les communistes dans le monde entier. » Il ajoutait avec un brin d'ironie : « Le Parti et le peuple soviétiques, aussi bien que leur grand président et secrétaire général (M. Gorbatchev) ont mordu dans un fruit amer. »

Allant plus loin, M. Deng avait formulé quatre directives pour le comité central du PC chinois : bâtir de nouvelles relations d'amitié avec l'URSS, sur laquelle il comptait pour moderniser ses forces armées ; renforcer les liens avec Pyongyang ; créer - autour du nouveau sino-soviétique - un « cercle d'alliance » comprenant, outre la

Corée du Nord, la Mongolie et le Vietnam, voire Cuba ; faire enfin des concessions « appropriées » à l'Occident, avec lequel il fallait éviter les « querelles triviales » pour obtenir une aide économique.

Le dirigeant chinois - connu pour son pragmatisme illustré par le slogan « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris » - avait conclu : « Dans les prochains mois, les gens verront combien de petits chats rouges - trois, cinq ou plus - apparaîtront dans l'arène internationale (...) ».

En revanche, l'atmosphère était toute autre en dévotion de semaine en Mongolie, où beaucoup de gens avaient accueilli avec inquiétude l'éviction du père de la perestroïka. Coïncidaient avec une Chine traumatisée par la répression du « Printemps de Pékin » et une URSS qui vivait au conservatisme, les Mongols ont craint que leurs propres conservateurs n'en profitent pour tenter de reprendre le pouvoir, et ce à un moment où leur économie est en pleine crise. Ils auront sans doute été les premiers rassurés.

Il n'en reste pas moins que l'échec du putsch conservateur à Moscou augure mal pour l'avenir des régimes communistes d'Asie. L'accélération du processus démocratique en URSS va encore accentuer le décalage entre ces dictatures policières et le reste du monde, et ne pourra que donner de nouveaux espoirs à ceux qui rêvent de secouer la tutelle qui continue de peser sur eux.

PATRICE DE BEER

Dans la presse étrangère

Le *Wall Street Journal* tire les conséquences de l'échec du putsch conservateur pour l'évolution générale de l'URSS en citant plusieurs analystes selon lesquels, « le retour de Gorbatchev va accélérer l'effacement de l'empire et la dissolution des forces armées (...) et les interlocuteurs de l'Union soviétique devront apprendre à s'adresser aux autorités locales, le pouvoir central ayant perdu énormément de poids ». Revenant à des considérations de politique intérieure, le quotidien new-yorkais estime que le président Bush, après avoir pris le parti de M. Boris Eltsine, « se trouve en situation encore plus favorable » en vue des élections présidentielles de 1992.

Le *Herald Tribune* enregistre, de son côté, le renforcement de l'autorité intérieure et internationale de Boris Eltsine mais note que « les problèmes de l'URSS ne sont pas pour autant réglés ».

Pour le *Times* de Londres, l'affaiblissement de M. Gorbatchev par rapport à M. Eltsine laisse prévoir « qu'à la suite d'élections, le président de l'URSS n'aura progressivement plus qu'une place honorifique, derrière l'actuel président de la Russie ». Le quotidien conservateur anglais ironise sur la position prudente adoptée par M. François Mitterrand lors de son interview télévisée de lundi, dans un article signifiant « les contradictions » de certains dirigeants à l'annonce du coup d'Etat conservateur.

Pour le *Financial Times*, qui parle de la « révolution Eltsine », « il ne fait aucun doute qu'Eltsine est le héros du moment » et que « Gorbatchev rentre pour faire face à son sauveur Eltsine ». En ayant « montré une formidable capacité à intégrer les principes de la démocratie », le président de la Russie, poursuit le quotidien britannique, « s'interdit de ce fait d'imposer par la force des méthodes de gouvernement », lui qui avait justement inquisiteur l'opinion internationale « par ses tendances fortement autoritaires ».

M. Eltsine est également sacré « héros » par la presse germanique. Le vainqueur s'appelle Eltsine, titre le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « Boris Eltsine mérite le prix Nobel de la paix », affirme pour sa part le quotidien *Die Welt* tout en annonçant « la victoire de la liberté ». Allant plus loin que le *Financial Times*, qui voit en Eltsine l'« incontestable figure de proue de la République de Russie », le quotidien allemand se déclare sans conteste « numéro un de l'URSS », pour conclure, que, « à l'extérieur, l'aide occidentale doit reprendre et à l'intérieur le grand ménage doit commencer, avec en premier lieu la dissolution du KGB ».

Le quotidien italien la *Repubblica* souligne que « l'erreur des putschistes a été de croire que six onces de débat libre, de presse indépendante, n'auraient pas laissé de traces et pourraient être rayées par un édit ». Il rend aussi hommage à Gorbatchev grâce à qui « une classe politique capable d'assumer ses propres responsabilités a le jour ». Le journal romain conclut que la crise de ces derniers jours « a fait la preuve que la démocratisation de l'URSS ne concerne pas seulement 290 millions de Soviétiques ».

CHEC DU COUP D'ETAT

Le coup d'Etat en Tchécoslovaquie a été suivi par une série de manifestations de rue à Prague. Les manifestants ont brandi des drapeaux tchécoslovaques et des drapeaux de la République tchèque. Les forces de sécurité ont utilisé la force pour disperser les manifestants. Des blessés ont été déclarés. Les médias ont rapporté que les manifestants ont été dispersés par les forces de sécurité. Les manifestants ont été dispersés par les forces de sécurité. Les manifestants ont été dispersés par les forces de sécurité.



Boris Eltsine

« Nous suivons avec grand intérêt la situation en URSS et nous espérons que le peuple soviétique surmontera toutes les épreuves et stabilisera la situation », a déclaré lundi, après le coup d'Etat à Moscou, le porte-parole du ministre vietnamien des affaires étrangères. Une déclaration qui n'engageait guère et qui tenait surtout de la traditionnelle langue de bois dont Hanoï reste l'un des derniers dépositaires.

« Nous suivons avec grand intérêt la situation en URSS et nous espérons que le peuple soviétique surmontera toutes les épreuves et stabilisera la situation », a déclaré lundi, après le coup d'Etat à Moscou, le porte-parole du ministre vietnamien des affaires étrangères. Une déclaration qui n'engageait guère et qui tenait surtout de la traditionnelle langue de bois dont Hanoï reste l'un des derniers dépositaires.

« Nous suivons avec grand intérêt la situation en URSS et nous espérons que le peuple soviétique surmontera toutes les épreuves et stabilisera la situation », a déclaré lundi, après le coup d'Etat à Moscou, le porte-parole du ministre vietnamien des affaires étrangères. Une déclaration qui n'engageait guère et qui tenait surtout de la traditionnelle langue de bois dont Hanoï reste l'un des derniers dépositaires.

Jacques Darcanges

Contre les fausses valeurs de la modernité

2^e EDITION

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

Les Editions de l'Europe

Cet Ouvrage a été retenu par l'Académie Française pour l'un de ses Prix « ESSAIS » Sciences Humaines 1990

Voire un livre que j'aimerais voir entre les mains de tous ceux qui ont le souci de l'avenir, qu'ils soient maîtres ou disciples, politiciens ou techniciens.

Abd CLARTE

Fonds :

Les Editions de l'Europe

Distribution Disquette

Tél. : 37 34 84 84

Un autre... Voilà ce que je pouvais
vous proposer, pour le reste, non, j'ai
toujours eu confiance.

(...) Je ne vois pas comment il
serait possible de recommencer une
aventure de ce genre. Il doit y
avoir, bien entendu, des compé-
tences politiques agréées. Il reste un
problème de principe, pas réglé, est-ce
que ce putsch a eu lieu à la veille,
ce n'est sans doute pas sans rap-
port, de la signature du traité de
l'Union. C'est-à-dire de la façon
dont vont être constitués les
organes de l'Union, entre les
républiques qui demandent leur
indépendance et l'Union sovié-
tique, au-dessus d'elles. Quels pou-
voirs seront concédés aux uns et
aux autres? Quelle répartition? Ce
problème reste posé, car il n'y a
pas de consensus, comme ailleurs,
autour de ce problème pour la
réussite économique d'un peuple
qui souffre beaucoup, que ce des-
seront les chefs de l'aventure.»

Le *liges de l'Etat* conduit par un
hommage aux peuple russe et à
M. Eltsine.

(...) Ce peuple s'est incarné dans quelques figures. C'est pourquoi il est si ému par le départ de son fils Boris Eltsine au char serrant la main du soldat. Après tout, était-il certain de ses réflexes, à ce soldat ? Haragane sans micro, sans caméra, sans public, sans gens qui étaient là, revenant s'enfermer au sein du Parlement et rejoignant par des personnalités diverses qui savent ce qu'elles risquent de dire, il a dit ce qu'il pense à M. Chevardnadze. Le pense qu'il y a beaucoup de parlementaires. J'en étais sûr, j'ai dit tout à Thouroussilient-ils venent. Mais oui, il y a des gens qui ont une expression de représentants du peuple qui ont su comprendre l'âme de leur peuple, et c'est donc bien finalement le peuple qui est vainqueur.

ce qui, de la part du chef des armées, est tout naturel — et de

Le chef de l'Etat a également daubé sur l'empressement de M. Giscard d'Estaing à demander, comme pendant le conflit du Golfe, une réunion extraordinaire du Parlement. « Quelle figure aurions-nous ce soir? », a-t-il dit. Pierre consolation que d'avoir pris son prédécesseur au piège de la précipitation.

terrand avait réussi, pendant toute la durée de la crise du Golfe, à ne pas prêter le flanc, ou si peu — à sa critique, autant il s'y est offert — au mieux par défaillance de communication, cette fois-ci. De surcroît, il était en meilleure situation; face à l'opinion, à cette époque qu'il n'est aujourd'hui. Le couple Mitterrand-Rocard bénéficiait d'une relative popularité que le chef de l'Etat a accue, pour son compte, par sa conduite difficilement acceptable de la guerre du Golfe. Aujourd'hui, le couple Mitterrand-Rocard a perdu de son crédit. Il n'est pas assuré, pour les roquins, que M. Mitterrand en regagne au sortir de cette crise de trois jours.

Bien qu'ils n'en sortent pas grandis — à l'exception, peut-être, de ceux qui, se contentant comme MM. Barre et Balladur d'analyser sobrement la situation, ont évité toute polémique — se opposants se sentiront confortés. Ce n'est pas seulement sur le base des polémiques nées de la première intervention télévisée que M. Mitterrand pourra

convaincre les Français de ne pas laisser « un certain nombre de responsables qui n'ont pas de sens du froid gouverner un jour » leur pays. Déjà, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur de M. Giscard d'Estaing, demande si le chef de l'Etat est « apte à vivre une nouvelle cohabitation ». On en reparlera souvent d'ici aux élections législatives d'1993.

[illegible]

...and the

سكس اس اس

EN UNION SOVIÉTIQUE

Les réactions en France

M. Roland Dumas souhaite une intensification des aides occidentales à l'URSS

Le ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, a de nouveau estimé, jeudi 22 août, que les Occidentaux devaient intensifier leur aide à l'Union soviétique. Interrogé sur Europe 1, il a déclaré avoir ressenti «chagrin et dépit» devant «la démagogie et les larmes de crocodile» versées sur M. Mikhaïl Gorbatchev par ceux qui, en France et à l'étranger, se sont toujours montrés réticents lorsqu'il s'agissait d'aider l'URSS et face auxquels «il a fallu plaider à chaque fois».

Au-delà du rétablissement, imminent, des aides qui ont été suspendues ces derniers jours, notamment par le CEE, M. Dumas estime que l'Occident «doit réfléchir sur son comportement vis-à-vis de Gorbatchev». «Si nous voulons la réussite de Gorbatchev, et nous la voulons, il faut

mettre les moyens au service de cette volonté», a insisté le ministre.

M. Roland Dumas n'a pas directement évoqué la question d'une nouvelle répartition des aides entre le pouvoir central et les Républiques. Alors qu'on lui demandait si, à ses yeux, c'est M. Gorbatchev qui gouverne en URSS, il a répondu : «Il est le pouvoir légal», tout en soulignant une coopération entre le président de l'URSS et celui de la Russie, M. Boris Eltsine : «La coopération entre ces deux hommes qui ont incarné la résistance est indispensable. Je souhaite qu'ils jouent tous les deux un rôle positif», a-t-il dit. Il a estimé que la signature du traité de l'Union redonnait les rapports entre Moscou et les Républiques, qui a été «la cause immédiate de la rébellion», serait «le premier acte de M. Gorbatchev» et aussi «le bon critère» pour juger de la reprise du processus de réformes. Selon M. Dumas, ce processus devrait s'accélérer : après l'épisode du putsch manqué, «l'horizon est débarrassé (...), les réformes vont se poursuivre; ce qui a été semé va devoir, pour se développer».

M. Roland Dumas, annonçant l'annulation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze qui devait se tenir vendredi à La Haye, a souhaité qu'il ne soit que reporté et que «le plus tôt possible» les Douze se réunissent pour réexaminer leurs rapports avec les pays d'Europe centrale et orientale, l'URSS et la Russie. Et il a proposé que les dirigeants de la Communauté invitent M. Gorbatchev à venir discuter avec eux «de l'avenir de l'URSS et de la Russie». Il a annoncé d'autre part son intention d'inviter prochainement M. Eltsine à Paris.

M. Marchais dément avoir été contredit par le bureau politique du PCF

Dans son édition du jeudi 22 août, l'Humanité publie une «mise au point du secrétariat du comité central» qui vise, notamment, le Monde, accusé d'avoir déformé le déroulement de la réunion du bureau politique, lundi après-midi 19 août à huis clos, où cours de laquelle la direction du PCF avait arrêté sa position.

Elle affirmait, entre autres, que «les conditions d'élection de

M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables». Le secrétariat précise que «le projet de texte soumis à la discussion laissait volontairement «en blanc» l'appréciation que le bureau politique devait porter sur l'élection de M. Gorbatchev», car il existait «plusieurs formulations possibles».

Les amis du secrétaire général ajoutent : «Il est donc inexact et malintentionné de prétendre que

la position du bureau politique aurait été prise contre l'avis de M. Georges Marchais», avant d'indiquer que «M. Charles Fierman a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec le texte finalement adopté».

Le Monde s'a jamais écrit que la déclaration du bureau politique avait été adoptée contre l'avis du secrétaire général. Pour le reste, la mise au point du secrétariat du comité central confirme les informations que nous avons données. O. B.

«Il est clair que le recours, c'est Boris Eltsine»

nous déclare M. Jean-François Deniau

Tirant les enseignements du coup d'Etat avorté en Union soviétique, M. Jean-François Deniau, ancien ministre, député UDF du Cher, nous a déclaré : «Ce qu'on peut espérer c'est que le côté «théâtre d'ombres» de la politique de M. Gorbatchev, ce jeu extraordinairement compliqué qui consistait depuis des années à dire : «je n'ai pas de pouvoir, je suis sous la pression des forces conservatrices», tout cela va cesser. Les forces les plus conservatrices ayant été démantées, M. Gorbatchev a perdu désormais cet alibi. Il ne pourra plus reporter sans arrêt ses décisions. Il a les mains libres pour engager enfin un vrai programme de réformes politiques et économiques. Il va devoir passer à l'action et le premier signe de sa crédibilité sera la manière dont il répondra à la demande d'indépendance des pays baltes».

Il serait regrettable que M. Gorbatchev se serve de ces péri-

odes pour demander plus d'argent aux Occidentaux. J'ai toujours pensé qu'il fallait aider l'Union soviétique, mais pas n'importe comment. Comme au début de notre Marche commune, cela doit être envisagé avec des conditions et un calendrier très concret et très précis.

Enfin, il est clair que le recours c'est Boris Eltsine. Le gouvernement français s'est toujours trompé sur lui. C'était une folie de l'ignorer et de lui miser sur Gorbatchev. Boris Eltsine vient à nouveau de faire la démonstration qu'il n'était pas ce personnage ambigu capable de dire tout et son contraire».

Quant au rôle qu'aurait pu tenir directement ou indirectement M. Gorbatchev dans ce coup d'Etat, M. Deniau est circonspect : «Des le départ, déclare-t-il, je n'ai pas compris quels étaient les tenants et aboutissants de cette affaire. Qu'il ait pu être l'organisateur principal d'un coup d'Etat me paraît romanesque. Mais qu'il ait pu prêter la main à une sorte de scénario afin de provoquer un choc pour convulser les Etats-Unis qu'il avait besoin de capotuler, c'est quelque chose qui s'est déjà passé dans l'Histoire russe. Le fait que M. Chervakine lui-même ait soutenu cette hypothèse n'est sans doute pas un hasard».

L'inquiétude mesurée des Français. — Un sondage IFOP (800 personnes interrogées le 20 août), publié par le Parisien libéré du jeudi 22 août, indique que 41 % des Français jugent très inquiétante la destitution de M. Gorbatchev et 49 % l'estimaient assez inquiétante. 76 % espéraient un coup d'Etat, 53 % enfin estimant que ces événements étaient un risque pour la paix mondiale.

«Bien sûr qu'on a condamné le coup d'Etat!»

Quelques centaines de communistes se sont retrouvés, mercredi 21 août à Châteauneuf (Vaucluse), autour de leurs dirigeants, pour le «Rendez-vous national de la vignette» qui, fin août, précède la Fête de l'Humanité de la Comœuvre. Traditionnellement, permanents et militants sont invités à donner un dernier coup de rein stakhanoviste dans la vente des billets d'entrée et une saine émulation est encouragée entre les fédérations départementales. Cette année, évidemment, cette manifestation a revêtu un caractère particulier. Les conversations mêlaient les souvenirs de vacances aux considérations sur l'échec d'une faction putschiste à Moscou. Les mines étaient graves devant la situation et l'égeement visible devant les questions pressantes des journalistes.

La direction «à la hauteur»

Tel militant dit qu'il était «révoqué», lundi matin. Tel autre fait part du «choc» qu'il a éprouvé. L'indignation est unanime. Tout comme est unanime la certitude que la direction du parti a condamné le coup d'Etat. «Bien sûr qu'on l'a condamné!», s'empresse un jeune homme qui refuse d'admettre qu'aucun de ses collègues ne figure dans la déclaration de lundi soir du bureau politique. Quant au peuple, les militants estiment qu'il était bien absent. Affirmant son attachement au droit de manifester, M. Georges Marchais lâche que «le pouvoir au peuple, ce n'est pas les manifestations comme ça dans les rues». «Vous trouvez que quelques dizaines ou centaines de milliers de gens dans les rues sur 290 millions d'habitants, c'est le peuple?», interroge un permanent. Une opinion partagée par Arnaud Spire, éditeur-

liste de l'Humanité, qui affirme que la responsabilité de cette situation incombe au «fonctionnement élitiste et bureaucratique» de l'Union soviétique «jusqu'en 1985». La grande nouveauté, selon lui, est que l'équipe dirigeante du PCF le dise. Adieu, «bilan globalement positif» prononcé en 1978 et réaffirmé par M. Marchais en 1989!

Cette communauté de vues des militants de la fédération du secrétariat général se retrouve sur la personne de M. Boris Eltsine. En voilà un qui n'a pas bonne presse, à Châteauneuf. «Se position, depuis longtemps, ne me convient pas. Moi, je soutiens Mikhaïl Gorbatchev», confie M. Marchais. Fût-il élu démocratiquement par près de 80 % de la population russe, M. Eltsine ne suscite que méfiance, pour ne pas dire plus. A la manière des orbes joués à la guerre avec des mirailletas imaginaires, un groupe d'hommes suggère même, pour le président de la Fédération de Russie, une solution plus radicale qui n'est pas de le saisir par l'armée.

Ici et là, on dissimule mal une certaine crispation. On bougonne contre les journalistes. Un jeune militant, un peu nerveux, murmure que ce sont des «enculés». Tel dirigeant n'a rien à déclarer, cet autre glisse un sourire en guise de réponse. M. Henri Malberg, «patron» de la fédération de Paris, renvoie aux «très bons travaux de la direction, qu'il partage entièrement». De tous côtés, on se félicite de la réaction «à la hauteur» de la direction du parti. Ce sentiment de satisfaction qui succède à l'inquiétude des premiers moments n'est évidemment pas partagé par les quelques contestataires redondants piqués, ça et là, dans un milieu dont on sent qu'il n'est plus vraiment le leur. L'un d'eux assure qu'il se retrouve plus

dans «d'autres déclarations que celle du bureau politique».

Cette fronde, elle se fait jour chez certains élus communistes. Des députés, tels MM. Téo Vial-Messat, Robert Montdargent, Jean-Pierre Brard, Marcelin Barthel et François Asensi, ont vite appelé un chat un chat. Un conseiller général de Seine-Saint-Denis, M. René Foulon, a écrit à l'Humanité pour se plaindre de l'organe central et dire que son parti a «une fois de plus, choisi le mauvais camp, celui des usurpateurs battus par le peuple», invité de l'ITL, jeudi matin, M. Charles Fierman s'est étonné de la tenacité des éditeurs de l'Humanité. L'ancien ministre, qui a manifesté sa «profonde satisfaction de l'échec du coup d'Etat», a fustigé les «fautes d'analyse communistes, y compris par les dirigeants de [son] parti», avant d'ajouter : «Il faut faire plus, plus vite, plus fort pour apporter les changements nécessaires» dans le PCF.

«Le maximum d'informations»

Déjà des communistes s'interrogent sur l'attitude de l'Humanité et sur la teneur de certains articles pendant ces trois jours de crise. Dans son édition de mardi, par exemple, le quotidien communiste a publié, dans leur intégralité, «les principes rectifiés» de la lutte putschiste, «avec un seul souci, présenter un petit encadré, donner aux lecteurs le maximum d'informations». Et si, par malchance, l'Humanité de lundi tirait, sur sa première page, «Les raisons de la fête», en parlant de celle de la Comœuvre, l'Humanité-Dimanche de cette semaine n'est pas mieux lotie en tirant, à contre-emploi, sur sa couverture : «Le drame de l'échec».

OLIVIER BIFFAUD

Douzième volume de la collection «Manière de voir»

LE MONDE diplomatique

MODELES OU MENACES ?

Grands vaincus en 1945, l'Allemagne et le Japon se retrouvent au premier rang des puissances de la planète. Quelles stratégies économiques, quelle conception de l'entreprise, quelles valeurs culturelles expliquent le formidable dynamisme industriel et commercial de ces deux titans ? Constituent-ils des modèles imitables ? Ou bien, une fois encore, des menaces historiques ?

Ceux qui les qualifiaient de «maïns politiques» constatent que ces deux Etats sont pratiquement les seuls à dire «non» aux Etats-Unis - même après la guerre du Golfe - et à dicter au reste du monde leurs priorités économiques et monétaires.

Les deux leaders du «capitalisme de conquête» nourrissent-ils des ambitions hégémoniques ? L'Allemagne, tentée par l'appel de l'Est, pourra-t-elle la carte de l'Europe ou la sienne propre ? Tokyo parviendra-t-il à créer, en Asie, une «zone de coprospérité» sous son influence exclusive ?

A ces questions majeures de cette fin de siècle, la nouvelle livraison de la collection «Manière de voir» apporte des réponses documentées, des analyses fouillées et des arguments inédits.

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

EN VENTE PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE
ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITE _____ PAYS _____

► FRANCE-METROPOLITAINE : 47 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 47 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 62 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 62 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 FRANCE.

Hausse des cours boursiers, recul du dollar et du pétrole

Les marchés financiers et pétroliers rassurés

Le «lundi rouge» na sera-t-il bientôt plus qu'un lointain souvenir ? Si les places financières avaient fortement réagi à l'annonce de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev le 19 août, elles se sont ressaisies dès mardi et le mouvement de redressement s'est amplifié mercredi avec l'annonce en début d'après-midi de la fuite des auteurs du coup d'Etat. Les mouvements de hausse se sont accélérés sur les places boursières, le dollar, valeur refuge, est revenu à des niveaux voisins de ceux d'avant le coup d'Etat et les cours du pétrole ont reculé.

Jeudi 22 août, les places boursières asiatiques ont salué l'échec du coup de force avec peut-être moins d'intensité que leurs homologues européennes ou américaines la veille. Ainsi, à Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 2,1 %. Certains intervenants affichaient alors une légère déception devant cette performance. Mercredi, la grande bourse américaine avait traduit son soulagement en s'appréciant de 3,1 % et l'indice Dow Jones était alors repassé au-dessus de la

barre des 3 000 points. Paradoxalement, c'est aux Etats-Unis que la réaction a été la plus vive, à l'exception de Madrid (+3,7 %), alors que jusqu'à présent ce pays était apparu comme celui le moins troublé par les événements en URSS. Ainsi, le 19 août, alors que de nombreuses Bourses chutaient fortement, celle de New-York ne perdait que 2,36 %.

La preuve sans doute que de nombreux spéculateurs ont vu les places européennes pour revenir vers un marché plus vaste et donc moins risqué.

Tendance à la modération

En Europe, la journée du jeudi 22 août débutait à l'image de celle de la veille, mais de manière plus contrastée. Francfort, la place qui avait été la plus secouée par la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev (-9,4 % lundi), continuait sur sa lancée de mercredi où elle avait gagné 2,87 %. L'indice DAX oscillait entre 3 % et 4 % peu avant le début officiel de la séance. En revanche, à Londres comme à Paris, la tendance était à la modération. Au lendemain de son bond de 3,9 %, l'indice CAC 40 débutait jeudi son dernier jour du mois boursier d'août sur une avance de 0,67 %.

Sur le marché des changes, le dollar poursuivait son recul jeudi 22 août, revenant à des niveaux voisins de ceux d'avant le putsch soviétique. A Tokyo, il revenait à 136,75 yens contre 137,18 yens la veille, tandis qu'à Paris, il tombait sous la barre des 6 francs (5,9335 francs contre 6,03 francs au fixing mercredi). A Francfort, il se négociait à 1,7485 DM contre 1,7565 la veille.

Sur le marché de l'or, les cours de l'once à Londres évoluaient peu autour des 356 dollars de la veille.

Les cours des matières premières ont suivi, mercredi 21 août, une évolution contraire à celle de lundi, avec, en général, la même ampleur. Surtout confirmé l'échec du coup d'Etat, le pétrole a chuté aux Etats-Unis, perdant le dollar qu'il avait gagné le premier jour du putsch. Le baril (pour livraison la plus rapprochée en octobre) a finalement éboulé à 21,55 dollars, en baisse de 85 cents. A l'inverse, les cours des céréales (blé, maïs et soja en particulier) ont bondi. Les marchés avaient craint l'arrêt des aides occidentales aux importations soviétiques (essentiellement américaines); ils espèrent maintenant leur rétablissement et même leur accroissement.

D. G et É. L. B.

L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Reconsidérant leurs relations avec l'URSS

Les pays de l'Europe de l'Est veulent accélérer leur rapprochement avec la CEE

La crise soviétique - et son issue avec le retour de M. Gorbatchev au Kremlin - a, pour les pays d'Europe de l'Est, deux conséquences immédiates. Elle leur donne de nouveaux arguments pour revendiquer un rapprochement accéléré avec la Communauté européenne. Elle les emène ensuite à reconsidérer à nouveau leurs relations économiques avec l'URSS. De nouveaux types d'échanges commerciaux avec l'Union soviétique, qui reste un partenaire important de l'ancienne Europe socialiste, étaient en discussion avant le coup d'État.

1991. Le COMECON, organisation commerciale liant les principaux États communistes du monde, disparaît. Le cordon ombilical liant l'économie de l'URSS à celle des anciens satellites d'Europe centrale et orientale est officiellement enroulé. La rupture laisse l'Union soviétique enfoncée à ses problèmes internes, et les nouvelles démocraties libres de poursuivre leur difficile transition vers l'économie de marché. Depuis, les échanges entre l'URSS et les pays d'Europe centrale sont profondément bouleversés, tandis que très lentement, se tissent de nouveaux liens entre la Communauté européenne et ses voisins de l'Est. Les quelques jours de crise devraient suffire - comme l'a suggéré le président de la Commission, M. Jacques Delors, mardi 20 août à La Haye - à conduire la Communauté à reconsidérer ses liens au plus vite avec les cinq pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie), ainsi que la Yougoslavie.

Déjà profondément affectés par la transition économique en cours, les pays d'Europe de l'Est ont subi de plein fouet l'effondrement du COMECON, qu'ils ont pourtant appelé de leurs vœux. Avant la chute du mur de Berlin, celui-ci représentait 60 % du moins de leur commerce extérieur, et jusqu'à 80 % dans le cas de la Tchécoslovaquie. Comme souvent dans les ruptures, ce n'est pas celui qui rompt qui se trouve furieusement le plus blessé; finies les livraisons pratiquement gratuites d'énergie en provenance d'URSS, les débouchés assurés en Union soviétique pour les produits à forte valeur ajoutée, les transferts de technologie, les échanges de services, les échanges de biens matériels. Il faut désormais payer le pétrole au prix du marché mondial, et essayer de vendre sur les marchés internationaux des produits d'une qualité souvent médiocre.

Les conséquences sont immédiates. Au premier trimestre de 1991, les importations soviétiques en provenance des six pays européens ont chuté de 46 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon les statistiques de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies. La Hongrie affirme que son commerce avec l'URSS s'est effondré de 80 %. Des secteurs entiers, comme celui du textile polonais, qui fait vivre 600 000 personnes se sont retrouvés en situation de chômage technique.

Les demandes d'adhésion et d'association

Ce revers cuisant aurait d'ailleurs pu se transformer en désastre financier majeur si les cours du pétrole étaient restés aux niveaux très élevés de juillet 1990. Certains pays s'en sortent mieux que d'autres: la Pologne, la Hongrie, et dans une moindre mesure la Tchécoslovaquie sont parvenues à augmenter considérablement leurs ventes à l'Ouest. Mais les exportations bulgares ou roumaines se sont effondrées à l'Est sans augmenter à l'Ouest, aggravant encore la récession en cours et la pénurie de devises. Déjà en situation de cessation de paiements, Sofia a dû réduire de plus de 20 % ses achats de pétrole à l'URSS, tandis que Varsovie ou Budapest ont réussi à dégager suffisamment de devises pour maintenir des flux relativement stables.

Le réflexe des États de l'Est a donc consisté bien naturellement à se tourner vers la CEE. La Communauté apparaît en effet comme l'unique pôle capable, au cours des prochaines années, d'absorber des achats à l'Est. Depuis plusieurs mois, les dirigeants de Varsovie revendiquent à hauts cris un rapprochement entre leurs pays et la Communauté, rappelant qu'une catastrophe économique et un renversement du gouvernement ne

sont pas à exclure. L'adhésion pure et simple, ou à défaut un statut d'association véritable est, selon eux, la seule issue pour leur économie en déroute. Deux accords d'association, avec la Pologne et la Hongrie, devaient être signés avant la fin de l'année à Bruxelles.

A Bruxelles, on poursuit tranquillement le rapprochement économique de la CEE et de l'Europe de l'Est, en préparant l'apogée publique dans la Communauté - notamment celle des agriculteurs - et en imaginant des solutions pour rendre la transition la moins douloureuse possible. A l'Ouest, comme à l'Est, et en dépit de l'empressement polonais, on se rend bien compte que le rapprochement commercial de l'Europe occidentale et centrale prendra de nombreuses années.

D'un l'émergence de projets visant au rétablissement, sur de nouvelles bases, d'échanges avec l'URSS. L'accord passé le 17 juillet entre le groupe des sept et M. Mikhaïl Gorbatchev faisait d'ailleurs état de la nécessité d'aider à la revitalisation de liens commerciaux entre l'URSS et ses voisins d'Europe centrale et orientale. A Londres, des économistes réfléchissent à un système sophistiqué de «clearing» (compensation), dans lequel les échanges entre l'URSS et tel ou tel des pays de l'Est seraient l'objet d'une comptabilité spéciale, les pays occidentaux assumant in fine l'équilibre du système.

A l'Est, certains dirigeants, comme le ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, M. Jiri Dienstbier, celui du commerce extérieur de Hongrie, M. Bela Kadar, ou le président tchécoslovaque Vaclav Havel proposent un système d'aide à l'URSS original et «intelligent»: les pays occidentaux consentiraient des crédits à l'Union soviétique que celle-ci utiliserait pour acheter des biens alimentaires à ses anciens partenaires. Comme le résumait M. Havel dans un texte publié par Libération (le 18 juillet): «Cela permettrait de résoudre le problème de nos excédents agricoles sans perturber le fonctionnement de marchés déjà saturés à l'Ouest.»

Ce serait également une bonne manière de limiter l'ampleur de la catastrophe économique dans les pays les plus pauvres (Bulgarie, Roumanie). Une telle démarche n'aurait pas rien au développement de relations CEE-Europe de l'Est, mais permettrait peut-être au contraire de rendre la transition plus souple.

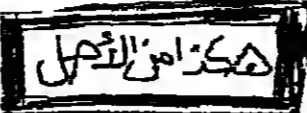
Le piège pour les Occidentaux

Les pays occidentaux paraissent à cette occasion pris dans leur propre piège: malgré leurs déclarations de principe, ils ne tiennent en fait pas trop à favoriser le flux d'exportations d'Europe de l'Est vers l'URSS, préférant privilégier leurs propres ventes à Moscou. Surtout, comme on l'a vu, ils veulent éviter d'ouvrir trop grandes leurs portes de peur de provoquer de nouvelles vagues de colère chez leurs agriculteurs, déjà échaudés. Le problème est d'autant plus délicat que l'Europe de l'Est est surtout exportatrice de produits agricoles (ceux-ci représentent par exemple un quart des exportations hongroises), ainsi que de biens sidérurgiques et textiles, trois catégories soumises à de strictes quotas d'importation dans la CEE. Le conflit franco-hongrois à propos de l'importation de foin gras dans l'Hexagone prouve l'ampleur des tensions potentielles. La Pologne dénonce la sévérité des quotas actuels: la CEE aurait accepté 900 000 tonnes de bétail l'an dernier et autoriserait cette année une vente de 300 000 tonnes seulement.

Les pays d'Europe occidentale vont d'ailleurs accepter d'autoriser davantage leur marché aux Européens de l'Est et de financer une partie de leur commerce extérieur avec des pays tiers (pour les achats d'énergie notamment). Une nouvelle qui réjouit les exportateurs, mais sera un nouveau casse-tête pour les dirigeants. Ces pays ont peu d'argent, et si on veut leur vendre des biens, il faudra consentir de nouveaux prêts. La CEE devra savoir partager.

Comme le déclarait récemment l'ambassadeur de Pologne à Paris: «La Communauté doit avoir le sens des responsabilités. Les agriculteurs européens souffrent, mais ces souffrances ne sont rien à côté de la catastrophe économique endurée en Pologne.»

FRANÇOISE LAZARE



EUROPE

YOUgoslavie: la réunion de la présidence collégiale

Les Républiques s'entendent sur un programme économique minimum

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

Désabusés par la paralysie de la vie politique fédérale, les Yougoslaves ont suivi la réunion de la présidence collégiale de la fédération, mardi 20 et mercredi 21 août à Belgrade, avec le plus grand scepticisme. L'engagement pris par les présidents et les représentants des Républiques à l'issue de la première journée les a laissés dubitatifs: pour l'homme de la rue, la décision de préparer un projet sur l'avenir politique du pays (le 21 août) est strictement formelle et n'a aucune chance d'être suivie d'effets.

Seuls la présence - exceptionnelle - de tous les présidents des Républiques et le fait qu'aucun n'ait claqué la porte avant la fin de la réunion ont retenu l'attention. Cela n'a d'ailleurs duré qu'une journée. Mercredi, les présidents de Croatie et de Bosnie-Herzégovine avaient délégué leur premier ministre, leur laissant le soin d'élaborer le plan présenté par le chef du gouvernement fédéral, M. Ante Markovic, pour «assurer le fonctionnement des parties vitales du système politique et économique du pays jusqu'à la réalisation d'un accord politique sur la future Yougoslavie».

«Le pauvre M. Markovic»

La présidence a donné son feu vert aux mesures proposées par le «pauvre M. Markovic» - comme on dit ici en plaignant un premier ministre impuissant - pour que «le minimum nécessaire au fonctionnement économique et politique» soit accompli. Le budget fédéral a été avalisé, la Croatie (et elle seule, selon le communiqué de la présidence) ne pouvant contribuer qu'au financement de

l'armée fédérale. Le communiqué précise que les mesures arrêtées mercredi visent à «empêcher des dégâts économiques et sociaux qui prennent des dimensions catastrophiques». «Il faut créer les conditions nécessaires au fonctionnement du Parlement et du gouvernement fédéraux», souligne-t-il. Mais les moyens d'y arriver ne sont pas explicités - tout comme le veille lorsque la présidence s'est engagée à parvenir à un accord sur la future politique de la fédération.

«Chacun continue de tirer la couverture de son côté», a avoué, à propos de la première journée de la réunion, l'un des participants, le président du Monténégro, M. Momir Bulatovic, dont «l'impression» est qu'il n'est «pas possible» de parvenir à un accord politique. «Pour qu'il y ait un accord, a-t-il précisé, il faudrait

qu'il y ait un but commun et des intérêts communs».

Le communiqué publié par l'agence officielle Tanjug à propos de la réunion de mardi ne fait état que d'un seul point commun à tous les participants: l'arrêt des hostilités et un contrôle efficace du cessez-le-feu en constituent un préalable à tout accord. Ces conditions sont loin d'être remplies. Depuis le 7 août, date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, des dizaines de personnes sont mortes dans les villages de Croatie où la garde nationale et la police croate, d'une part, et les insurgés serbes, d'autre part, continuent de se battre. Tout bilan est sujet à caution, chacun des protagonistes diffusant des chiffres différents. Mercredi encore, alors que les médias serbes faisaient état de deux morts le veille à Osijek (Slavonie), les auto-

rités croates annonçaient quatre décès. Des combats à l'arme automatique et au lance-roquettes se poursuivaient à Pakrac, en Slavonie. Selon le ministre croate de l'Intérieur, «seul une autonomie serbe ont été tués» au cours du week-end dans cette ville située à environ 250 kilomètres à l'ouest de Belgrade.

La commission présidentielle chargée de contrôler le cessez-le-feu a bien du mal à assurer sa fonction. Mardi, une de ses équipes d'observateurs a essayé des coups de feu, à trois reprises, en Krajina, dans la région de Sibenik. «C'est une chance que personne n'ait été blessé», a affirmé un responsable fédéral en précisant que le véhicule des observateurs, escorté par l'armée fédérale, était identifié.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Menaces de l'armée contre la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine

L'armée yougoslave a pour la première fois, mercredi 21 août, menacé de prendre des mesures contre les républiques de Bosnie-Herzégovine (centre) et de Macédoine (sud), accusées de chercher avec «des forces armées» à «s'émanciper de la Yougoslavie et l'armée fédérale par le biais d'une guerre civile et d'une intervention étrangère». Le général Marko Negovanovic, ministre adjoint de la défense, et considéré comme l'un des «fauteurs» au sein de la hiérarchie militaire, a dénoncé, au cours d'une conférence de presse à Belgrade, la décision des dirigeants bosniaques et macédoniens d'envoyer leurs troupes hors de leurs républiques respectives.

Le Bosnie-Herzégovine et la Macédoine suivent ainsi la voie ouverte il y a quelques mois par la Slovaquie et la Croatie (nord-ouest), qui, après avoir décidé que leurs soldats servaient exclusivement dans leur république d'origine, avaient fini par former leurs propres unités militaires, totalement indépendantes de l'armée fédérale yougoslave.

L'armée fédérale ne compte déjà plus qu'une poignée de Slovaques (91, selon l'agence Tanjug), et peu de Croates, passés en masse dans les forces militaires de leurs républiques respectives. Si les Bosniaques et Macédoniens étaient même, l'armée ne pourrait plus de facto qu'une armée serbo-monténégro, peu en mesure de parler au

nom de la Yougoslavie, relève-t-on à Belgrade.

La menace brandie par le général Negovanovic intervient alors que près de deux mille parents de soldats macédoniens servant actuellement dans l'armée fédérale manifestaient, mercredi en fin d'après-midi, devant le Parlement de Skopje, pour obtenir le retour immédiat en Macédoine de tous les soldats macédoniens qui servent dans d'autres républiques, selon l'agence Tanjug.

Les parents refusent que «leurs enfants meurent pour les intérêts d'autres républiques», c'est-à-dire dans les affrontements entre Serbes et Croates en Croatie. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Le sénateur Albert Gore ne sera pas candidat aux primaires démocrates

Considéré comme le meilleur adversaire potentiel du président Bush pour l'élection présidentielle de l'année prochaine, le sénateur démocrate Albert Gore a annoncé, mercredi 21 août, qu'il ne serait pas candidat aux primaires démocrates, invoquant des raisons familiales. Le sénateur du Tennessee, qui avait échoué dans la course à la candidature en 1988, avait laissé entendre ces derniers mois qu'il tenterait une nouvelle fois sa chance. Il s'agit du troisième dirigeant démocrate à annoncer qu'il ne participerait pas aux primaires, après le chef du groupe démocrate à la Chambre des représentants, M. Richard Gephardt, et le sénateur de Virginie-Occidentale, Jay Rockefeller. Le seul candidat officiellement déclaré aux primaires démocrates est l'ancien sénateur du Massachusetts Paul Tsongas, dont la campagne est loin de faire les faveurs des journaux. (AFP, Reuters)

Violents affrontements entre Noirs et juifs à New-York

Quatre policiers new-yorkais ont été blessés dans une nuit du 20 au mercredi 21 août, alors qu'ils tentaient de s'interposer dans les violents affrontements qui ont opposé des jeunes Noirs à des juifs orthodoxes à Brooklyn, quartier de New-York, où la police qui a procédé à une quinzaine d'arrestations. Deux magasins ont été pillés et trois voitures de police endommagées. Les premiers incidents s'étaient produits lundi soir, après qu'un jeune Noir ait été tué et sa sœur blessée par une voiture conduite par un juif orthodoxe. Quelques heures plus tard, un étudiant juif était poignardé à mort. Depuis, la tension n'a cessé de croître. A la suite d'une rencontre avec le maire noir de New-York, M. David Dinkins, des représentants des Noirs, les dirigeants noirs, qui avaient réclamé en vain l'arrestation du chauffeur, ont conduit mardi soir une foule d'environ deux cents personnes sur les lieux de l'accident, où la violence a de nouveau éclaté. (AFP, AP, UPI)

MALI

L'ex-président Traoré aurait transféré près de six milliards de francs en Suisse

Les autorités helvétiques ont estimé, mercredi 21 août, à près de 1,5 milliard de francs suisses (environ 6 milliards de francs) le montant des fonds transférés sur des comptes bancaires en Suisse, par les gouvernements successifs de l'ancien chef d'État malien, le général Moussa Traoré, renversé en mars dernier. «Pendant vingt-deux ans, le général Traoré a gouverné seul et ruiné le pays économiquement», souligne la direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) de Berne.

Selon la presse malienne, l'ensemble de la fortune du proche entourage de l'ex-président dépasserait, en réalité, deux milliards de dollars (environ douze milliards de francs), dont près de la moitié en Suisse, le reste ayant été placé aux États-Unis, au Canada et en Allemagne. Si ces indications se révélèrent exactes, le total des fonds publics détournés approcherait le montant de la dette extérieure du Mali, un des pays les plus pauvres du continent africain. (AFP)

MAROC

L'ONU examine une demande de Rabat de reporter le référendum sur le Sahara occidental

L'ONU examine la demande du roi du Maroc de faire reporter le référendum sur le Sahara occidental, a déclaré, mercredi 21 août, un porte-parole des Nations Unies.

Le plan de l'ONU prévoit l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dans la région le 6 septembre et un référendum d'autodétermination en janvier, la population du Sahara occidental devant choisir entre son intégration au sein du Maroc ou l'indépendance demandée par le Front Polisario.

Le roi Hassan II avait déclaré mardi qu'une délégation de l'ONU aurait dû, pendant les quatre mois précédant le cessez-le-feu, consulter les chefs de tribus, décideurs qui auraient le droit de voter et conclure un accord écrit avec le Maroc concernant les prérogatives de sa mission.

Un responsable du Front Polisario, M. Ibrahim Haidj, a déclaré que «cette position est (...) une fin de non-recevoir au plan du paix». Le Front a demandé aux parties politiques algériennes de convaincre Rabat de respecter le processus engagé. (AFP, Reuters)

EN BRIEF

■ **INDONÉSIE**: la police a interrompu une réunion de l'opposition. La police indonésienne est intervenue pour disperser une réunion de l'opposition mardi 20 août à Djakarta, au domicile de l'ancien gouverneur de la capitale, le général Ali Sadikin, qui dirige le groupe dit de la «Béton des diamants». Selon un responsable de l'opposition, le ministre chargé de la coordination des affaires politiques et de la sécurité, M. Sudomo, a exprimé sa surprise devant cette intervention policière, effectuée sans mandat. (UPI)

■ **ISRAËL**: deux personnalités palestiniennes convoquées par la police. La police israélienne a convoqué pour lundi 26 août deux personnalités palestiniennes des territoires occupés, M. Fayçal Hussein et Mme Hanane Ashrawi, après qu'ils eurent rencontré samedi dernier à Londres des représentants de l'O.L.P. Avec ces derniers, M. Ashrawi et M. Hussein - qui ont rencontré à plusieurs reprises le secrétaire d'État américain James Baker, à Jérusalem - ont préparé à Londres un mémorandum qui doit être présenté aux États-Unis en vue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. (AFP)

■ **TUNISIE**: le docteur Sghaier a été libéré. Le médecin français d'origine tunisienne, M. Magrid Sghaier - incarcéré le 9 août à Tunis, en raison d'une condamnation pour sa participation à des manifestations en 1981 et acquitté mardi 20 août (le Monde du 21 et du 22 août) - a été libéré, ont annoncé les autorités pénitentiaires. Pour bénéficier de l'amnistie générale décidée en 1987, le jeune médecin aurait dû, conformément à la loi, en réclamer formellement le bénéfice, avait-on indiqué dans les milieux judiciaires tunisiens. (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE: la préparation des élections législatives

Le gouvernement et les partis s'efforcent de trouver un accord

ALGER

de notre correspondant

La seconde rencontre entre le gouvernement et les partis politiques devait s'ouvrir, jeudi 22 août, au Club des Pins, à une trentaine de kilomètres d'Alger. L'essentiel des discussions devrait concerner la date et les modalités des prochaines élections législatives anticipées, que le quinquennat en arabe de Mouammar Kadhafi, s'est vu prorogé, et des vingt-six partis qui composent ce rassemblement hétérogène, n'était rapidement passé à vingt-quatre, puis à huit et à cinq. Devant ces divisions, le premier ministre devra manœuvrer s'il veut obtenir un consensus. Il aura, cependant, la satisfaction de voir le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed répondre à son appel. De son côté, le FIS semble décidé à continuer la politique de la chaise vide, malgré les nombreuses pressions dont il est l'objet et en dépit des déclarations rassurantes concernant sa participation faite par M. Belkaid, ministre chargé des relations entre les partis et l'Assemblée populaire nationale.

Pour sa part, le FLN a annoncé, mercredi, qu'il pourrait envisager la révision de la loi sur le découpage électoral, tant décriée par l'opposition. Il compte présenter trois propositions en ce sens, dont l'une demande notamment «l'organisation d'un référendum sur la question de savoir si des élections législatives doivent se faire sur la base de lois adoptées par l'Assemblée populaire nationale ou si l'on doit apporter des amendements à la Constitution permettant au président de la République de légiférer par ordonnances, dans certains cas». (Infirm)

LIVRES • IDÉES

Pour saluer Angus

Trois mois après sa mort discrète, on annonce la réédition de l'œuvre complète d'Angus Wilson. Une manière de reconnaître que ce romancier anglais fut une figure majeure de la littérature d'après-guerre

Personnage central de la vie littéraire britannique, l'écrivain Angus Wilson est mort au printemps dernier (*Le Monde* daté 2-3 juin 1991). Penguin annonce la réédition de son œuvre complète – romans, biographies, nouvelles, pièces de théâtre, innombrables essais critiques. Une manière de signifier son importance.

En 1983, trois ans après qu'on lui eut accordé, ultime distinction de sa longue carrière d'homme de lettres, le titre de Sir, quelques centaines d'amis se réunissaient par un chaud après-midi d'été dans le zoo de Regence Park, pour souhaiter le soixante-dixième anniversaire d'Angus Wilson. Quelques semaines auparavant, la télévision était venue filmer la les déhors d'une série tirée de son roman, *Le Girafe et les Vieillards* (1). Mais l'animal favori d'Angus, son véritable objet d'étude, était le dodo (*Such Darling Dodos*), cette espèce d'oiseau disparue que l'on rencontre pourtant fréquemment en société, où il vit en colonie fermée pour ne pas voir que le monde a changé.

Une inlassable générosité

Le visage coloré sous sa crinière argentée, plein de son habituelle vivacité, Angus saluait ses invités d'une voix haut perchée. Dans la foule réunie ce soir-là, parmi les membres du Parlement, éditeurs, acteurs ou universitaires, les employés du British Museum ou du zoo, les hôtes en vue, les collègues de la Société des amis de Dickens, les écrivains jeunes ou vieux dont il avait aidé bon nombre, quand il n'avait pas été leur professeur à l'université d'East Anglia (2), parmi les critiques et chroniqueurs qui, parfois, avaient

étreint ses derniers romans, plus d'un se demandait à quel titre au juste il était invité : allait-il dans un prochain roman rejoindre les dodos d'Angus Wilson ? Tous reconnaissent qu'aucun autre écrivain n'aurait pu réunir une assemblée à la fois aussi composite et aussi chaleureuse.

Avant la longue maladie qui devait l'emporter, et sa retraite dans le sud de la France en compagnie du fidèle Tony Garrett, Angus avait fait preuve d'une activité et d'une générosité inlassables, voyageant, enseignant, présidant nombre de sociétés, se battant en faveur des droits des écrivains, lisant les piles de manuscrits qui lui parvenaient... Si bien qu'il contribua grandement à créer cet esprit d'ouverture qui permit le renouveau de la scène littéraire anglaise.

Il était venu tard à l'écriture pour tenter de sortir des crises d'angoisse qui l'assaillaient et d'une longue dépression nerveuse au terme de laquelle il fut forcé, dit-il, de se placer en face de lui-même. A l'époque, il travaillait comme *superintendent* à la bibliothèque du British Museum ; pendant les week-ends, il écrivait des nouvelles. Deux recueils, *The Wrong Set* et *Such Darling Dodos*, parurent en 1949 et 1950. Tous les éléments d'une œuvre abondante (huit romans, plusieurs biographies et recueils de nouvelles, des pièces de théâtre et de nombreux essais critiques) étaient en place : sa fascination pour le système de classes anglais, dont il traduisait mieux que personne la toute-puissance et les absurdités ; l'ob-



Angus Wilson en 1954

servation minutieuse des changements qui travaillaient la société, produisant ces personnages nostalgiques et déclassés, pauvres et dignes autant que ridicules qui peuplent ses romans ; le goût poussé de la bizarrerie ; enfin une certaine bantise de la cruauté. *Raspberry Jam*, son premier

conte inquiétant et pervers, où l'on voit deux vieilles femmes torturer un oiseau, donnait le ton. A mi-chemin de Dickens (3), son romancier préféré, dont il partagea les obsessions, le sens du mal et le penchant pour le grotesque, et d'Evelyn Waugh, pour la verve cruelle, Angus Wilson s'ins-

crit dans cette tradition anglaise qui, à l'extrême finesse de l'étude sociale et psychologique, allie une veine d'extravagance et de fantaisie : la nouvelle intitulée *Dance de mort* (4) où, pour honorer la clause étrange figurant au bas d'un testament, une bêtise organise un bal costumé autour de deux cercueils, est un modèle du genre. Mais, avec le temps, cette bumeur sombre cède et d'aucuns regretteront le mordant des premiers livres.

« Je m'intéresse à la personnalité et à l'âme humaine, disait-il, mais j'ai tendance à voir d'abord l'individu de l'extérieur, en tant qu'être politique et social. » Mais quelles que soient les cibles choisies, savant excentrique comme dans *Attitudes anglo-saxonnes* (5), universitaires idéalistes et « engagés », ou homosexuel malheureux (*La Ciguë et l'opère*) (6), on ne perd jamais de vue la nature essentiellement morale de l'évolution des personnages. Au milieu des illusions et des ruses de leur conscience, tous font l'expérience d'un effondrement personnel d'où se dégage peu à peu, seule valeur absolue, la nécessité d'une remise en question permanente des images de soi à l'aide desquelles on vit, comme de bonnes intentions nécessairement ambiguës.

Les *Quarante Ans de Mrs. Eliot* (7) est l'un des plus beaux romans d'Angus Wilson. Comme dans *Appel du soir* (8), le personnage central est une femme, une grande-bourgeoise, qui mesurera, une fois perdu le confort moral et l'assurance que donne une haute

appartenance sociale, les abîmes qui sous-tendent cette surface qu'on effleure.

Ou temps de son bonheur, pour calmer les angoisses qui lui venaient parfois, Meg Eliot lisait des romans du dix-neuvième siècle. La mort accidentelle de son mari, victime d'un acte terroriste, l'obligera à reconstruire une vie nouvelle, reliée à la réalité contemporaine. Les livres anciens ont fait long feu...

Méthodes « expérimentales »

L'effort le plus héroïque d'Angus Wilson fut sans doute, dans les années 60, d'aborder l'écriture dans un nouvel esprit, risquant par l'introduction de méthodes « expérimentales », selon son propre mot, de s'aliéner un public fidèle. Le public ni la critique ne le suivirent, et, avant même sa mort, il était passé de mode. Aujourd'hui cependant, Penguin annonce la réédition de son œuvre complète ; à nouveau, on voit en lui une figure majeure du roman d'après-guerre.

Christine Jordis

(1) Stock, 1963.

(2) Il fut notamment celui de Malcolm Bradbury et de Kazuo Ishiguro.

(3) Angus Wilson a consacré à Dickens une superbe biographie : *Le Monde de Charles Dickens*, Gallimard, 1972.

(4) Elle figure dans *Saturnales*, Stock, 1960 et 1984.

(5) Stock, 1957.

(6) Laffont, 1954 ; 10/18, 1983.

(7) Stock, 1960 ; Folio, 1983. Le livre obtint, en France, le prix du meilleur roman étranger.

(8) Stock, 1965 ; 10/18, 1983.

Le rire d'Habibi

Arabe natif de Haïfa, Emile Habibi est un maître de l'ironie et de la dérision. Des armes efficaces pour combattre la violence faite à son peuple...

PÊCHÉS OUBLIÉS

d'Emile Habibi. Traduit de l'arabe par Jean-Patrick Guillaumie, Gallimard, 180 p., 85 F.

Que peut faire un peuple que la brutalité de l'Histoire a expulsé de sa terre, voué à l'exil et à l'occupation ? Résister, certes, et espérer un destin meilleur. Mais cela suffit-il ? Pas toujours. Les Palestiniens le savent bien, eux qui ont l'humour non seulement comme une « politesse du désespoir », mais comme une variante inouïe de résistance. Seuls les vieilles nations et les sans-Etat sont capables de rire d'eux-mêmes et de tourner en dérision les forces dominatrices. L'humour des Egyptiens est célèbre. Il faudra rappeler qu'en cette époque de crise et de déchirure, de tous les Arabes, ce sont les Palestiniens qui ont le plus le sens de l'humour, chose qui n'est pas bien connue dans le reste du monde.

Celui qui est passé maître dans l'exercice de la dérision et de l'ironie est Emile Habibi. Il est né à Haïfa en 1922 et dirige, depuis 1948, l'un des principaux quotidiens arabes de cette ville, *Al Nihad*. Dans *Péchés oubliés*, comme dans son premier livre traduit en France, *Aventures extraordinaires de Saïd le Peptimiste* (1), il joue sur les mots. Il les coupe, les transforme, les marie de manière

inattendue. Ce n'est jamais gratuit. Il le fait pour se moquer de l'administration d'occupation, pour montrer son absurdité, sa violence et son injustice.

Le prétexte, pour démontrer les mécanismes de la bêtise policière et militaire, est un gigantesque embouteillage dans le centre de Haïfa. Au début, on pense à la nouvelle de Julio Cortazar qui raconte comment la société se reconstruit lors d'un embouteillage sur une autoroute. Ensuite, comme la raison de cette perturbation est inconnue et relève plutôt de la magie, on pense au film de Luis Buñuel *L'Ange exterminateur*, où des bourgeois sont empêchés, par un pouvoir invisible, de quitter la belle villa où ils viennent de dîner. Là, il s'agit d'un objet non identifié qui a surgi à l'horizon et qui a la capacité d'endormir les passants et les conducteurs. Cet OVNI oriental provoque non pas la curiosité et l'émerveillement, mais une torpeur qui change le sens et la logique de la ville.

« Copulation » et non « Révolution »...

Haïfa est ainsi plongée dans l'atmosphère soporifique de l'Orient. C'est l'occasion pour le narrateur, qui travaille dans un journal, de repérer les réactions

les plus extravagantes des citoyens et des autorités.

L'apparition de cette chose extraterrestre est revendiquée par au moins trois organisations palestiniennes. La Ligue arabe observe le silence, et le gouvernement israélien décide de faire une enquête approfondie où la suspicion des Arabes est affirmée d'emblée comme allant de soi. La police en profite pour pratiquer « la totale », c'est-à-dire l'enquête à cinq niveaux, le dernier étant le plus pervers parce qu'il implique que l'auteur du désordre agit par haine d'Israël et par antisémitisme et qu'il mériterait qu'on lui creve les yeux. Le rapport ajoute : « Si l'individu en question est déjà aveugle, c'est une preuve supplémentaire de ce que l'antisémitisme l'a à ce point dévoré qu'il a choisi la cécité plutôt que de voir l'état juif. »

Ce n'est pas étonnant puisque, rappelle le narrateur, les prisonniers palestiniens s'insurgent des services afin de déconsidérer l'occupation israélienne ! Cette thèse a été reprise sur un ton sérieux par certains amis d'Israël qui déploient les troubles causés par l'Intifada, disant que ce qui est grave dans la résistance des Palestiniens, c'est que cela oblige de braves soldats à se défendre et à tirer sur des adolescents. En fait, les garnis de l'Intifada cherchent à noircir l'image d'un Etat démocratique qui ne fait que se défendre !

Dans le même esprit, le policier enquêteur découvre que les rues d'Israël sont pleines d'Arabes. Il prend peur et conclut que s'ils se reproduisent tant, c'est par décision de Yasser Arafat. Le mot d'ordre étant, non pas « Révolution... », mais « Copulation jusqu'à la victoire ». Pour lui, « sortir du ventre d'une mère arabe sans autorisation » est déjà un crime. Celui qui quitte sa voiture en plein embouteillage ne peut être que suspect. D'ailleurs les Arabes, c'est bien connu, se soupçonnent eux-mêmes. « En effet, écrit Emile Habibi, il n'est pas un Arabe, dans ce pays, qui ne se soupçonne en son for intérieur d'être un élément subversif (...) en acte ou en puissance. »

Une forme aiguë de désespoir

Le passage le plus drôle du roman est celui où l'auteur raconte comment l'administration bornée et inepte se met à changer les noms des rues pour effacer toutes traces d'arabité dans le pays. Pour d'autres raisons, la rue des « Nations unies » – qui s'appelait avant la rue de « la Montagne » (c'était neutre) – est changée en rue du « Sionisme » depuis que cette instance internationale a voté des résolutions contre l'occupation des territoires. Emile Habibi s'amuse à relever que dans ce quartier habitait une vieille famille arabe du

nom de Sahyoun, et cela bien avant que le mouvement Sinn ne devienne une idéologie d'occupation.

Le livre s'achève sur un éclat de rire provoqué par un djinn intérieur. Dans les situations les plus graves, le djinn se réveille et le fou rire s'empare des braves gens.

On sait que le rire est une arme redoutable. Elle a été combattue par tous les totalitarismes. Emile Habibi en joue à merveille. Il est tendre et féroce en même temps. Il n'épargne personne, surtout pas ses compatriotes. Il y a malgré tout, dans ce roman étrange, de la tristesse liée à une sorte de nostalgie non admise. Habibi se souvient de l'époque où les fruits avaient meilleur goût. Il dit que les arbres fruitiers se sont desséchés. Comme une image obsédante, il nous rappelle : « Ceux que j'aimais s'en sont allés... » Reste l'image d'une mère détraquée par le père disparu, puis renouant tous les bouts de fil jusqu'à reticoter des gilets pour ses enfants...

L'humour des mots brisés ou marqués contre nature laisse entrevoir chez cet écrivain sage une forme aiguë de désespoir et une conviction que tôt ou tard la liberté, c'est-à-dire la justice et la paix, l'emportera.

Tahar Ben Jelloun

(1) Gallimard, 1987.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le grand charmeur

Avec Jean Cocteau, Jean Giraudoux était le plus grand charmeur de notre littérature, associant la souveraineté de l'imprévisible et le raffinement de la grammaire. Début de ses *Œuvres romanesques complètes* dans la « Pléiade ».

Page 12

PHILOSOPHIE

Droit de cités

Paul Ricœur analyse *De la justification*, un ouvrage de Luc Bohanaki et Laurant Thévenot.

Page 14

LETTRES ÉTRANGÈRES

Rencontres américaines

Patrick Raynal en visite chez Jim Harrison.

Page 15

ÉCRIVAINS ET PHOTOGRAPHES

Le génie d'un lieu

Nous terminons notre série « Écrivains et photographes » par la rencontre, autour de Prague, de la romancière Sylvie Germain, qui vit dans la capitale tchèque, et du photographe Josef Sudek, arpenteur amoureux de la ville de Kafka.

Après Foued El Koury et Fleubert (le Monde du 5 juillet), François Huguiar et Michel Leiris (12 juillet), Ferdinando Scianna et Leonardo Sciascia (19 juillet), Walker Evans et James Agee (26 juillet), Hugues de Wustemberger et Michel Braudau (2 août), Denis Roche et V. S. Naipaul (9 août), Bernard Plossu et J.-M. G. Le Clezio (16 août), voici donc deux voyageurs qui ne sont pas les hôtes de passage d'une ville, mais les explorateurs patients et amoureux du génie d'un lieu.

JAILLISSEMENT de palmes, noires dans le contre-jour.

Balancement de palmes, arquées dans le vent. Les longues tiges aux feuilles aiguës fusent à travers tout l'espace de la photographie, cinglent le ciel et le visible, et donnent à voir — le proche et le lointain.

Elles donnent à voir dans un double mouvement :

Elles embrassent le proche : la balustrade d'une terrasse et la coupole d'une église. Ce visible proche, enclos entre les palmes, est net, contrasté, disposé en un solide équilibre.

Elles désignent au loin : un ciel vide et bième et un point perdu à l'extrême bord de la ligne d'horizon. Cet horizon est flou, brumeux, d'un gris si confus que l'on ne sait pas trop s'il s'agit d'un moutonnement d'arbres, de toits ou de nuages. Mais le point déporté à la lisière de l'image, et vers lequel tendent les branches hérissées de feuilles acérées, confirme que c'est bien une ville qui s'étend là. Prague, en contrebas du jardin sur les remparts sis au pied du château. Et ce point minuscule au bout de l'horizon, c'est l'église Saints-Pierre-et-Paul perchée sur le rocher de Vysehrad.

L'élan des palmes prend alors tout son sens : le cadrage et la dynamique interne de cette photographie de Josef Sudek s'inscrivent à vie dans l'histoire de Prague.

Par sa dynamique, elle s'accorde à l'œuvre de l'architecte Josef Plecnik qui aménagea les jardins au pied de l'aile sud du château en les disposant selon un axe reliant la porte d'Or de la cathédrale au rocher de Vysehrad de l'autre côté du fleuve, en passant par Saint-Nicolas de Mala-Strana.

D'un éperon à l'autre, d'une église à l'autre, d'un château à l'autre. Du présent au passé, d'un seul tenant. De plus, par le mou-

vement élané qui l'anime, l'équilibre des courbes, des lignes horizontales et verticales, et par le jeu des relations spatiales ainsi déployé, cette photographie se fait l'écho du mouvement interne de l'église Saint-Nicolas, de ses tensions et de ses envolées.

Cette photographie date des années quarante, temps de l'occupation et de l'humiliation. Josef Sudek semble ici illustrer les vers que Jaroslav Seifert écrivit dans son poème, *Le Château de Prague* :

« A la fenêtre qui donnait sur les jardins

Hitler est apparu pour, dans une grimace,

Donner à Prague l'ordre de s'agenouiller.

Elle en avait bien vu déjà, elle savait

Que ce ne serait pas un jeu, comme au paon et au cygne.

Non mais au cygne et au paon, Ma préférence allait bien volontiers au cygne. »

Prague, qui en avait déjà tant vu, est agenouillée au fond dans le brouillard, aplatie sous un ciel d'une grise nudité. Mais les palmes tourmentées par le vent se courbent et s'ébouriffent comme une aile de cygne qui cherche à s'arracher à la pesanteur du sol. Tout le palmier se tend vers l'horizon lointain où point la brumeuse silhouette de Vysehrad, haut lieu de la mémoire de Prague.

Ces palmes ne sont pas celles de la victoire, mais témoignent d'un orgueil qui n'a pas renoncé, d'un puissant élan de mémoire par-delà la défaite, les mensonges et la honte.

Mais vers qui d'autre se tourner, à cette époque d'abandon, sinon vers son propre passé ? Les premiers vers de la strophe de Seifert disent cela :

« La France alors nous était chère,

Et la France nous a trahis. »

Sylvie Germain



ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE JEAN GIRAUDOUX, tome 1.

Edition dirigée par Jacques Body, avec la collaboration de Brett Dawson, Alain Duneau, Lise Gauvin, Michel Potet, Agnès Raymond, Jacques Robichez, Jean-Yves Tadié, Guy Teissier et Colette Weil. Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2005 p., 420 F.

JEAN GIRAUDOUX croyait à la grâce d'écrire. « Le bonheur, disait-il, n'a jamais été le lot de ceux qui s'échangent. » Il fallait être arien, car c'est le pesantier qui fait mourir. On assurait que cet éternel jeune homme avait écrit en trois semaines seulement *Stendhal* et le *Limousin*. C'était mieux que *Stendhal*, auquel la *Chèreuse de Parme* avait demandé cinquante-deux jours. Pourquoi pas ? Après tout, Jean Giraudoux avait été négure en champion des brèves distances, sur les pistes d'athlétisme. « J'aime, disait-il, couper de sports ma marche vers la mort. » Et lorsque les coureurs abordèrent le « dernier virage », ils entraient, selon lui, « dans la fatalité » (1).

Meis, s'il avait le goût des records, cet ancien « diève boursier » de la III^e République aimait encore davantage le travail soigné. Pour atteindre la grâce et mériter ce bonheur qui était la mauvaise habitude de s'anéantir lâchement, il fallait beaucoup s'entraîner. Ensuite, la grâce effacerait les efforts que l'on avait accomplis. Elle ressemblerait à cette politesse qui fait ignorer au lecteur la peine que l'on s'est donnée. « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles impolitesses », écrivait aussi Jean Giraudoux. De là, cette courtoisie qui est la marque de sa littérature. Le classique, la souplesse et la clarté du style.

Hippolyta Jean Giraudoux naquit le 29 octobre 1882, à Bellac. Il allait faire de cette petite ville de la Haute-Vienne,

qui se trouve à 39 kilomètres de Limoges, une des capitales de la France littéraire. Il découvrit les infortunes d'Andromaque et les « tentations » de La Fontaine au lycée de Châteauroux. Et comme sa vie se partageait entre plusieurs départements voisins, il eut très tôt l'idée d'une « France sentimentale » où se mélangeraient les paysages du dix-septième siècle et ceux de la Haute-Vienne, de l'Indre, du Cher ou de l'Allier.

L'était conducteur de travaux des Ponts et Chaussées. Il se prénommait Léger, mais on l'appela Léon. C'est dommage. L'état civil aurait mérité d'être mieux respecté. Comme il souffrait de rhumatismes, Léon changea d'administration. Il devint percepteur. L'un des oncles de Jean Giraudoux s'occupait de lingerie et de mercerie. Cette profession doit convenir aux âmes particulièrement rêveuses, quand les nécessités du négoce leur laissent quelque répit. Mais, chez Jean Giraudoux, les conducteurs de travaux, les percepteurs, les marchands et, naturellement, les contrôleurs des poids et mesures sont tous des métaphysiciens. Car cet écrivain très vélocé ne cessait de faire des allers-retours entre la vie quotidienne et la mythologie. Ce qui donnerait à Jean-Paul Sartre l'occasion de la classer parmi les disciples d'Aristote...

Il affectionnait les métaphores, les symboles, les allégories. Il passait facilement d'un ordre à l'autre, et venait entre le concret et l'abs-

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le grand charmeur



trait. Il mariait le naturel avec le surnaturel. Il mélangeait la prose et la magie de l'existence, les affaires du ciel et celles de la terre. Il mettait la rhétorique au service des rêveries et des passions humaines. Mais aussi quel charme ! C'est un ravissement de retrouver Jean Giraudoux à travers le premier volume de

ses Œuvres romanesques, dans « La Pléiade » (2). Tous les textes que l'on redécouvre — les *Provinciales*, l'*Ecole des indifférents*, *Simon le Pathétique*, *Suzanna* et la *Pacifique*, *Siegfried* et le *Limousin*, *Juliette* au pays des *hommes*, *Belle*, *Eglantine* ou la *Grande Bourgeoise* — ont préservé leur air de jeunesse et

leur amabilité mystérieuse. Les personnages les plus séduisants de cet univers sont les jeunes femmes ou les jeunes filles, car elles ne connaissent qu'une manière de vivre.

Et c'est l'extravagance. Non pas qu'elles s'offrent en spectacle. Elles s'appliquent même à conserver leurs secrets. Mais, entretenant avec les choses des relations très particulières, elles n'obéissent pas à la logique ordinaire. Sous les dehors les plus raisonnables, elles dérangent ou renversent l'ordre des causes et des conséquences. Quand Juliette quitte sa province afin de ressembler les images d'elles-mêmes, égarées chez des jeunes gens trop distraits, c'est parce que, très « soignée », elle est « la jeune fille qui a perdu le moins de mouchoirs en sa vie ». Apprenant le départ de sa fiancée, alors qu'il est en train de se faire la barbe, Gérard se donne « un coup de rasoir malséant ». Et son « premier soin » ne sera pas de « courir à la fenêtre », mais de « courir à la glace ».

CHEZ Jean Giraudoux, les petits faits vrais adressent des clins d'œil à la métaphysique, et tout le monde suit une logique différente de celle, réputée sérieuse, qui prétend régenter le déroulement de l'existence. Ainsi, dans *Suzanna* et la *Pacifique*, « des voyageurs retour de Demos, qui partaient pour l'Océanie, regardaient avec émoi, symbole de la vie errante, des mouettes qui n'avaient jamais quitté Saint-Nazaire ». Au cours de l'automne 1913, Jean Giraudoux avait disputé une

partie de rugby avec Alain-Fournier et Pierre Mac Orlan. Selon sa logique, il voulait sans doute prévenir les malheurs de la guerre en célébrant l'arrière-saison de l'insouciance...

Il avait choisi la carrière diplomatique au lieu de la carrière professionnelle à quoi ses études et ses inclinations le destinaient. La diplomatie était à la mode chez les écrivains. Paul Claudel, Alexis Léger et Paul Morand fréquentaient eux aussi le Quai d'Orsay. Cependant, l'auteur de *Belle* n'a cessé d'enseigner à sa façon. Il a été le fondateur d'une école. Non pas celle des indifférents, mais l'école Giraudoux. Elle recommandait l'alliance du classicisme et de la fantaisie. Elle associait la souveraineté de l'imprévisible et la politesse de la grammaire. Roger Nimier, Antoine Blondin, Jacques Laurent sont sortis de cette école. D'ailleurs, Nimier était également un « diève d'Aristote ».

Avec Jean Cocteau, Jean Giraudoux était le plus grand charmeur de notre littérature. En 1944, il lui arriva pourtant de mourir, et cela déçut les gens qui raffolaient de ses tours de magie. Le même Jean Cocteau lui adressa une missive, à la poste restante de l'époque : « La vie semblait te protéger, te précéder, t'escorter, te rendre invulnérable. (...) Et te voilà faisant la planche sur le fleuve des morts (...). Tu t'éloignes. Je te vois, immobile, disparaître à toute vitesse. Que t'importe notre peine ? Car la mort seule intéresse les morts. (3) »

(1) Jean Giraudoux : le Sport, Grasset, 1971.

(2) Un autre tome d'*Œuvres romanesques* est en préparation, de même qu'un volume réunissant les essais de Jean Giraudoux.

Avec le *Théâtre complet*, réédité en 1987, son œuvre comportera donc quatre volumes dans « La Pléiade ». En octobre prochain, le théâtre sera également réédité dans le Livre de poche (collection « La Pochothèque », présentation et notes de Guy Tassier).

(3) *Mes monstres secrets*, Ed. Encre, 1979.

Le diplomate

هنا من الناصلي

LIVRES • IDÉES

Le Monde • Vendredi 23 août 1991 13

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La résurrection dans un café

Revivre ce jour de Pâques où, soudain, le tombeau du Christ fut vide : un livre inspiré de Georges Haldas, en « état de poésie »

MÉMOIRE ET RÉURRECTION
de Georges Haldas.
L'Âge d'homme, 219 p., 95 F.

Georges Haldas, c'est lui, là-bas, à la table du fond, derrière ses grosses lunettes, dans ce café de Genève. Un homme à café comme on dirait un train à vapeur ou une montre à quartz, car les cafés, où chaque jour il travaille, lit, écrit, pense et reçoit, semblent représenter pour lui plus qu'un décor, le moteur même de sa démarche intellectuelle. L'âge de passages, de rencontres, de paroles jetées ou échangées, sorte d'espace concentré du monde, c'est là que se déversent, en vrac, toutes sortes d'échantillons de vie, c'est là que le philosophe se fait voyeur, parfoi voyant, pour exercer sa méditation et sa vision du monde (1).

Que son dernier livre, *Mémoire et résurrection*, soit né, lui, aussi dans un café apporte un éclairage, peut-être même une clé, à l'approche toute particulière qu'Haldas y fait des Évangiles. Le Christ échappé de son tombeau n'est pas perçu autrement que celui qui offre la tournée en posant un verre vide sur le zinc. Des péripéties diverses qui peuplent la salle enlèvent à la « chronique extravagante », formidablement incroyable, de la résurrection, l'écritain pose d'abord, depuis sa table de café, le même regard étonné et complice. Simplement réceptif au monde et à l'affût de ses énigmes, avec cette sorte de grâce qu'il donne lui-même à l'état de poésie.

Mémoire et résurrection, ce n'est pas un livre de théologie, ce n'est pas un essai métaphysique, ce n'est pas même, bien que les mots aient toute leur raison, un discours. Du jour de Pâques, Georges Haldas ne retient que la plus grossière et la plus incroyable évidence : le tombeau vide. Avant d'en penser les signes, avant de justifier ou d'expliquer, de savoir si l'on croit, il s'agit de revivre, pas à pas, les faits et gestes de ces héros des Évangiles : de ceux qui paradoxalement ne voient pas la résurrection qu'une fois qu'ils en ont enfin trouvé la mémoire : une fois que, soudain, ils se rappellent la prophétie du Christ qui l'avait annoncée, pour le « troisième jour ». Mais pourquoi, comme frappés d'amnésie, s'étonnent-ils du tombeau vide, pourquoi Marie et Pierre s'inquiètent-ils, presque matériellement,



Au café « Chez Said », son lieu de travail quotidien

du corps disparu alors que Jean, « celui que Jésus aimait », se montre aussitôt « inspiré », porté par la vision plus que par le visible ? Le plus infime de leurs gestes, de leurs tremblements, de leurs interrogations, Georges Haldas en fait l'épreuve intimement, les revit du dedans, s'oblige à la « sympathie » ou à la substitution, comme un acteur qui épouserait tous les rôles.

La « crise de confiance »

Il se jette au pied du tombeau : là où la vérité se casse au moment même où elle jaillit ; car ce qui est vrai est « vrai de manière incroyable ». Et si Haldas parvient à toucher, vraiment, le plus ténu des incroyants, c'est qu'il prend en compte, à travers cette énigme fondamentale qu'est la vérité de la résurrection, l'extravagance des faits relatés et l'évidence, voire la nécessité du scepticisme ou de l'incrédulité. Revivre ce jour de Pâques, se trouver soudain contemporain de Marie et de Jean, c'est éprouver avec eux, d'abord, le refus du miracle, l'obstination victorieuse de la raison, la « crise de confiance » ; c'est commencer par tout mettre en doute, et le doute, en tant qu'il est un passage, une pensée en suspens, l'état provisoire du jugement, constitue le point commun du croyant et l'incroyant, l'endroit où ils se confondent.

Et si la résurrection n'était, eu

bout du compte, qu'un « mythe sympathique » ? Elle a un air iconographique, la hantise du tombeau vide, lorsque, à la fin du livre, Haldas retrouve son petit monde familier du boulevard des Philosophes, à Genève. « Où la vie - tombeau vide ou pas vide - continue (...). Un tout petit monde (...). Totalement étranger, à première vue, ou indifférent, à tout ce que nous venons de dire. De lire. De vivre en lisant, et en relisant, le texte de Jean. Et il me semble encore, ayant donc vécu cela comme une réalité, de le lire en même temps, et par moments, comme une légende. De sorte qu'en vérité je ne sais pas. Je ne sais plus. Tout se brouille. Je crois, à la fois, et je ne crois pas. J'ai même le sentiment, tout à coup, que rien, en fait, ne s'est passé. » Ne reste plus, donc, que le doute, et la mémoire du doute. Mais c'est là, précisément, que s'exprime la quotidienneté, même laïque, de la résurrection, son actualisation vivante jusqu'à la mesure où la mémoire perçue et où, par elle, « que l'on croie ou que l'on ne croie pas, tout est ».

Ce livre inspiré, s'il est le fait d'un homme de foi, apporte tout, plus largement qu'une lecture de l'événement de Pâques, la qualité d'un regard : « Qu'est-ce qu'une lecture inspirée ? Sinon une lecture où, d'abord et avant tout, on vit ce qu'on lit ». Le regard comme expérience du dedans, et en tant

qu'il porte la mémoire des choses. Tout en à-coups abrupts, presque sans beauté, comme étranglée par un tourment terrible, l'écriture halète, envoie au diable la méditation trop encombrante du langage, épouse la forme de la pensée au moment exact où elle se vit, où elle se respire, plus que celle de son mouvement dialectique. Devant l'extravagance du tombeau vide, seule la sensation, en effet, a son mot à dire. On touche ici la voie juste, celle qui préfère à une vision d'intelligence et de discours la sensation intime de l'expérience, l'épreuve même, « l'état de poésie ».

Marion Van Renterghem

(1) Voir la *Légende des cafés*, de Georges Haldas, L'Âge d'homme, 1990.

L'unique vie de Véronique

LE DERNIER ÉTÉ RUSSE
de Francine de Martinoir.
Ed. de l'Olivier, 190 p., 95 F.

Véronique Otavi, l'héroïne du nouveau roman de Francine de Martinoir, ne s'aime pas. Habitée, depuis toujours, à « faire tapissier », à fuir les miroirs de crainte d'y surprendre son visage de « vieille adolescente », à mépriser les renoncements de sa mère, elle se cloître dans une « tristesse chaste ». Si elle part, parfois, vers l'Italie, c'est pour se fondre dans le « jeune engourdi » des petites villes aux « statues cornées d'arcades mélancoliques, aux murailles figées dans le regret ». Seul son goût pour les robes, la volupté des soies ou l'envol écaillé d'un plissé soleil lui donnent l'impression que son corps « prend forme ».

Pour habiller le néant, exorciser son obsession de la disgrâce, elle se lance dans l'écriture. Mais le succès de *Jours de fête en enfer* - son premier roman - la laisse désarmée, car on ne l'aurait pas « dressée à cueillir une joie » qui ne tarde pas à l'écrouler. Francine de Martinoir analyse avec une justesse meurtrière, une acuité plus douloureuse que dans *Arrêt sur image* l'adaptation de Véronique Otavi qui, dans qu'elle rejoint le réel, constate qu'elle n'a pas la force de désir de ses personnages.

Cette hémorragie de l'espérance, sa propension à confondre la mélancolie et le désir, son goût de l'endettement, l'entraînent naturellement vers les douleurs de l'amour. Avec un art impressionniste qui lui permet, par touches de plus en plus frémissantes, de s'approcher du centre d'une hieusure murale, Francine de Martinoir arme l'alliance de peur, d'exaltation et de frénésie de chute à

l'œuvre dans l'amour que Véronique Otavi voue à un éditeur, Mathieu. Dès après leur mariage, il l'éloigne au profit d'une collection de jeunes filles en fleur qu'il éduite pour les rejeter, une fois leur virginité sacrifiée. Mathieu sème d'oublier dans l'apitium son besoin de sacrifice, sa facilité à sacrifier la tendresse des corps. Le roman devient le récit - noir, crispé - de la fascination maléfique que Mathieu exerce sur Véronique : elle ose à peine se retenir au bord de l'enfer où il l'entraîne.

Une « émigration intérieure »

Elizabeth Varèse, la mère de Mathieu, qui, depuis son départ fureté de Vienne en 1937, condène à voir le monde comme une « grande salle d'opéra » et à laquelle elle se sent liée par un goût commun des robes, des fleurs et des parfums, représente un temps, pour elle, un pôle de lumière. Mais Elizabeth Varèse, abîmée dans ses souvenirs, a depuis trop longtemps entrepris une « émigration intérieure » pour ne pas lui offrir autre chose qu'une illusion de solidarité affective. Pourtant, avec cette sombre jubilation que l'on éprouve quand on atteint les confins du désenchantement, Véronique Otavi assume sa saluade et, dans un dernier réflexe d'orgueil, décide de ne plus apparaître comme une réprouvée de l'amour.

Grâce à sa gravité fervente, à son ardeur lucide, à la grâce clivrayente qu'elle munit à l'égard de son héros, Francine de Martinoir réussit un beau portrait de femme qui, bien que minée par le doute de soi, se risque à la désobéissance, essaye de vivre à la limite.

Jean-Noël Pancrazi

ESSAIS

Photo de famille

Quarante spécialistes analysent l'état des recherches sur une institution de plus en plus mouvante

LA FAMILLE
L'ÉTAT DES SAVOIRS

sous la direction
de François de Singly.
La Découverte, 444 p., 160 F.

C'est au début des années 70 que le paysage familial a commencé à changer en France. Moins nombreux à se marier, beaucoup plus nombreux à divorcer, les Français ont découvert peu à peu les vertus - et les vertiges - de l'union libre. Où en est-on aujourd'hui ? Où en est la famille ? Que sait-on de cette entité complexe qui reste, malgré ses fluctuations, l'un des piliers de la société ? La réponse est apportée par quarante spécialistes (démographes, sociologues, psychologues, juristes et historiens), sous la direction de François de Singly, dans une sorte de guide exhaustif. En courts chapitres, complétés chacun d'une bibliographie, tout est dit ou presque.

C'est clair, précis, sans charabia, même si cet ouvrage s'adresse moins au grand public qu'à des chercheurs ou à des éducateurs. Depuis l'aube des temps, la famille remplit plusieurs fonctions. Elle est, à la fois, un lieu d'échanges affectifs et sexuels, un lieu où s'échangent des biens et des services, et un lieu de pouvoir. Autant dire qu'en se penchant sur elle, on touche à tous les aspects de la vie en société.

À la fin des années 80, la France comptait un tiers de mariages de moins qu'au début des années 70 - une évolution sans précédent en temps de paix. L'âge moyen de la première union avait reculé de trois ans et le taux des naissances illégitimes avait quasiment triplé.

Déclin du couple ? Nullement. Il s'agit plutôt d'une diversification des formes d'entrée dans la

vie conjugale. Aujourd'hui, on cohabite avant de se marier, on se sépare sans forcément divorcer, et, si l'on brise aisément les liens conjugaux, ce n'est pas pour abandonner les liens parentaux. Les frontières de l'instabilité conjugale sont de plus en plus floues. Les familles se dissolvent et se recomposent en des formes complexes qui troublent les sociologues et déroutent les statisticiens.

L'usage du prénom

François de Singly conclut cet ouvrage par une remarque intéressante sur... les prénoms des auteurs. Parmi les quarante spécialistes, il a relevé trois Michel, trois Anne et quatre Martine, preuve que ceux-ci appartiennent en majorité à la génération du baby boom ou sont originaires d'un milieu de cadres. En effet, on peut aujourd'hui, très souvent, situer une personne par son prénom, ce qui n'était pas vrai à d'autres époques. Le prénom n'est plus transmis par référence à la lignée familiale : les parents sont influencés par les modes et l'air du temps. C'est le signe d'une transformation générale des formes de transmission entre les générations, explique François de Singly. La petite-fille aînée de Germaine ne s'appelle plus Germaine, le fils d'agriculteur ne devient pas forcément agriculteur...

Il ne faut pas croire pour autant que la continuité entre les générations a disparu : elle est seulement devenue moins visible. Et, malgré le relatif déclin du mariage, les familles restent au cœur des luttes sociales. Si certaines formes de lutte déperissent, ce sont d'autres antagonismes de classe - plus discrets,

plus feutrés - qui dominent. Les familles qui se mobilisent pour la réussite scolaire de leurs enfants sont au cœur de ces formes nouvelles de classement.

Cela dit, l'identité sociale que se construit chaque individu est moins souvent qu'autrefois le produit du seul héritage familial. Olivier Galland analyse bien le passage d'un statut social à un autre qui conduit certains jeunes à choisir un mode de vie intermédiaire (union libre ou vie solitaire) comme transition entre la famille d'origine et la famille de procréation. L'état matrimonial n'est plus, comme dans les années 60, synonyme d'indépendance, mais de responsabilités familiales. « Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le mariage qui est délaissé, c'est l'idée même qu'il convient d'entrer dès qu'on le peut dans la vie adulte. »

Robert Solé



LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU
Si pour vous écrire est une passion, contactez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RECITS, ROMANS, POÈMES ou LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR 75540 PARIS (13^e)
Tél. (1) 43 57 74 74
Comptez sur nous pour la diffusion de vos manuscrits.

Le diplomate en sabots

Guy Georgy, ambassadeur de France, n'a pas oublié son enfance dans la campagne périgourdine

LA FOLLE AVOINE
de Guy Georgy.
Flammarion, 282 p., 95 F.

Ceux qui ont eu un jour la chance de le rencontrer sous les lustres du Quai d'Orsay ou au soleil d'Afrique connaissent l'humour subtil de Guy Georgy, homme de tous les dons : érudit, poète, conteur, caricaturiste. Combien savent que le petit Guy Noël, enfant naturel et bientôt orphelin, passa sa prime jeunesse dans une humble cheumière du Périgord noir ? A sept ans, le futur ambassadeur de France ne parlait que poète.

Récit d'une enfance - et d'une adolescence - *la Folle Avoine* est d'abord l'histoire d'un éveil. Éveil précoce au monde des champs - animaux, plantes et saisons - où l'apprenti gardien d'oies, solitaire et éméveillé, découvre l'infinité de la nature d'où il conservera une connaissance précise et un amour intact.

En ces temps de rudesse au bord de la Dordogne, l'existence paysanne continue d'épouser le vieux cycle gaulois au rythme des labours, moissons et vendanges - où l'on « faisait chabrol » à grandes rasades de vin dans le bouillon - entre les fêtes votives et les veillées

d'hiver. Au centre de cet univers d'enfant rayonne la grand-mère, rude et fière, fataliste et butée, une vraie fille de croquants prompte au sobriquet, armée d'un riche savoir botanique et d'un arsenal de dictons moqueurs. Héritière d'un instinct et d'une tradition millénaires (quarante générations de servitude) dans cette France occitane qu'elle appelle encore « royaume », cette experte en herbes miraculeuses est l'initiatrice vénérée de Guy Noël au monde des magies et des songes où les fêtes côtoient les loup-garous et où rôde le diable toujours à l'affût.

Puis vient l'éveil à la vie sociale lorsque l'horizon s'élargit au-delà des collines ancestrales. C'est le fréquentation du bourg - La Roque-Gageac - et de son école, l'apprentissage du français, le début d'une longue et salutaire carrière d'enfant de chœur, dont Guy Georgy se souvient comme de sa « véritable immersion dans la collectivité ».

Au curé comme à l'instituteur, il rend aujourd'hui grâce. Il remercie l'abbé pour sa confiance. Et à son maître - enseignant hors pair - il voue une immense gratitude pour avoir encouragé sa curiosité et son goût de l'étude en un temps et dans un milieu où il faisait beau-

coup de chance et d'appui pour ne pas être « retiré de l'école » vers l'âge de douze ans. Lauréat d'une « bourse nationale de deuxième série », Guy Noël fera bientôt résonner ses sabots dans le vieux collège laïque de Sarlat. De cette émancipation scolaire vient son attachement à la République. Très tôt, il avait rompu sa solitude et ouvert ses rêves en compagnie de quelques marginaux, hôtes de passage des granges et des fermes : interlocuteurs exotiques rentrés au pays, après avoir longtemps survolé le Périgord : Le Pécoux et ses souvenirs de bagne ; l'Ange Gabriel et sa science des étoiles.

Guy Noël a tout juste dix ans lorsqu'un livre de quatre sous, ouvert par hasard, lui montre des destins : *Prisonniers des démons noirs* relate les mésaventures des rescapés d'un raid aérien échoués en pleine forêt vierge. Sa décision est prise : « Je veux aller aux colonies ! »

C'est eo feuillettant le Petit Larousse illustré qu'il découvre, devenu adolescent, l'existence de l'école coloniale, avant de s'y préparer au lycée Montaigne de Bordeaux. Mais c'est une autre histoire - ses débuts en Afrique, que Guy Georgy conte bientôt.

Jean-Pierre Langellier

AU FIL DES LECTURES
par Christian Delacampagne

Wittgenstein

Après des décennies d'indifférence, voici enfin que se multiplient, en France, les travaux consacrés à celui qui fut le penseur le plus radical – et le moins conformiste – de notre temps. Le livre de Jean-Claude Dumoncel constitue une excellente introduction à ce qu'il est convenu d'appeler la seconde philosophie de Wittgenstein, celle qu'il élaborait après son retour à Cambridge, en 1929, et dont la notion de « jeu de langage » constitue le concept central. Quant au travail de Jean-Pierre Arnaud, il est à la fois plus ambitieux et plus discutables. L'idée de comparer Freud et Wittgenstein a déjà été beaucoup exploitée. Faire tourner cette comparaison autour des rapports que chacun d'eux entretenait avec la musique est une approche originale ; mais renouveau-t-elle vraiment, comme l'affirme l'auteur, la problématique de la communication ? La vérité est que, jusqu'à leur mort, les deux Viennois s'ignoraient superbement, chacun des deux tenant l'autre en assez piètre estime...

► Le Jeu de Wittgenstein, de Jean-Claude Dumoncel. PUF, 224 p., 165 F.
► Freud, Wittgenstein et la musique, de Jean-Pierre Arnaud. PUF, 360 p., 198 F.

Peirce

Professeur à l'université de Perpignan, Gérard Deledalle a déjà consacré trois ouvrages au philosophe américain Charles S. Peirce (1859-1914), fondateur du pragmatisme et pionnier de la sémiotique, dont il a traduit quelques textes sous le titre *Écrits sur le signe* (Seuil, 1979). Le volume qu'il publie aujourd'hui en Belgique rassemble divers articles rédigés au fil des trente dernières années, explorant de multiples aspects de la pensée de Peirce, depuis ses réflexions sur la logique jusqu'à ses surprenantes découvertes d'un argument nouveau en faveur de l'existence de Dieu... A méditer.

► Lire Peirce aujourd'hui, de Gérard Deledalle. Éditions universitaires, De Boeck Université, Bruxelles, 218 p., 185 F.

Les Américains

Ces deux ouvrages sont plus différents que leurs titres ne pourraient le laisser croire. Le second, dû à Alain Guy (qui nous a déjà donné, en 1984, une *Histoire de la philosophie américaine*), constitue un panorama des différents courants philosophiques qui se sont développés sur le continent latino-américain depuis 1492. Le premier est un recueil de textes écrits par treize philosophes nord-américains d'aujourd'hui, sur des sujets touchant aussi bien l'esthétique ou l'éthique que l'épistémologie. Parmi ces textes – présentés par Jean-François Lyotard, qui y voit l'affirmation, dans la philosophie anglo-saxonne, d'un courant « post-analytique » – on retrouve des noms déjà connus : ceux, par exemple, de John Rawls, Richard Rorty, Arthur Danto ou Donald Davidson. Grâce à eux, les échanges intellectuels entre l'Europe et l'Amérique, si limités ces dernières années, vont peut-être pouvoir reprendre.

► La Pensée américaine contemporaine, sous la direction de John Rawls et Cornel West. Textes traduits par Andrée Lyotard-May. PUF, 412 p., 195 F.

► Panorama de la philosophie ibéro-américaine, d'Alain Guy. Éditions Patino, Genève, 288 p., 120 F.

Cassirer

Lentement, les œuvres du philosophe allemand Ernst Cassirer (1874-1945) achèvent d'être traduites en français. Les cinq études réunies dans ce livre, écrites en exil, furent publiées pour la première fois en 1942. Elles constituent une réflexion méthodologique sur les « sciences de la culture », autrement dit sur les sciences humaines considérées comme sciences historiques et interprétatives, ayant pour objet les « formes symboliques » dans lesquelles se décline l'activité de l'esprit, que ce soit dans le domaine de l'art, du mythe ou de la connaissance.

► Logique des sciences de la culture, d'Ernst Cassirer. Traduit de l'allemand par Jean Carro, avec la collaboration de Joël Gaubert. Ed. du Cerf, 240 p., 129 F.

L'appel de l'aube

A l'heure de la civilisation techno-scientifique, le simulacre semble roi. Kostas Axelos est pourtant de ceux qui veulent entrevoir un horizon nouveau

MÉTAMORPHOSES

de Kostas Axelos.
Éditions de Minuit, 184 p., 78 F.

Malgré une bonne douzaine de livres édités sur près de quarante ans, et malgré l'existence d'un public attentif pour la collection « Arguments » qu'il dirige aux Éditions de Minuit, Kostas Axelos reste un philosophe isolé, secret et lointain. Pourtant *Métamorphoses*, son dernier ouvrage, mériterait de trouver des lecteurs au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler le cercle étroit des spécialistes. Les huit essais qui le composent traitent en effet de questions qui touchent de près aux grands soucis de notre époque : le règne de la technique, la fin de l'art, l'avenir de l'Europe. Quant à la réflexion qui les relie entre eux, si elle s'appuie constamment sur les figures historiques de la philosophie classique, elle sait échapper aux pièges de l'érudition aussi bien qu'à ceux de l'idolâtrie. Avancé d'un pas vif, elle défie son propre chemin pour tenter de nous faire entrevoir, au-delà de la nuit qui nous entoure, la lueur d'un horizon nouveau.

Cette métamorphose de l'aube qui vient après la nuit pourrait d'ailleurs servir de fil conducteur à

la lecture de *Métamorphoses*. La philosophie, disait Hegel, est comme l'aigle de Minerve : elle prend son envol au coucher du soleil lorsqu'est finie l'histoire réelle des hommes. Heidegger, de son côté, nous invitait à fuir les « temps de détresse » que nous vivons en méditant sur cette aurore de la pensée que représentaient pour lui les présocratiques. Dans leur sillage, Kostas Axelos ne cesse de s'interroger sur la signification ultime de ce double constat : d'une part, l'histoire de l'Occident semble achevée et envahie à tout jamais l'illusion des lendemains qui chantent ; de l'autre,

la pensée répugne à se laisser enfermer dans cet univers clos, le temps d'ouvrir sur le front de l'art comme sur celui de la politique des pensées inédites en direction d'un monde – encore lointain – dans lequel l'homme pourrait enfin se sentir authentiquement chez lui.

Assumer la banalité du tragique

Car le drame – primordial et banal à la fois – de l'homme contemporain est, avant tout, la perte de l'authenticité, la rupture des liens qui, jadis, l'unissaient au

« monde », concept totalisant par lequel Axelos nomme à la fois la nature et la société, l'histoire et le destin. En devenant planétaire, la civilisation techno-scientifique inventée par l'Europe n'a apporté le bonheur ni aux Occidentaux, désormais soumise au double empire de la consommation et de la bureaucratie, ni au reste de l'humanité, dont les conditions de vie sont globalement dégradées. Aucune démocratie réelle n'est conforme à l'image idéale qu'on pourrait en avoir. Partout le tissu social se défait. Le royaume de l'art se voit progressivement envahi par le simulacre... Comment ne pas sombrer face à ce pourrissement universel dans un ridicule pessimisme ?

Axelos s'y refuse. Envers et contre tout, il maintient l'espoir d'une métamorphose, la certitude d'une ouverture dont le seul concept devrait suffire à justifier, pour le moment, les efforts que nous faisons afin de continuer à vivre et à penser. Je n'ai pourtant pas jusqu'ici vu en lui un philosophe optimiste. Plutôt un homme qui, dans la lignée de l'Édipe de Sophocle, nous invite à assumer courageusement là où nous sommes, la banalité du tragique.

Le Monde ÉDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de **Antoine de Baecque**

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Droit de cités

Définissant une pluralité de « cités » qui se confrontent ou se complètent, De la justification est une contribution majeure à la théorie du conflit et du compromis

DE LA JUSTIFICATION

de Luc Boltanski et Laurent Thévenot.
Gallimard, coll. « Les essais », 485 p., 165 F.

par Paul Ricœur

Le champ de la philosophie politique et sociale est actuellement traversé par une ligne de divergence qui met d'un côté les partisans d'un universalisme formel, représentés par la *Théorie de la justice* de Rawls et la pragmatique transcendantale de Apel et Habermas, et de l'autre les avocats d'un pluralisme sans limite, pour lesquels les règles sociales procèdent des mœurs et des traditions de communautés concrètes forgées par une Histoire indéfiniment variée. L'ouvrage de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, qui met habilement en commun les compétences d'un sociologue et d'un économiste, ouvre une troisième voie, celle d'une pluralité limitée de modèles capables de fonder l'accord dans des situations de litige. Les modèles sont à l'œuvre dans les stratégies de justification employées par les acteurs sociaux pour s'orienter dans ces situations. C'est de là que le théoricien les extrait, par les méthodes qu'on va lire plus loin.

Une lecture croisée

On insistera d'abord sur la constance de ce pluralisme des modèles. Il s'agit en effet de régimes d'actions justifiées, qui méritent d'être appelés des « cités » dans la mesure où ils donnent une cohérence suffisante à un ordre de transactions humaines ; des « mondes », dans la mesure où des choses, des objets, des dispositifs servent de référents stables, à la façon d'un « monde commun » dans les épreuves se déroulant dans une « cité » donnée. Ainsi, dans la « cité inspirée », la grandeur des personnes s'autorise d'une grâce sans rapport avec l'argent, la gloire ou l'utilité ; dans la « cité de l'opinion », c'est de la renommée, de l'opinion des autres que dépend la grandeur. Dans la « cité marchande », ce sont des biens rares, soumis à la convoitise de tous, et la concurrence des convoitises qui unissent les personnes. Dans la « cité domesti-

que », qui s'étend à ce que Hannah Arendt appelait la « maison », règnent des valeurs de loyauté, de fidélité, de révérence. La « cité civique » repose sur la subordination de l'intérêt propre à la volonté

compromis, ni les perspectives ouvertes dans le champ de la théorie de l'action.

La méthode employée pour extraire les modèles de justice des procédures effectives de justifica-

la grandeur ne dépend que de l'opinion des autres. Saint-Simon est le guide dans l'exploitation des discours tenus par ceux qu'il a été le premier à appeler des industriels. Bossuet et d'autres moralistes fournissent en discours appropriés la « cité domestique ».

La philosophie se trouve ainsi réintroduite au cœur des sciences sociales à titre de réserve de sens, de ressource en discours bien formés, bref à titre de tradition argumentaire, ce qui constitue à la fois, pour elle, une justification indirecte et, pour le sociologue ou l'économiste, la reconnaissance de leur appartenance à une histoire du sens.

Pour le fond, l'apport majeur de l'ouvrage est sa contribution à une théorie du conflit et du compromis. Les êtres collectifs de grande taille dont on vient de dessiner les contours sont le lieu de conflits de deux sortes. Des conflits internes résultent en chaque « cité » des épreuves liées à l'établissement de la grandeur ; dans ces épreuves, sont pris à témoin les objets qui font de la « cité » un « monde » ; à ces contestations et légitimations internes, s'ajoutent les conflits de frontière entre ordres distincts. Comme l'écrivent les auteurs, « tout ce qui permet de construire la grandeur d'une cité peut ainsi être utilisé pour déconstruire des grands équilibres par référence à d'autres principes supérieurs communs, en sorte que les mêmes appareils servent alternativement la composition topique et le dévoilement critique » (p. 199). Une typologie des situations de désaccord vient ainsi s'ajouter à la présentation des « mondes » et de leurs fondements d'accord. Il apparaît alors que la contrainte de justification à l'intérieur d'un « monde » résulte de cette confrontation à la critique imposée par l'existence d'autres « cités » autrement ordonnées.

L'arme du jugement

Cette théorie des conflits a pour corollaire une théorie des compromis, qui donne au livre sa pointe et son mordant : « Dans un compromis, on se met d'accord pour composer, c'est-à-dire pour suspendre le différend, sans qu'il n'ait été réglé par le recours à une épreuve dans un seul monde » (p. 334). Autrement dit, les compromis sont fragiles et mal fondés. C'est, à mon sens, en ce point que les théories historicistes et communautaristes, qui font pièce aux théories universalistes, procédurales, de Rawls et de Habermas, ont leur mot à dire. Mais l'histoire et l'expérience vive des sociétés ne sont pas invoquées comme source de légitimation générale. Encore moins bride est-elle lâchée à l'affirmation ludique des individualités comme dans un postmodernisme de descendance nietzschéenne. La thèse de la pluralité des régimes d'actions justifiées reste celle d'un rationalisme pluralisé selon lequel chaque ordre ouvre des possibilités et impose des exigences. La continuité et l'arbitraire trouvent ici leur limite.

Finalement, la contribution majeure de l'ouvrage de Boltanski-Thévenot concerne la théorie générale de l'action au niveau de ses paradoxes constitutifs : faut-il, se demande le sociologue, prendre pour base les dispositifs sociaux supérieurs aux personnes, que celles-ci ne peuvent qu'intérioriser ? Ou bien les intentions conscientes ou inconscientes des acteurs sociaux ? Ni l'un ni l'autre, répondent nos auteurs. Les « cités » et les « mondes » sont bien des médiations supra-individuelles, mais il est du ressort des personnes d'identifier chaque fois les règles du jeu, des objets pertinents à telle « cité », les épreuves appropriées ; en outre, il leur appartient d'emprunter à l'argumentaire de la « cité » voisine les armes de la critique à l'encontre de celle de la « cité » considérée ; enfin, les personnes ont le pouvoir de basculer d'une « cité » à l'autre au cours du temps. Cette compétence à habiter plusieurs « mondes » est, finalement, constitutive de la personne. Son arme, c'est le jugement. C'est pourquoi le livre parle de justification plutôt que de justice. A cet égard, le concept le plus important du livre serait celui d'épreuve, concept-clé d'une pragmatique du jugement.

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. 43-26-51-09

Ch. D.

de cités

LIVRES • IDÉES
LETTRES ÉTRANGÈRES

Rencontres américaines

IV. — La très attirante manière de vivre de Jim Harrison

Après Paul Auster, James Crumley et Kurt Vonnegut (« Le Monde des livres » des 26 juillet, 2 et 9 août), voici notre quatrième et dernière rencontre américaine : Jim Harrison.

« Je me sens bien ici. A la fin des années 60, j'ai essayé d'être prof à l'université d'Etat de New-York. J'ai rapidement trouvé la situation intenable : être enseignant dans une université revient à être considéré comme une sorte de freak, un clown urbain. Je suis revenu à la campagne parce que je m'y sens beaucoup moins isolé... » Comme celui de James Crumley, l'« ici » de Jim Harrison est loin des mégapoles américaines et l'indéniable ressemblance entre les deux hommes commence sans doute avec la difficulté d'aller les chercher dans des coins d'Amérique que l'on ne trouve pas sur un circuit touristique, mais au terme d'un véritable jeu de piste. A 10 kilomètres de Traverse-City, dans l'extrême nord du Michigan, Lake Leelanau n'est pas le genre de lieu qui se laisse débusquer facilement, d'autant que la neige qui tombe sans discontinuer donne au paysage l'aspect uniforme d'un pot de yaourt vu de l'intérieur. « Je suis vraiment un gars du coin. Je suis né à Grayling, juste à quelques dizaines de miles de l'endroit où j'habite. Mes parents y étaient fermiers... »

La ferme, la solitude, le silence, le retour à la terre, l'univers étrange de North Michigan, cette somptueuse et silencieuse histoire d'émigration entre une institutrice et un fermier, rythmée par les saisons et le simple art de la tension narrative qui est la marque de cet écrivain exceptionnel qui sait d'une seule phrase décrire le propos du roman tout entier : « Elle appartenait au monde extérieur, et c'était précisément ce qui la fascinait, malgré les dangers de la situation. D'un geste de la main, Harrison me fait remballer mon mégaphone. L'invite est, certes, souriante, mais comment résister à ce coquet d'une cinquantaine d'années dont le visage farouche est barré, dans la largeur, d'une moustache de bandit mexicain et, dans la longueur, par une cicatrice qui fait diverger son

regard comme s'il dichotomiserait l'espace ? Avec son jean et son vieux tee-shirt, son sourire qui s'ouvre sur deux rangées de dents espacées comme pour mieux avaler l'air, il ressemble à un personnage de John Huston : un cocktail très sophistiqué d'aventurier lettré et d'intellectuel romantique. En fait, c'est à ses romans qu'il ressemble. Une œuvre où le romantisme n'est jamais effacé, encore moins plaqué ou anachronique, mais bien une manière difficile de vivre dans un pays où « le romantisme est une sale habitude ». « C'est le mélange de mes convictions romantiques et de mon profond amour de la middle class life qui m'a donné l'envie d'être écrivain. Ecrire me semblait une très étrange manière de vivre. A l'opposé de l'existence des gens de la middle class qui me semblait arriérée, ennuyeuse et surtout sans grande signification... »

Oublier sa position d'écrivain

Quel d'étonnement si l'on retrouve ce même discours sur la classe moyenne chez Crumley, MacGuane et Brautigan, les frères en écriture de Jim Harrison ? Harrison et MacGuane entretiennent, depuis des années, une correspondance quotidienne et, quand on évoque devant lui l'œuvre de James Crumley, Jim Harrison ne peut cacher son admiration : « Lui, c'est vraiment un dur. Peut-être le plus dur de nous tous... »

Dans la bouche de l'auteur de *Légendes d'automne*, *Faux Soleil*, *Delva* ou *La Ferme aux lucioles* (1), cette appréciation est bien plus qu'un compliment, mais la reconnaissance d'une communauté quasi militante, d'une certaine façon de vivre l'écriture. « Mes deux meilleurs amis ont toujours été Richard Brautigan et Tom MacGuane. J'ai du mal à me remettre de la mort de Richard. Vous me parlez de votre admiration pour Crumley et Tony Hillerman... Nous avons en commun le désir d'écrire sur le centre des États-Unis. Dans ce pays, la plupart des écrivains ou des artistes passent d'une côte à l'autre sans un regard pour ce qu'ils survolent. Ils pensent vraiment que l'Amérique ressemble à l'affiche ironique



Loins des mégapoles

de Steinberg : le skyline de New-York, l'immensité du Mississippi et, juste derrière, Hollywood. En d'autres termes, si vous choisissez d'écrire depuis le Middle West, vous choisissez aussi d'être ignoré. Les deux côtes arbitraient les vrais artistes et le centre les redneckes. A vrai dire, je m'en fous. Peut-être parce que je sais que je suis capable de construire un art de vivre en dehors de l'écriture... »

C'est cet art de vivre qui, le plus du temps, lui fait oublier sa position d'écrivain au profit de

celle d'un écrivain internationallement reconnu. « J'aime mieux vivre mes choix que mes frustrations... », dit-il en mâchonnant, avec une formidable efficacité, des steaks de daim mariné nappés d'une sauce aux morilles et au calvados. Même attitude légèrement arrogante à l'égard de la critique américaine qui s'est montrée souvent dure à l'égard de ce chanteur des passions violentes, qu'elle a qualifié de « pudrile » et même de « macho » : « J'ai cessé de me casser la tête avec ça. Un critique, c'est comme un journaliste sportif. Il est obligé de parler longuement d'un sujet qu'il ne connaît pas vraiment et qu'il n'a pratiqué que de loin... »

La ligne mélodique du lyrisme

On aurait tort cependant de prendre Harrison pour un écrivain régionaliste. Comme celle de tous les grands auteurs américains, Faulkner ou Shelby Foote pour ne citer que ceux d'une lignée évidente, son œuvre est d'autant plus universelle qu'elle trouve ses modèles sur le pas de la porte de son auteur. Vengeance, amour, difficulté des rapports entre hommes et femmes, ambiguïté passionnelle des liens qui nous unissent à la nature, poids du passé et de l'histoire, chassés-croisés des ombres du souvenir qui sort de fil tenu à l'étrange romance que se jouent les deux hommes de *Faux Soleil*, les histoires d'Harrison ne perdent que d'une seule chose : la passion. Et si, dans *Delva*, il aborde le sort historique des Indiens, c'est comme d'une nouvelle forme d'empathie poétique avec un pays : « Les hommes libres qui y débarquaient ne pouvaient pas manquer cette rencontre. Ils étaient peu nombreux sans doute, mais je ne connais pas d'endroit où les choses aient été différentes... »

Parce que son inspiration première était la poésie (deux de ses recueils de poèmes ont été couronnés par un prix national), la ligne mélodique des romans de Harrison est le lyrisme. Un lyrisme contenu qui prend en compte celui des maîtres du roman noir américain et qu'un critique définira très justement comme « un lyrisme hard-boiled ».

S'il parle volontiers de son amitié avec John Huston ou Jack Nicholson, Harrison resta discret sur les rapports qu'il entretient avec Hollywood. Comme beaucoup d'écrivains américains, il travaille épisodiquement pour cette industrie qui semble employer les grands auteurs comme caution intellectuelle sans jamais tourner les scripts qu'ils écrivent.

C'est Nicholson qui lui aurait demandé de lui écrire une nouvelle, pas un scénario, juste une histoire écrite avec un point de vue cinématographique. De cette commande, Harrison a fait *Une vengeance*, la première histoire de *Légendes d'automne*. Les premières lignes sont un concentré de ce que pourrait être l'écriture d'un écrivain et d'un metteur en scène : un voutour tourne autour de ce qu'il croit être une charogne humaine jusqu'à ce que son œil focalise sur un vieux coyote dont le regard prend le relais et décrit, à ras de terre, l'état d'un homme blessé et le départ de l'histoire. Ces lignes, parce qu'elles privilégient le point de vue de la nature dans une histoire d'hommes, parce qu'elles sont une manière absolument sauvage d'aborder un récit absolument violent, m'ont donné le désir de rencontrer un jour l'écrivain capable d'une aussi belle identification totémique.

Harrison sourit : « Vous voulez voir l'endroit où je travaille ? » Dans son jardin, à côté de sa maison soigneusement rangée, il y a un petit chalet : son « studio ». C'est dans ce studio que j'ai compris. Tout ce qu'une vie pouvait accumuler de passions était là : Rimbaud, Gauguin, Monet, Ezra Pound, des photos de guerriers Sioux, une patte de corbeau, une couverture indienne... Nous finissons en silence une bouteille de tequila pendant qu'un chien indien monte d'un radiocassette. J'ai l'impression d'être arrivé à la perle effrayante. Harrison me balance son sourire mélo : « Tout est là. Pas besoin de mégaphone... »

Patrick Raynal

(1) Tous les romans de Jim Harrison sont publiés chez Christian Bourgois ou en 10/18.

Le chef-d'œuvre de Borchardt

Les éditions Verdier publient une magnifique traduction du roman *Déshonneur*, de Rudolf Borchardt.

Sous-titré « Une tragédie », il raconte l'arrivée dans une famille aristocratique allemande d'un séducteur cynique et ambitieux qui y distille le charme de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Le château se transforme en échiquier où les valeurs traditionnelles affrontent la violence instinctive de la passion, « force rabaisseuse qui est propre à cette terre ». Des personnages dignes des *Affinités électives* de Goethe, soumis en huis clos d'une triple unité de lieu, de temps et d'action, découvrent ainsi la fragilité des idéaux en regard de la vérité intérieure.

Ce roman, salué à sa parution, en 1929, comme un chef-d'œuvre, fait de son auteur un écrivain comparable à son contemporain et ami Hoffmannsthal.

E. N.

► *Déshonneur*, de Rudolf Borchardt. Traduit de l'allemand par Pierre-François Kaempf. Editions Verdier, coll. « Der Doppelgänger », 158 p., 85 F.

► *Mort de Wolfgang Hildesheimer*. L'écrivain, peintre et graphiste allemand Wolfgang Hildesheimer est mort dans la nuit du 20 au 21 août à son domicile de Poschiavo dans les Grisons (Suisse). Il était âgé de soixante-quatre ans. Ce proche de Ionesco était l'auteur de pièces de théâtre et de radio ironiques, grotesques et désespérées.

Ordre et désordre des choses

Du lyrisme de Rachid Boudjedra à la sobriété de Tahar Djaout : deux tableaux de l'Algérie contemporaine

LE DÉSORDRE DES CHOSES

de Rachid Boudjedra. Traduit de l'arabe par Antoine Mouali, en collaboration avec l'auteur. Denoël, 300 p., 120 F.

LES VIGILES

de Tahar Djaout. Le Seuil, 224 p., 89 F.

« Faire un roman adulte, un roman qui se veut d'abord littéraire » : tel est le projet de Rachid Boudjedra depuis le livre qui, en 1969, fit sa célébrité, *La Répudiation* (1). A l'époque, cela supposait de rompre avec quelques grands écrivains algériens — Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Kateb Yacine — dont l'œuvre, à l'origine, était surtout portée par une dynamique de la décolonisation. C'était aussi, sept ans après l'indépendance, tourner le dos à une littérature de dénonciation qui se « contentait » de remettre en cause l'image idéale de la Révolution et son « détournement » au profit d'un pouvoir eux dysfonctionnements de plus en plus apparents. Si la critique sociale est présente dans le roman de Boudjedra, l'histoire ne s'y lit jamais qu'en filigrane. S'il y a dénonciation (« Les ancêtres ne sont pas des héros », celle-ci est « recouverte complé-

ment par l'écriture » : le sujet n'est que « prétexte au texte »).

Entrer dans le *Désordre des choses*, son deuxième roman, c'est donc, comme toujours chez Boudjedra, être saisi d'émotion par ce mouvement tourbillonnaire de l'écriture. Il faut effectuer « un brouillage des données du réel pour mieux lui restituer son humeur et son argile », lit-on déjà dans le *Démantèlement* (1). Ce brouillage délibéré, l'auteur l'entretient soigneusement tout au long du roman. Au point de départ, trois personnages : un communiste pied-noir guillotiné pour l'exemple pendant la guerre d'Algérie ; une femme, la mère du narrateur, injustement accusée d'adultère ; et un jeune homme sauvagement torturé lors des événements d'octobre 1988.

Trois séquences lancinantes, enchevêtrées comme les brins d'une tresse avec, sous cesse, des retours en arrière, des images emblématiques du cours méandrique de la pensée, des accumulations foisonnantes d'adjectifs, de verbes, de mots agglutinés par grappes, se bousculant, se télescopant en un jaillissement de lourdes phrases baroques, d'arabesques dont on suit à l'infini les courbes et les volutes, à moins qu'elles ne s'interrompent brutalement ou s'effacent pour laisser place à d'innatendues poésies de suspension. « Comment décrire un objet

avec deux adjectifs là où il en faudrait cinquante ? », s'interroge Boudjedra, avant d'ajouter : « Je suis contre le réalisme. » Produits d'une civilisation méditerranéenne géométrique et volubile, dans laquelle il retrouve deux de ses maîtres, Faulkner et Claude Simon, ses livres sont à ses yeux représentatifs d'une littérature du Sud, « littérature de la moiteur, de l'étouffement, de la claustrophobie des femmes... ».

Un créateur perturbateur

Mère, sœur, épouse, amante ou tout cela à la fois, la femme musulmane, éternelle opprimée, est en effet toujours présente dans les romans de Rachid Boudjedra. Mais on trouve ici d'évidents échos autobiographiques : « Cette histoire de culpabilité de la mère, je la portais depuis toujours, depuis la Répudiation, mais je n'avais pas jusqu'ici trouvé les moyens psychologiques de l'écrire. » On retrouve aussi des souvenirs en gros plans de la guerre d'indépendance, des images violentes d'Algérie déchirée sous les émeutes, évoquées en milieu des gravats et des décombres, le tout décrit avec un mélange de fascination et de dérision pour ce maelström de l'histoire qui « emporte tout, concasse tout, baratte et mélange tout ».

Ainsi, inégalement, on passe « du microcosme algérien » au « macrocosme du monde ». Et du chaos lyrique, surgissent tout à coup ce que Boudjedra, finalement, s'attache à montrer, dans tous ses livres : « la folie, la bêtise et la perversité humaines ».

C'est aussi l'ordre (ou le désordre) des choses qui préoccupe Tahar Djaout. Ce journaliste d'origine berbère, né en 1934, publie en français son quatrième roman, *Les Vigiles*, qui a reçu, en mars dernier, le prix Méditerranée. Ces *Vigiles* sont les défenses d'un ordre social immobile et castrateur, régi par les anciens combattants, figures intouchables de l'époque héroïque. Ceux-ci ont bien sûr intérêt à ce que se perpétue cette organisation, faite « d'indifférence, d'immobilité, de toute-puissance et d'absurdité », qui garantit si efficacement leur quiétude et leurs privilèges. Aussi voient-ils d'un œil soupçonneux un jeune professeur-bricoleur qui, retiré seul, le soir, dans la banlieue d'Alger, met au point sans en parler une machine jugée subversive et hautement suspecte, qui s'est autre... qu'un métier à tisser !

De tracasseries administratives en brimades bureaucratiques, le livre pourrait se lire comme le récit des malheurs d'un juste au pays de l'arbitraire : « Vous n'ignorez pas que, dans notre

sainte religion, les mots créent et inventent sans parfois condamner parce que perçus comme une hérésie, une remise en cause de ce qui est déjà, c'est-à-dire de la foi et de l'ordre ambiant. » Mais ce professeur brimé, devenu inventeur primé, ne prouve pas seulement qu'il crée perturbé. Car, sans jamais se départir de détachement ni d'humour, Djaout projette une lumière éclatante sur toutes les formes de tyrannie insidieuses, d'oppression douce, de mesquinerie pudiquement cachée sous le drapeau de l'histoire officielle. Tout un art de se voiler puis de sauver la face, de désigner des boues émissaires, de transformer une peccadille en cas pendable puis de crier haro sur le bandet. Animaux malades de la peste, faux juges, faux dévoués, tartuffes de tous pays et « vigiles » de toutes chapelles se méfieront du talent corrosif de Tahar Djaout. Pour les autres, ils découvriront avec bonheur la scabiosité et la maîtrise de cette fable satirique, riche d'humanité.

Florence Noiville

(1) Denoël.
★ Signalez également la parution de *L'Exproprié*, de Tahar Djaout, dans une version entièrement réécrite par l'auteur (Editions François Majault, 160 p., 85 F.).

POLONAIS

SOCIÉTÉ

Après l'arrestation d'Ali Rad Vakili à Genève

Paris demande l'extradition de l'un des assassins présumés de Chapour Bakhtiar

Quelques heures après l'arrestation à Genève, mercredi 21 août, d'Ali Rad Vakili, l'un des assassins présumés de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, déclarait sur TF1 qu'il disposait « de bons éléments pour dire qu'il n'est pas trop pessimiste et que cette arrestation sera suivie d'autres ». M. Henri Nallet, garde des

sceaux, devait demander l'extradition de l'iranien dès jeudi après-midi 22 août.

Le ministre de l'intérieur a estimé que cette demande très rapide montrait « le désir du gouvernement français de parvenir à l'arrestation des trois individus et de voir l'instruction parfaitement menée et de les voir jugés ». De son côté, le premier ministre, M. Edith Cresson, a tenu à

« remercier les policiers ayant concouru » à cette arrestation. Elle a précisé que « le garde des sceaux l'a informée qu'une demande d'arrestation provisoire, premier acte de la procédure d'extradition, venait d'être adressée aux autorités judiciaires suisses, à l'initiative du juge d'instruction ». « Le premier ministre demande, poursuit le communiqué, que tout soit mis en œuvre pour

que M. Ali Rad Vakili soit effectivement mis à la disposition du juge d'instruction français, dans les délais les plus brefs ». Enfin, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas a souligné, jeudi sur Europe 1, que « rien ne permettait de dire pour le moment qu'un Etat soit impliqué dans l'attentat, du moins « en tant qu'institution étatique », a-t-il précisé.

L'étrange comportement des fugitifs

L'arrestation, tout aussi rocambolesque que ses deux semaines de cavale, d'Ali Rad Vakili, en état de semi-clocharisation sur les bords du lac Léman, et la demande quasi simultanée d'extradition formulée par la France ne devraient pas manquer de mettre en sourdine certaines questions et d'en faire rebondir d'autres.

Dans l'immédiat, le « désir du gouvernement de voir jugés les trois individus », selon les termes du ministre de l'intérieur, ne devrait pas être mis en doute. Nul, il est vrai, notamment dans l'opposition, n'en avait douté explicitement. Mais les ratés de l'enquête policière et les souvenirs de l'affaire Nacache, qui avait empêché pendant dix ans les relations franco-iraniennes, pouvaient nourrir tous les soupçons.

Les ratés ne seraient donc bien dus qu'à la négligence. Négligence d'abord, comme le soulignait dès le lendemain de l'assassinat l'inspecteur Guy Bakhtiar (*le Monde* du 13 août), fils de la victime et chargé de sa protection, dans la surveillance du pavillon, alors que le cahier des consignes prévoyait que les CRS de garde devaient recevoir chaque matin la liste des visiteurs du jour, et que des consignes, verbales ou écrites, prévoyaient qu'en cas de non-remise de cette liste les policiers devaient s'en inquiéter auprès des collaborateurs de M. Bakhtiar.

Les failles du « réseau »

Négligence encore de la brigade criminelle, qui n'avait apparemment pas repéré la « planque » parisienne de Faydoum Boyer Ahmadi, planque pourtant si discrète, que son locataire en titre, Ali Rad Vakili, avait pris soin de s'inscrire sous son nom dans l'annuaire téléphonique du Minut. Dans ce manque d'ardeur, la police n'est d'ailleurs pas

seule en cause. Que penser de l'attitude du juge d'instruction Gilles Rivière qui, bien que chargé de ce dossier « super signalé », n'estime pas nécessaire de reporter la date de ses vacances ? Il est vrai qu'à quel chose malheur est bon, puisque son intérêt est assuré jusqu'à la mi-septembre par son collègue Jean-Louis Bruguière, éminent spécialiste du terrorisme, qui instruisait déjà le dossier de l'assassinat, en avril dernier, à Paris, d'Abdel Rabman Baroumand, l'ancien trésorier de Bakhtiar. Restent les fuites, ces

fuites qui, la semaine dernière, mirent en fureur les enquêteurs suisses, dont ils accusèrent implicitement leurs collègues français d'être les auteurs, et qui leur firent « selon eux » manquer l'arrestation d'Azadi, un autre des trois assassins présumés.

Ou cette autre fuite, « extrêmement gênante », assure-t-on de source proche de l'enquête, qui permit à la presse de faire état d'un appel téléphonique de Boyer Ahmadi à une de ses amies. C'est peut-être à la suite de la révélation

de cet appel que Boyer Ahmadi, se sachant désormais repéré, quitta sa « planque » parisienne avant l'arrivée des enquêteurs.

Il est vrai que rien ne permet d'accuser des policiers d'en être à l'origine. Il est tout aussi vrai qu'on ne fait rien pour le savoir, puisque le ministre de l'intérieur assurait récemment qu'aucune enquête interne n'était en cours à ce sujet. Mais c'est à propos de l'identité, de la stratégie, de la psychologie des assassins présumés, que l'arrestation de Rad Vakili, sur les bords du lac

Léman, où il se trouvait sans papiers à 5 heures du matin, pose les questions les plus aiguës.

L'insistance de Vakili et Azadi à gagner la Suisse après l'assassinat, cette insistance qui leur fit prendre des risques considérables, jusqu'à tenter de repasser une frontière qu'ils savaient particulièrement surveillée après une première tentative manquée, avait fait supposer aux enquêteurs qu'ils savaient y trouver des complices, un « réseau » qui eût facilité leur retour vers Téhéran. Le fait qu'un autre iranien ait joué

et payé une chambre d'hôtel pour Azadi avait renforcé cette conviction.

Après tout, l'existence d'un tel réseau de soutien logistique eût été bien dans la manière des assassins d'opposants iraniens à l'étranger. Ainsi, l'an dernier, après le meurtre près de Genève, de Kazem Radjavi, frère du chef des Moudjahidine du peuple (opposition armée à Téhéran), l'enquête avait permis de mettre en évidence l'implication de trois personnes, chargées des repérages, du soutien et de l'exfiltration des assassins.

Dès le lendemain de l'assassinat de Chapour Bakhtiar, l'opposition iranienne n'avait pas manqué d'accuser le président Rafsanjani d'être directement impliqué dans l'opération. Une accusation que viendrait renforcer, selon des sources américaines et britanniques citées par *l'Express* (22 août), l'interception d'une communication entre le ministre iranien du renseignement et un de ses postes en Europe.

Dans cette communication, passée le mercredi 7 août, c'est-à-dire le lendemain de l'assassinat, mais avant que les corps ne soient découverts, le ministre iranien aurait cherché à obtenir confirmation de la mort de Bakhtiar. Tous éléments, bien entendu, de nature à alourdir les soupçons pesant sur le pouvoir iranien.

En dix jours passés à Genève, les deux fugitifs n'ont-ils pas réussi à établir le contact avec ce réseau, s'il existe ? Et si le contact a bien lieu, pourquoi le réseau a-t-il permis l'arrestation de Vakili, au risque que l'enquête permette de préciser la relation entre les assassins et leurs commanditaires, ainsi que leur degré exact de proximité avec les centres de pouvoir iraniens ? Au risque, donc, de voir à nouveau menacée la fragile normalisation franco-iranienne.

DANIEL SCHNEIDERMAN

La Suisse se félicite de sa collaboration avec la police française

BERNE

de notre correspondant

L'arrestation d'Ali Rad Vakili a été confirmée mercredi, en fin d'après-midi, par la police de Genève. Repéré vers 5 heures par une patrouille de gendarmerie sur les bords du lac Léman, le suspect ne portait aucun papier d'identité au moment de son interpellation. Ayant d'abord donné un faux nom, il a toutefois fini par reconnaître s'appeler ainsi dès que les agents lui ont présenté sa photo, a précisé le chef de la police genevoise, M. Laurent Walpen, lors d'une conférence de presse.

Au cours d'un interrogatoire, Ali Rad Vakili, alias Musa Kocer, selon son passeport turc, a admis être arrivé en Suisse le lundi 12 août et avoir passé deux nuits à l'hôtel Windsor. Depuis qu'il a quitté cet hôtel où la police l'avait manqué de justesse, il aurait été dans la ville et a déclaré avoir dormi dans des parcs, le long du

lac. Dans le sac qu'il portait, se trouvaient quelques provisions, en particulier des biscuits et des boissons.

Alors que la présence des deux suspects avait été signalée dans différents hôtels genevois la semaine précédente, Ali Rad Vakili a indiqué à la police s'être séparé de Mohammed Azadi, alias Ali Kaya, peu avant de franchir la frontière, le 12 août, et être depuis sans nouvelles de son complice. Un homme correspondant au signalement de Mohammed Azadi aurait séjourné à l'hôtel Jean-Jacques Rousseau, du 13 au 15 août, mais la police helvétique aurait perdu sa trace par la suite.

Peu après son arrestation, un mandat d'amener a été décerné contre Ali Rad Vakili, pour infraction à la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers en Suisse. En vertu du mandat d'arrêt international lancé par la France, la police genevoise n'est pas autorisée à poser au suspect des questions « concernant les événements qui se sont produits avant son arri-

vée sur notre territoire », a rappelé M. Urs Rechsteiner, chef de la police de la ville.

Le dossier a été transmis au juge d'instruction chargé d'exécuter la commission rogatoire internationale délivrée par les autorités françaises. Après avoir notifié cette commission rogatoire au suspect, le juge genevois devrait lui demander s'il accepte d'être extradé vers la France.

La recherche d'un deuxième suspect

En cas de refus, la demande d'extradition de Paris devrait être traitée selon la procédure suisse, et Ali Rad Vakili aurait la possibilité de faire recours jusqu'au devant le tribunal fédéral. Après plusieurs jours de recherches infructueuses, les enquêteurs se félicitent de ce premier succès.

En réponse à certaines critiques, le président du gouvernement du canton de Genève, M. Bernard Ziegler, a tenu à relever « la très bonne collaboration » qui a prévalu

avec la police et la justice françaises. Il a également catégoriquement démenti certains rumeurs laissant entendre que, pour « raisons d'Etat », la police genevoise n'aurait pas d'embûche fait preuve de tout l'empressement nécessaire pour retrouver les meurtriers présumés de Chapour Bakhtiar.

Pour sa part, le chef de la police, M. Laurent Walpen, a précisé : « Aucune consigne, aucun ordre, aucune directive, ne nous ont été adressés pour mettre la pédale douce ». Interrogé sur le rôle attribué à Genève comme planque tournante du terrorisme iranien, il a répondu : « Pour le moment, rien ne permet de penser que Genève ait servi de place logistique à ces individus » (Ali Rad Vakili et Mohammed Azadi). « Cette affaire est essentiellement française, vous n'aurez pas de révélations fracassantes », a-t-il enfin lancé aux journalistes. Néanmoins, assure-t-on, les recherches se poursuivent à Genève pour tenter de retrouver le deuxième suspect.

JEAN-CLAUDE BUHRER

RELIGIONS

Croissance du bouddhisme tibétain dans le Périgord

Le dalai-lama au pays de Jacquou le Croquant

Du jeudi 22 au 29 août, la vallée de la Vézère, berceau des enfants de Lascoux et de l'homme de Cro-Magnon, va vivre à l'heure du bouddhisme. Les centres tibétains de la côte de Jaurès, implantés aux communes de Saint-Léon et Plazac (Dordogne), reçoivent le dalai-lama. Un espace de quatre hectares accueille un chapiteau de 5 000 mètres carrés où l'illustre enseignant dispensera ses enseignements. Samedi 24 août, il animera un rassemblement pour la paix, où sont attendues dix mille personnes.

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

La venue du dalai-lama en Périgord n'est pas une nouveauté. L'illustre enseignant a déjà été accueilli à Plazac en 1987, et à Saint-Léon en 1989. Cette fois-ci, il s'agit d'une tournée de quatre semaines, de la fin des années 80. Sa fortune et sa collection de Rolls Royce ont suscité de mauvaises pressions et il avait envie de revenir à une vie plus simple et moins vaine. En 1977, il a donné aux représentants de deux des

quatre abbayes du bouddhisme tibétain 350 hectares qui entourent son château de Chabans (Dordogne).

Les premiers lamas des écoles Kagyupa et Nyingmapa, qui ont relevé les ruines d'anciennes fermes périgourdines pour les transformer en centres d'études et de méditation, n'imaginaient sans doute pas qu'il ne leur faudrait que quelques années pour accomplir leur destin : implanter en Occident les racines de la culture tibétaine et créer sur la côte de Jaurès un centre européen du bouddhisme.

Aujourd'hui, près de quatre-vingt-dix personnes, moines et laïcs, résident à titre permanent dans les six centres bouddhistes périgourdins. Beaucoup de sympathisants ont également fait construire dans les villages environnants. Chaque année, des milliers de adeptes transitent par ces lieux. Il arrive parfois que les lamas participent aux séminaires qu'organise dans la région tel « gourou » d'entreprise à l'intention des cadres de grandes sociétés.

Ces centres bouddhistes, qui offrent aussi des retraites de longue durée (trois ans, trois mois, et trois jours), ont développé leurs structures et leur capacité d'hébergement sans éprouver de grosses difficultés (1). Ils vivent bien sûr de l'argent des stagiaires et de cotisations, mais aussi de dons relativement importants. Les hippies sur le retour et les toxicomanes, qui au début abusaient de l'hospitalité des lamas,

Un début de contestation

« Ces gens-là ne sont pas anacréotiques », reconnaît M. Christian Pharaïn, le maire de Plazac. Ils sont soucieux de ne pas indisposer leur voisinage. Malgré tout, devant le développement de leurs activités et de leur emprise foncière, certaines voix commencent à s'élever. M. Jean Burg, le conseiller général socialiste du canton, estime qu'il ne faudrait pas dépasser une certaine limite. Périgourdins d'adoption, M. Claude de Kéroullec, ancien ambassadeur de France aux Nations unies, tout en affirmant la considération qui est le sésame pour le bouddhisme, juge qu'il faut préserver la vallée de la Vézère. « C'est la vallée sacrée de la préhistoire, dit-il, et elle n'est pas destinée à accueillir un centre mondial tibétain. De plus, si les lamas sont respectables, ils entraînent dans leur sillage des sectes qui prospèrent ».

A Saint-Léon-sur-Vézère, la décision du conseil municipal de réviser le plan d'occupation des sols pour permettre la construction d'un temple à proximité du château de Chabans divise profondément la population. Le dis-

cussion est sur le bureau de M. Jack Lang. L'édifice envisagé se situe dans le périmètre de protection du château inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

Les époux Watt, à qui Bernard Benson a vendu son château, ne veulent pas entendre parler des responsables bouddhistes. Ces derniers expliquent que le projet de temple était l'aboutissement d'une donation effectuée en 1977 et agréée en 1979. Ils évoquent aussi le dévancement d'un certificat d'urbanisme en date de 1979 où apparaissait la mention « monastère tibétain ».

M. Civillès, l'évêque bardeais des époux Watt, rétorque que ce certificat est caduc. Et elle assigne les bouddhistes devant le tribunal de grande instance de Périgueux pour faire annuler la donation dont ils ont bénéficié il y a quatorze ans. Elle estime que l'association bouddhiste qui prétendait faire construire ce fameux temple n'était pas habilitée juridiquement, en 1977, à recevoir la donation.

Ces querelles semblent dépasser le dalai-lama. M. Watt fait d'ailleurs état d'un courrier qu'il lui a adressé dans lequel il explique qu'il n'a rien à voir avec cette polémique.

DOMINIQUE RICHARD

(1) En 1988, M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, a accordé aux moines de l'école Kagyupa le statut de congrégation religieuse, fait sans précédent pour une congrégation monastique non catholique. Cette reconnaissance est synonyme d'avantages fiscaux.

EN BREF

■ Nice : arrestation de l'auteur de trois meurtres. — Claude Michaux, trente-neuf ans, originaire de Metz, électicien, déjà condamné à quinze ans de réclusion pour le meurtre de sa logeuse, a reconnu, mercredi 21 août, avoir étranglé à Nice, le 9 août dernier, une jeune femme de vingt-deux ans, qui refusait ses avances, et son bébé d'un an et demi. Il a également avoué avoir tué une jeune fille, dont la disparition était signalée depuis le mois de mars. Le meurtrier a déclaré aux policiers de la sûreté urbaine qu'il avait fait disparaître les corps dans des sacs poubelle, brûlés dans une usine d'incinération. Il a été inculpé, mercredi 22 août, d'homicides volontaires et d'écrou.

■ Etats-Unis : mutinerie de détenus cubains avec prise d'otages. — Des détenus cubains de la prison de Talladega (Alabama) se sont mutinés, mercredi 21 août au matin, et détenaient encore jeudi dix personnes en ntages, sept membres du personnel et trois employés des services d'immigration américains. Les mutins, emprisonnés pour des délits commis aux Etats-Unis, refusent d'être expulsés vers Cuba. La plupart d'entre eux étaient arrivés aux Etats-Unis en 1980, date à laquelle cent vingt-cinq mille Cubains avaient accosté sur les côtes américaines. Plusieurs milliers de réfugiés avaient été placés dans des prisons et des centres de détention. Trente-deux détenus de Talladega devaient être renvoyés à Cuba jeudi 22 août. — (AFP, UPI, AP)

■ Le cyclone tropical Bob a tué au moins seize personnes. — En passant sur les côtes orientales des Etats-Unis, de la Caroline du

Nord au Rhode Island, le cyclone tropical Bob, qui avait pourtant perdu de sa violence et était devenu une tempête tropicale, a tué seize personnes selon le bilan le plus récent. Les dégâts matériels, dont le montant n'a pas encore été chiffré, sont très importants et plusieurs des Etats touchés ont déjà demandé des aides d'urgence au gouvernement fédéral. L'électricité, dont plus de deux millions d'habitants ont été privés, n'a pas encore pu être rétablie partout. — (AFP)

■ Philippines : des centaines de boues dévalent le volcan Pinatubo tuent vingt-trois personnes. — A la suite des pluies tombant en abondance depuis une semaine, des torrents de boue mêlés du mélange de l'eau et de cendres volcaniques ont de nouveau dévalé les pentes du Pinatubo, aux Philippines. Ils ont tué au moins vingt-trois personnes et enjouté plus de neuf mille maisons, faisant ainsi près de cinquante mille sans-abri supplémentaires. Parmi les victimes, figurent trois enfants (un mort et deux blessés) qui étaient justement chargés de faire le guet pour donner l'alerte en cas de coulées de boues. — (AFP)

■ Espagne : quatre morts sur un chantier près de Barcelone. — Quatre ouvriers ont été tués et deux autres grièvement blessés lors de l'effondrement d'un étage, mardi 20 août, sur le chantier d'un entrepôt de manutention, au nord de Barcelone. La mairie de Sabadell a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative, ainsi que le dépôt d'une plainte contre les propriétaires de l'entrepôt qui n'avaient pas reçu d'autorisation municipale pour ces travaux. — (AFP)

COMMUNI

Negociations intens

Le communiqué du co

COMMUNICATION

La réorganisation des chaînes publiques

Négociations intensives à Antenne 2

A l'approche de la réunion du comité d'entreprise qui doit statuer sur le plan de réorganisation d'Antenne 2 (le Monde du 1^{er} août) et notamment la suppression de 377 emplois, les négociations entre direction et syndicats se multiplient. Lors d'une réunion complémentaire tenue le 21 août, qui a examiné les conclusions du cabinet d'expert, Fidorec, mandaté par les syndicats, ces derniers ont souligné le report de ce comité, prévu le 27 août. Après refus de la direction, un compromis prévoit des réunions de préparation dès le 22 août, et un comité d'entreprise qui pourrait durer du 27 au 29 août. Les salariés concernés par les suppressions de postes seraient alors informés le 30 août.

Sur le fond, les syndicats contestent toujours la justification économique de la réorganisation. Ils s'appuient notamment sur une lettre du 14 février de M. Hervé Bourges, le PDG commun d'Antenne 2 et FR3, à M. Rocard, alors premier ministre. Dans cette lettre, M. Bourges précise que « la présentation de budgets en déséquilibre » est « une nécessité ». Les syndicats dénoncent donc un plan prémédité, habillé par un audit, ils craignent que les mesures d'économies globales, décidées a priori, empêchent le fonctionnement normal de la

chaîne, en entraînant un recours accru à des prestations extérieures ou à des travailleurs intermittents. La direction réfute ces arguments. Compte tenu des 150 demandes de départ volontaire enregistrées (d'autres pourront encore l'être courant septembre), des 50 départs déjà réalisés, et de 90 suppressions d'emplois concernant des contrats à durée déterminée ou des intermittents, la direction estime à 15 au maximum les cas restant à régler, chiffre qu'elle espère encore voir diminuer de moitié.

Gagner en cohérence

La réorganisation, explique le directeur général d'Antenne 2, M. Eric Guitry, « n'a de sens que pour redynamiser la chaîne ». La production interne doit par exemple s'assurer qu'elle reste dans des

« conditions de coût comparables avec celles du secteur privé ». Mis en place d'ici dix-huit mois, un contrôle de gestion renforcé permettra de mesurer l'émission par émission des coûts, et de responsabiliser sur un budget complet les grandes entités de la chaîne. La grille de rémunération, basée sur des rendez-vous réguliers et redonnant de l'importance à l'image - « on faisait un peu trop de radio télévisée », sera alimentée selon de nouvelles procédures d'achat et de production. Des appels d'offres viendront « moraliser » les pratiques en vigueur, et les unités de programmes gèreront chacune sa « case » horaire disparaissant pour éviter les rigidités. M. Guitry espère ainsi gagner en cohérence - y compris sur des détails comme l'harmonisation des décors d'émission.

M. C. I.

M. Miguet porte plainte contre le Syndicat du Livre CGT. — M. Nicolas Miguet, PDG du groupe NCM Communication, a déposé une plainte en diffamation contre le porte-parole du comité inter-syndical du Livre parisien CGT Livre, qui l'accuse de « 8 millions de francs d'impayés » au détriment de l'IFSN, imprimerie contrôlée par le syndicat. Pour ramper « la loi du silence », M. Miguet a adressé une lettre ouverte aux autres directeurs de journaux : « C'est vous qui êtes visés par cette offensive (les termes

militaires sont très appropriés) de la CGT (...) C'est au Syndicat CGT du Livre et à lui seul d'assumer le départ de l'IFSN de trois quidiens sur les quatre qu'elle imprime ». Deux opérations « coup de poing » de la CGT avaient été menées mardi 13 août dans l'imprimerie parisienne Rota de Paris et une de ses entreprises sous-traitantes. 36 000 exemplaires de *Bourse*, *l'hebdo Capital*, hebdomadaire financier de M. Nicolas Miguet, sur un total de 45 000, avaient été détruits (le Monde du 16 août).

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 21 août au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

• Titre de reconnaissance de la nation aux fonctionnaires de police ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord

Le secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'attribution du titre de reconnaissance de la nation aux fonctionnaires de police ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord.

L'attribution aux militaires ayant participé à ces opérations du titre de reconnaissance de la nation a été prévue par une loi du 21 décembre 1967. Elle a ensuite été étendue aux membres des forces supplétives par une loi du 9 décembre 1974.

Les fonctionnaires de police ne pouvaient jusqu'à présent en bénéficier alors pourtant que leur participation active aux opérations d'Afrique du Nord leur permettait d'obtenir la carte du combattant.

Il est donc équitable d'attribuer à ces fonctionnaires le titre de reconnaissance de la nation, dans les conditions prévues pour les catégories de personnes qui en bénéficient déjà.

• Solidarité financière entre les collectivités locales

Le ministre d'État, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire et le ministre de l'intérieur ont présenté une communication sur l'application de la loi du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes.

Avec la loi d'orientation pour la ville et les mesures prises en faveur des fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les quartiers défavorisés, cette réforme fait partie des mesures législatives adoptées au cours de la session de printemps pour mettre en œuvre la politique de la ville.

Quatre mécanismes de solidarité financière entre les collectivités locales ont été institués.

1) La dotation de solidarité urbaine, financée par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement des départements. Elle permettra dès 1992 de venir en aide aux communes qui, bien que ne bénéficiant pas de la dotation de solidarité urbaine, remplissent une partie des conditions prévues pour l'octroi de cette dotation et dont la situation justifie un effort de solidarité.

2) Le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France sera financé à partir de 1992 par un prélèvement sur les recettes fiscales des communes d'Île-de-France disposant de ressources importantes et bénéficiera à une centaine de communes pour la plupart desquelles elle complètera la dotation de solidarité urbaine qu'elles perçoivent.

3) La dotation particulière de solidarité urbaine sera financée par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement des départements. Elle permettra dès 1992 de venir en aide aux communes qui, bien que ne bénéficiant pas de la dotation de solidarité urbaine, remplissent une partie des conditions prévues pour l'octroi de cette dotation et dont la situation justifie un effort de solidarité.

4) Une majoration de la dotation globale de fonctionnement est accordée aux départements disposant de faibles ressources fiscales, pour des sommes égales à 150 millions de francs en 1992 et 300 millions de francs en 1993.

En total, par la mise en œuvre d'une solidarité entre collectivités de nature différente, près de 2 milliards de francs de concours supplémentaires permettront aux collectivités défavorisées, lorsque le loi entrera en vigueur, de faire face dans des conditions plus satisfaisantes aux besoins sociaux de leur population.

• L'agriculture biologique

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté une communication relative à l'agriculture biologique.

L'agriculture biologique n'utilise pas de produits chimiques de synthèse ; elle recycle les déchets organiques et établit une rotation équilibrée des cultures. Elle répond ainsi aux soucis de protection de l'environnement que partagent un nombre croissant de consommateurs.

L'agriculture biologique est reconnue depuis la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980. La loi du 30 décembre 1988 a réservé l'utilisation de son label aux producteurs respectant un cahier des charges homologué et acceptant un contrôle de leurs conditions de production.

S'inspirant fortement de la législation française, la Communauté européenne vient de reconnaître

l'agriculture biologique par un règlement adopté le 24 juin 1991 : ce règlement ne s'applique pas à l'instant qu'aux produits végétaux mais son extension aux produits d'origine animale devra intervenir avant le 1^{er} juillet 1992.

Selon ce règlement, les termes d'« agriculture biologique » ne pourront figurer sur l'étiquetage du produit que s'il est composé d'au moins 95 % d'ingrédients d'origine agricole issus de l'agriculture biologique.

Le marché de ces produits, auxquels trois mille agriculteurs ont déjà choisi en France de se consacrer, devrait s'accroître dans les prochaines années. Son développement doit contribuer au maintien des activités économiques dans les zones rurales, notamment les plus fragiles, et doit favoriser l'aménagement du territoire.

Ce développement sera soutenu par un élargissement de la recherche et de la formation. Il sera également encouragé dans les zones sensibles du point de vue de l'environnement.

SPORTS

CYCLISME : championnats du monde sur route

Quatre filles en or

La quatuor féminin français, composé de Marion Cignot, Nathalie Gandran, Catherine Marsel et Cécile Odin, c'est imposé pour la première fois, mercredi 22 août à Stuttgart, dans le 50 kilomètres contre le manne des championnats du monde de cyclisme sur route. Cette épreuve a permis à Marion Cignot, née de parents français mais qui a vécu jusqu'à vingt-six ans aux États-Unis, de s'affirmer comme la nouvelle patronne du cyclisme féminin de l'Hexagone.

Médaille de bronze de la poursuite la semaine dernière, championne de France sur route cette saison, la « néo-Bretonne » établie à Lorient a longtemps souffert de crises d'épilepsie. « Je voudrais être un exemple pour les enfants, et montrer aux parents d'enfants malades que leur handicap peut être surmonté », dit Marion Cignot après cette victoire. Ce que j'ai fait aujourd'hui prouve que tout est possible. Je me salue pour pouvoir courir comme les autres.

NATATION : championnats d'Europe

Deuxième médaille pour Catherine Plewinski et Anne Capron

Après avoir remporté le 100 mètres la veille, Catherine Plewinski a gagné, mercredi 21 août à Athènes, la deuxième des cinq médailles qu'elle convoite aux championnats d'Europe de natation en prenant la deuxième place du 200 mètres. La nageuse savoyarde a amélioré son record de France en 2 min 0 sec 34 (ancien record 2 min 0 sec 55), mais a été battue in extremis de 3/100 de seconde par la Danoise Mette Jacobsen. Catherine Plewinski devait s'aligner jeudi dans le relais 4x100 mètres, avant de défendre ses titres européens sur 100 mètres papillon et sur 50 mètres.

Anne Capron, troisième de l'épreuve en solo de natation synchronisée, a obtenu la médaille d'argent en duo avec Céline Lévesque, mais les deux Françaises ont dû abandonner leur titre européen à Olga Sedakova et Anna Kozlova, à l'issue d'une journée largement dominée par les Soviétiques, qui se sont adjugé quatre des six titres décernés.

CARNET DU Monde

Décès

— Madeleine Deslandes, née Barrou, Bénédicte, François et Luc, Hugues et Corinne, Grégoire et Véronique, Vincent, ont la douleur de faire part de la mort en montagne de

Georges DESLANDES, le 18 août 1991.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Vallouise (Hautes-Alpes).

— M. Jean-Claude Godin, son épouse, Péronille, Céline et Grégoire, ses enfants, M. et M^{me} Raymond Ducarre, ses parents, M. et M^{me} Jean Godin, ses beaux-parents, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Catherine GODIN, née Ducarre,

survenu le 15 août 1991 à l'âge de quarante-sept ans.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu dans l'intimité, le 19 août, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20.

136, rue Championnet, 75018 Paris. La Siampe, 83560 Saint-Julien-le-Montagné.

Des dons peuvent être adressés à ISIS, Association des parents et amis des enfants traités à l'Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94005 Villejuif. CCP ISIS n° 22883 13 V Paris.

— Docteur Gabriel VEYRIRAS, chevalier des Palmes académiques, maire de Noailly (1968-1989), entomologiste,

s'est éteint à son domicile, le 16 août 1991, à l'âge de soixante-dix ans.

De la part de son épouse, Et de toute sa famille.

87140 Nantiat.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— M^{me} Sylviane Widenlocher, M^{re} Jean Widenlocher et M^{re}, Et leurs enfants, Jean-Philippe, Anne-Laure et Marie-Alice, M. Marcel Widenlocher, M^{re} veuve Eugène Frazal, M^{re} Jacqueline Frazal, Les familles Frazal et Fanet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} William WIDENLOCHER, ancien député, notaire honoraire,

survenu à Nice, le 20 août 1991.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

— Saint-Etienne, Lyon.

M^{re} Henri Ziegler, Marie-Paule Ziegler, Marie-Christine et Jean Damestoy, Henri et Chantal Ziegler, Georges et Denise Ziegler, Marie-Chantal et Tony Haro, Sandrine, Christèle, Henri-Laurent, Patricia, Catherine, Julien, Jon, Laure et Eliza.

Le docteur et M^{re} René Ziegler, M^{re} Jean Nègre, ont le chagrin de faire part du décès du

docteur Henri ZIEGLER.

Les funérailles ont eu lieu, le 16 juillet 1991, en l'église de Villars (Loire).

Anniversaires

— Il y a un an, le 23 août 1990,

Michel GALABERT

nous a quittés.

Il est toujours parmi nous.

Que ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent en pensée à la messe qui sera dite le 25 août 1991, à 15 heures, à Siguer (Ariège).

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

sous pli fermé avant 9 h

au siège du journal,

15, rue Faidherbe, 75015 Paris

Tél. : 206 808 6

Télécopieur : 45-60-77-13

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

CULTURE

CINÉMA

Le réveil des monstres

Avec « Quai des Orfèvres » commence une rétrospective Clouzot : toutes les œuvres connues, plus un court-métrage et un film inachevé, « L'Enfer »

En 1933, une femme de trente ans, à la chevelure rousse, à la voix rauque et cassée, à la diction plaintive et turturée, détaille, au Bœuf sur le toit, les chansons de Bertolt Brecht et Kurt Weill avec une sorte de rage. Née à Sarreguemines, en Moselle, chanteuse de cabaret à Berlin à la fin des années 20, éblouie par le nazisme, Marianne Oswald enfle le Taut-Paris, passe aux Folies Wagram et à l'Alcazar, interprète la première du Prévert mis en musique par Kosma et, en 1934, le *Jeu de massacre*. C'était, alors, une attraction de faire. Mais les paroles s'en vont avec elle : « Arrêtez-vous les pauvres gens les petits, les rieurs, les sans pain ! Arrêtez-vous les sans talent ! les sans loi, les sans nuit, les sans rien ! Pour vous venger de vos blessures ! Pour vous venger de vos malheurs ! Pour vous venger de vos douleurs ! Pour chasser toutes vos rancœurs ! Yop la boum, dans la belle-mère, yop la boum dans le marié yop la boum dans le nombril yop la boum dans le banquier... »

On peut déjà s'étonner que la musique soit de Maurice Yvain, empaqueté d'opérettes légères sans rapport avec cette révolte anarchiste. Mais si l'on sait que l'auteur des paroles est Henri-Georges Clouzot, alors, là, ça fait tilt ! Car ce fameux univers noir du cinéaste, celui où le bien et le mal n'ont pas de frontière définie, mais se mêlent en chaque être, il est déjà là.

Certes, le Clouzot des années 30 ne se réduit pas à une chanson dont Marianne Oswald fit un bruit. Il a été journaliste, il a écrit pour les chansonniers, il a travaillé comme scénariste et assistant aux versions françaises de films tournés dans les studios de Berlin en plusieurs versions européennes. Il a même réalisé un court-métrage. Il a déjà une grande expérience professionnelle. S'il ne fait pas, alors, un nom dans le cinéma français, c'est qu'il doit, en 1934, entrer dans un sanatorium. Il y passera quatre ans. A la veille de la guerre, Clouzot, rétabli, adapte avec Pierre Fresnay, qui réalise le film, une pièce d'Henri Lavedan, *Le Diable*. Pas suffisant, encore, pour s'imposer.

La révélation de Suzy Delair

C'est en 1941 que tout commence. Henri-Georges Clouzot est sollicité par Alfred Greven, le patron allemand de Continental Film, qui veut produire des films français de qualité, pour remanier le scénario du *Dernier des six*, film policier d'après un roman de Stanislas-Alexandre Steeman. Greven, évidemment, connaît le Clouzot des versions françaises à Berlin et cherche, ici, comme ailleurs, le talent. Satisfait du travail achevé, il propose à Clouzot de devenir



Ginette Leclerc dans « Le Corbeau ».

chef des scénaristes à la Continental. Aucune proposition ne lui venant d'ailleurs, Clouzot accepte. Cela lui vaudra pas mal d'ennuis à la Libération, mais on ne va pas refaire tout l'historique (1). C'est une juste définition. Tous ses films vont s'appuyer sur des scénarios remarquablement construits et écrits, scénarios qui engendrent cette vision du monde noir et ambigu, ce style où le réalisme psychologique s'accompagne d'exploration des abîmes de la nature humaine et des pulsions scabreuses, d'une frénésie de passion, d'une cure de lumbago. Ce n'est pas Greven qui a soufflé tout cela. Pour le *Dernier des six*, la mise en scène n'est de Georges Lacombe se contentant d'illustrer l'intrigue policière avec liste de suspects et boîte de nuit de rigueur. La patte de Clouzot, adaptateur du roman de Steeman, s'allie à celle d'Henri Decoin, réalisateur des *Inconnus dans la maison*, pour une étude de mœurs au vitriol.

Mais Clouzot fait son premier coup d'éclat en réalisant lui-même *L'assassin habite au 21*, d'après un autre roman de Stanislas-Alexandre Steeman, entièrement repensé, où graille, dans une pension de famille de Montmartre, une faune inquiétante et dérisoire dans laquelle on ne peut pas distinguer

les criminels des honnêtes gens. Outre que ce film de 1942 révèle définitivement Suzy Delair, jeune chanteuse que Clouzot a fait débiter dans *Le Dernier des six*, il annonce, par bien des points, le *Corbeau* mais, le contrat « policier » ayant été rompu, Greven n'y vit que du feu. Il semble qu'il ait été réticent à produire le *Corbeau* (sur un scénario de Louis Chavance, écrit, rappelle-t-on, en 1937 sous le titre *L'œil du serpent* et inspiré d'une affaire de lettres anonymes qui s'était passée à Tulle en 1923), sujet trop explosif sur la délation. Clouzot le tourna, pourtant, en 1943.

S'il n'avait pas été en place à la Continental, il n'aurait pas pu le faire. La censure de Vichy n'aurait jamais laissé passer une étude de mœurs aussi « négative » (et elle aurait sûrement broché sur *L'assassin habite au 21*). C'est dans le *Corbeau*, on le sait, que la fameuse scène de l'ombre et de la lumière, avec l'ampoule électrique se balançant au plafond d'une salle de classe, indique ce qu'on peut appeler la philosophie de Clouzot. Greven, qui avait, bon gré mal gré, écarté ce chef-d'œuvre noir, s'en mordit quelque peu les doigts. Mais inopportuniste sous le régime de Vichy, le film l'était tout autant dans le climat moral de la Libération, où l'on ne badinait pas avec

l'ambiguïté. Il fallut du temps pour qu'un accepte de venir en Clouzot un cinéaste qui s'était souvenu d'Eric von Stroheim et de G. W. Pabst dans ses personnages marqués par des infirmités, tourmentés par des pulsions inavouables. Et si l'on revenait aux paroles du *Jeu de massacre*, on se retrouverait en terrain connu.

L'ombre et la lumière

Cette noirceur de Clouzot, son goût pour les situations troubles, les personnages à double face, les verbes du mal, les bizarreries de la sexualité, furent à la fin sa force et sa faiblesse. Sa force dans le *Corbeau*, dans *Quai des Orfèvres* (qui marque sa rentrée triomphale, en 1947, avec un grand prix international de la mise en scène au Festival de Venise), où il « trahit » à nouveau et généralement un roman policier de Steeman pour créer les inoubliables figures interprétées par Louis Jouvet, Suzy Delair, Simone Renant, Bernard Blier et quelques autres utilisés à contre-emploi selon sa méthode; dans *Manon* (1948), où il projeta l'histoire d'annulation du roman de l'abbé Prévost dans le boudoir parisien de l'après-guerre (marché noir, cambrioles, prostitution) et dans les aspects tragiques de l'im-

migration juive clandestine en Palestine, juste avant la création de l'Etat d'Israël (ce film reçut le premier prix international au Festival de Venise 1949); dans le sketch de *Retour à la vie* (1949) et dans les *Exploits* (1957), où il se réfère à Kafka comme à Freud pour dire l'absurdité et l'horreur d'un monde moderne livré à des puissances occultes.

Ce fut sa faiblesse dans le *Salut de la peur* (1952), film aux qualités formelles indéfectibles, couvert de récompenses, mais où l'angoisse d'une situation réaliste et dramatique (le transport de nitroglycérine dans des camions qui peuvent, sous un choc, se volatiliser avec leurs conducteurs) est trop souvent relayée par des scènes sado-masochistes; dans les *Diaboliques* (1954), où, reconstituant à son idée un « thriller » français de Boileau-Narcejac, il a viré au naturalisme et à la terreur de Grand-Guignol - avec d'autant plus d'efficacité, il est vrai, que les interprètes, Simone Signoret, Vera Clouzot, Paul Meurisse, sont éblouamment remarquables. Quand un style devient un système, on peut émettre des réserves.

En Clouzot lui-même balançaient sans cesse l'ombre et la lumière. Adaptant, en 1949, une comédie Belle Époque de Fiers et Caillavet, *Milouette* et sa mère, c'est avec un mal d'humour noir qu'il a filmé des pantins de boulevard rose. Dirigant, Brigitte Bardot dans *La Vérité* (1960), il a remodelé à sa manière ambiguë un mythe sexuel qui ne lui devait rien, qui n'était pas de son temps. Après avoir commencé en 1964 *L'Enfer*, sur le thème de la jalouse qui devient perversion - qu'il n'a pas pu achever, parce qu'il était tombé gravement malade - il entreprit, sous une autre forme, la *Prisonnière* (1968) - et ce fut sa dernière œuvre. Il déclarait, alors, « être passé par des épreuves de ce genre » et aussi avoir retrouvé la foi qu'il avait perdue. Pour dépeindre le mal dans un comportement sexuel sado-masochiste, Clouzot ne sut filmer - lourdement - que des clichés, à la limite, d'ailleurs, du voyeurisme. Il ne pouvait pas être un moraliste et ce n'est pas la dévotion sociale que l'on lui admirait dans ses grands films noirs. C'est le perpétuel balancement de l'ombre et de la lumière, le sommeil et le réveil des monstres qu'il portait, sans doute, en lui. Comme ses personnages.

JACQUES SICLIER

(1) Tout ce qu'il faut savoir sur Continental Film et l'affaire Clouzot se trouve dans la grande étude de Jean-Pierre Berthiaud, *Le Cinéma sous l'occupation*, éditions Olivier Orban, 1989, 160 p.

► Reflet Médias, 2, rue Champollion, 75005 Paris. Tél. : 43-54-42-34.

La quête du bonheur

PIERRE LESIEUR
O Saint-Rémy-de-Provence

L'œuvre de Pierre Lesieur semble avoir trouvé cet été, à Saint-Rémy-de-Provence, un asile idéal en l'un des plus beaux hôtels particuliers du dix-huitième siècle de la ville, récemment restauré. L'harmonie du lieu, en parfait accord avec les peintures, pastels, dessins, eaux-fortes qu'il accueille, met en pleine valeur leur graphisme raffiné, la savante polychromie des compositions dans les mariages heureux de tons subtils dissimulant la fermeté des structures. Et l'hôtel Estrine convient à merveille aux formats géants.

Tout est recherche de bonheur dans l'art de Pierre Lesieur qui peut s'inscrire dans la lignée de Bonnard et de Matisse, mais d'un bonheur transcendant; et si le peintre ne peut se passer du réel, qu'il s'agisse de la présence féminine, d'objets rares ou de l'expérience d'une nature exotique ou régionale, c'est pour en extraire, en abstraire les éléments plastiques dont l'ordonnance, en fin de compte, relève des seuls critères esthétiques. En fait, cette vaste rétrospective qui résume près de quarante ans de travail.

J.-M. D.

► Cante d'art Présence Van Gogh, Hôtel Estrine, Saint-Rémy-de-Provence. Jusqu'au 6 octobre 1991.

ARTS

La peinture dans les caves

Une exposition solide là où l'on ne l'attendait pas : la rétrospective Geer Van Velde à Sigean (Aude)

De Sigean, on ne connaissait jusqu'ici que l'étang et les plages, où des foules stationnent chaque été sous un soleil féroce. Plutôt que de s'y carboniser obstinément l'épiderme, lesdites foules pourrissent de découvrir un peu de l'intérieur des terres, entre les vergers d'abricotiers et les cyprès, jusqu'au lieu-dit le Hameau du Lac, où l'on se voit du reste pas le plus petit lac. S'y rendraient-elles, elles découvriraient l'un des lieux d'exposition les plus réussis et les plus inattendus de la région, une ancienne et immense cave de viticulture. Il y fait frais - mérite non négligeable dans le Languedoc en été - et une lumière admirablement claire se répand dans les salles.

Cette métamorphose est l'œuvre d'un artiste, le peintre néerlandais Piet Mogel. Il a acheté le lieu et l'a transformé. Dans l'une des caves, fortement bétonnée, il a logé ses collections, qui passent pour fort riches. Partout ailleurs, il a accroché sa première exposition, hommage à un compatriote, Geer Van Velde. Il l'a, naturellement, très bien accueilli, en peintre attentif aux équilibres et aux échelles, et non point en conserva-

teur obsédé de chronologie. Il a même si bien réussi, obtenu tant de bons prêts, réuni de si denses séries de tableaux des années 40 et 50, que l'œuvre de Geer Van Velde en est comme transfigurée.

Silencieuse monumentalité

Sur la foi de quelques expositions, dont celle du Musée d'art moderne de la Ville de Paris en 1982, on se souvenait de Geer, frère du plus célèbre Bram Van Velde, comme d'un peintre trop rangé, auteur de compositions géométriques à dominante grise, entremêlées d'un peu manant, ennemi du bruit et peu soucieux de sa notoriété. Ici, à la clarté du jour, les toiles se révèlent plus denses, le peintre plus volubile. Par touches superposées, par légers empâtements, il obtient une peau de peinture qui retient la lumière et fait délicieusement : on dirait un disciple de Mondrian converti à l'éclectisme pictural par l'exemple de Braque.

L'œuvre plaie inégalement cependant. Les compositions les plus simples, qui sont aussi les plus abstraites, se distinguent par

une pureté et une force d'évidence qui manquent à d'autres, leurs contemporaines pourtant, plus compliquées, agrémentées de courbes et divisées en plans éclatés. Quand, dans les années 40, le peintre s'applique à introduire dans son tableau des allusions figuratives précises et nombreuses, il apparaît comme un héritier un peu tardif et timide du post-cubisme auquel il s'était initié à Paris à partir de 1925.

Mais quand il épure sa vision - et il n'a cessé de l'épurer jusqu'à la fin de sa vie, en 1977 - il atteint à une noble et silencieuse monumentalité. Des bleus froids, des gris-roses, des ocres se mêlent de nuances, quelques rares rehauts de violet ou de jaune plus vifs lui suffisent pour capter la lumière et suggérer un espace à peine éreusé par la perspective. Dans la paix de Sigean, ces peintures exigeantes ont trouvé une résidence à leur convenance.

PHILIPPE DAGEN

► Lieu d'art contemporain (LAC), Hameau du Lac, 11130 Sigean; tél. : 68-48-83-62. Jusqu'au 31 septembre.

PHOTO

Misonne le roi du paysage

Hommage à un paysagiste singulier né près de Charleroi

Seul photographe belge de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle retenu par Baumann Newhall et Helmut Gersheim, Léonard Misonne naît le 1^{er} juillet 1870 à Gilly, près de Charleroi. Fils d'un avocat il fait des études d'ingénieur à l'université de Louvain mais n'exercera jamais aucune profession. D'abord peintre, il garde toute sa vie la nostalgie des beaux-arts et même jusqu'à sa mort, le 14 septembre 1943, une existence qu'il qualifie lui-même d'« insipide et platement bourgeois ».

La lumière est le dogme sur lequel se fonde toute son œuvre. Dès 1896, il définit son style et se cantonne dans un genre bucolique dont il ne variera plus. Porté par l'émotion quasi religieuse que lui inspire la nature, il parcourt des kilomètres à vélo pour trouver, tôt le matin, les paysages de son choix. Et profiter du halo des rayons lumineux qui font vibrer le feuillage et lui permettent d'obtenir cet effet frisant, vaporeux ou scintillant que lui-même appelle le « fin-nei ». Ses vues de canaux, labours et scènes traditionnelles de campagne lui valent l'épithète de « poète de la boue ».

Misonne enregistre ses œuvres comme des tableaux et s'octroie le droit de corriger le sentiment qu'il a d'un paysage. D'ailleurs les ciels, auxquels il s'intéresse bien avant Stieglitz, et ces fameuses « équivalences » (1929), qu'il prend du toit de sa maison au sommet d'un terril voisin. Reflets de son âme, ces vues de firmaments, aussi variées que possible sont soigneusement rangées dans des albums.

Un opuscle sur la pomme de terre

Les procédés techniques très élaborés (bromure, charbon, buile, encres grasses) qu'il expérimente, autant que ses truquages, lui permettent de rehausser la matière et d'idéaliser une réalité anecdotique. Dans sa recherche d'effets de lumière et d'atmosphère, il va jusqu'à faire repêcher une façade pour qu'elle lui convienne. La brume ou le brouillard estompe les détails inutiles; lui-même retouche ses personnages ou les ajoute à la plume. Militant pour l'unicité du tirage, il fixe leurs prix selon leur valeur esthétique, en vertu du nombre et de l'état de conservation.

Personnage complexe, réactionnaire, farouchement antimoderniste (« Le moderne, raisonnable m'est sympathique. Mais l'ultramoderne, surtout par sa mesquinerie intrinsèque, est quelque chose d'ahurissant »), Misonne édite entre autres un opuscle sur l'usage de la pomme de terre, collecte les articles dithyrambiques sur son compte, se proclame illettré, mais observe qu'aucun dessinateur ni peintre n'est aussi connu que lui « dans l'ensemble du monde ». Ses vues de villes, de pavés mouillés, de façades grises et de tramways le rapprochent de Demachy, Steichen et Heinrich Kuhn. « Ce n'est pas le paysage que je photographie mais le temps », finit-il par avouer.

Ce chanteur néoromantique du pictorialisme belge connu et apprécié à l'étranger, l'été de superlatif ou de faux romantisme, le « misonnisme » participe entièrement à la conception d'une photographie qui entend rivaliser avec le dessin et la gravure.

PATRICK ROGIER

► « La Couleur du temps », photographies de Léonard Misonne. CNP, Palais de Tokyo. Jusqu'au 16 septembre.

Parution sous le même titre d'un volume de la collection « Photo Copie », texte Pool Andrieu, 111 pages, 180 F.

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE
SAISON FRANCOPHONE
3 spectacles du 19.8 au 1.9
LES 7 GRAINS DE BEAUTÉ
de Tawfiq Sakhia
SPECTACLE MAROCAIN
en français
et chants arabes
Lec. 48-74-42-52 Mises THEA et agence

A Poissy

Le journal

Le pouvoir

Les valeurs

L'industrie

Un million

Une commande de 92 à GIAT Industrie

ÉCONOMIE

BILLET

Les salaires contre l'emploi

Deux chiffres publiés mercredi 21 août par le ministère du travail devraient contribuer à alimenter utilement le débat sur la montée du chômage.

Au cours du second trimestre 1991, l'emploi salarié, qui ne cessait de s'écrouler depuis 1988, a subi un net coup d'arrêt. De mars à juin, le solde net de créations d'emploi a été nul, la hausse dans la tertiaire et dans le bâtiment étant effacée par une baisse de 0,7 % dans l'industrie. En un an, le rythme annuel de progression est ramené à 0,8 %. Parallèlement, la minière relève une très forte hausse du taux de salaire horaire (TSH) : +1,7 % contre +1 % au trimestre précédent, soit l'augmentation la plus forte depuis 1985. En rythme annuel, le taux de salaire horaire, qui commande l'évolution du SMIC, progresse de 4,8 % (contre 3,3 % pour les prix).

L'essoufflement de la croissance économique s'est donc plus rapidement répercuté sur l'emploi que sur les rémunérations. Face aux difficultés auxquelles elles sont confrontées, les entreprises françaises préféreraient réduire leurs effectifs plutôt que peser sur les salaires. Hypothèse qui contredit les affirmations des syndicats lorsqu'ils dénoncent la rigueur excessive du gouvernement. Peut-on raisonnablement refuser toute réduction du pouvoir d'achat et faire de la défense de l'emploi une priorité absolue ?

Il faut cependant remarquer que la hausse du salaire horaire au second trimestre s'explique à hauteur de 0,4 % par la forte progression des salaires dans le bâtiment. Celle-ci est consécutive à la refonte des classifications dans ce secteur, mais son impact devrait s'atténuer dans les prochains mois. Par ailleurs, les gains de pouvoir d'achat (1,2 %) dégagés au cours des trois premiers mois de l'année vont être sérieusement érodés par la hausse de 0,9 point de la cotisation salariale d'assurance-maladie intervenue le 1^{er} juillet. Sans compter que la contribution au titre de l'assurance-chômage pourrait, elle aussi, bientôt s'alourdir.

Néanmoins, il paraît clair qu'en période de basse conjoncture, l'emploi s'accommodera mal d'un relâchement de la rigueur salariale. Observation qui s'adresse aux syndicats mais aussi - il ne faut pas l'oublier - aux chefs d'entreprise.

J.-M. N.

A Poissy, la semaine de quatre jours, quatre mois après

Expérience concluante, disent les dirigeants de Peugeot-Talbot. Les salariés sont plus réservés

« Mille huit cent vingt personnes ont été embauchées, le nombre de véhicules fabriqués s'est accru de 25 % (1) et la productivité a fait un bond de 9 %. La semaine de quatre jours n'est pas une expérience. C'est un choix définitif, quelle que soit l'évolution du marché automobile. Les réserves des pouvoirs publics, les protestations des syndicats, pas plus que « les polémiques stériles entre ergonomes savants » ne sauraient entamer la conviction de M. Daniel Eymery, le directeur de l'usine Peugeot-Talbot, à Poissy dans les Yvelines.

Avec ses neuf heures et trente-huit minutes de travail effectif quotidien, le personnel étant affecté alternativement à l'équipe du soir (16 h 29-21 h 42) et à celle du matin (6 h 15-16 h 29), la semaine de quatre jours est « irréversible ». Guerre commerciale contre les japonais obligés, il s'agit du « seul moyen de faire de Poissy une usine compétitive au plan européen ».

Cette nouvelle organisation du travail, introduite progressivement entre le 22 avril et le 17 juin, a été ratifiée par la CSE, les autonomes et FO. En revanche, la CGT et la CFDT, minoritaires, s'y sont opposées mais, comme d'habitude, à

Poissy, leurs appels à des débrayages n'ont guère fait recette. Quant aux 6 000 ouvriers - sur un effectif total de 10 215 salariés - concernés par cette formule, ils ne paraissent guère enthousiastes. « Dix heures de présence au travail, c'est long, surtout la nuit, lorsque l'on quitte la chaîne à 2 h 40. Mais il faut s'y faire, on n'a pas le choix », souligne Michel, présent chez Talbot depuis quinze ans. « C'est surtout la vie familiale qui en pâtit, témoigne un contrôleur. Ce soir, je vais rentrer à 3 h 30 du matin. Demain, je me lèverai à midi mais ma femme et les enfants seront partis, puis il faudra rejoindre l'usine. Quand arrive le troisième jour de congé, je suis complètement dans le cirage ».

L'instabilité des intérimaires

« Avec l'équipe de jour, on profite quand même davantage de la troisième journée de repos, qui offre deux week-ends de trois jours toutes les cinq semaines. En fait, c'est une

question d'habitude », corrige un ouvrier un peu plus âgé. Cependant, certains n'ont pas tenu. « Je suis soulagé, avoue cette jeune femme mère d'un enfant, venue chercher son solde de tout compte. Après deux mois, je n'en pourrais plus... »

C'est d'ailleurs parmi les jeunes que les plus fortes réserves paraissent se manifester. Fait révélateur, l'insatiable croissance des intérimaires commence à inquiéter la direction. Certes, les embauches à durée indéterminée (la semaine de quatre jours créera 2 000 emplois au total alors que le recrutement était pratiquement tari depuis 1978) sont assurées, bien que le niveau de qualification requis (CAP de métallurgie) ait, souvent, été revu à la baisse. En revanche, il faut remplacer tous les mois les 350 à 400 intérimaires (sur un quart) qui permettent de garantir la production pendant que les derniers recrutés suivent leur formation initiale. « Peugeot avait prévu que les jeunes s'adapteraient vite. En fait, c'est le contraire : ils sont moins malléables que leurs parents », estime un militant CFDT. Souvent originaires des quartiers difficiles du val Fourré, à Mantes, ou des Mureaux, l'attitude de ces ouvriers de passage déroute et irrite à la fois la direction.

« Ce n'est pas un problème de salaire, car nous sommes au niveau du marché (2). C'est un problème d'image de l'industrie et surtout un problème de société », estime M. Eymery. Avec le développement des prestations sociales, certains peuvent vivre d'expédients tout à fait légaux. Ils ont de petits besoins et ne se décident à travailler que lorsqu'ils auront charge de famille. Quelques-uns viennent travailler quelques jours pour s'acheter une guitare, et on ne les revoit plus... »

La production perturbée

Soulignant que « les habitudes du personnel ont été chamboulées » et que celui-ci « n'a pas encore tout à fait pris le rythme », les responsables de l'usine jugent prématuré de dresser un premier bilan avant la fin de l'année. « Lorsque je traverse les allées, les gens ne placent pas de nez dans leurs machines comme ils le font lorsque cela va mal. C'est un signe qui ne trompe pas », insiste néanmoins M. Eymery. « Et puis, poursuit-il, les anciens le savent bien : autrefois, on travaillait dix heures par jour et six jours sur sept et il n'y a pas eu d'accident... »

Déjà passablement agacés par les a priori de leurs détracteurs, les dirigeants de l'usine n'admettent pas que l'on puisse mettre en doute la qualité des véhicules qui sortent des chaînes. A leur grand dam, ce

Le débat des rencontres entre organisations syndicales

La CFDT et la CFE-CGC réclament des privatisations partielles

A l'issue de la rencontre prévue entre leurs deux organisations, MM. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, et Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, ont réclaté mercredi 21 août que l'Etat cède au secteur privé une partie du capital des entreprises publiques.

Rappelant que ces sociétés rencontrent des « problèmes financiers » et doivent opérer des « compressions d'effectifs », M. Kaspar a estimé qu'une telle mesure « pourrait leur permettre de réinvestir en faisant face aussi aux problèmes sociaux ». « L'Etat, a-t-il précisé, devrait garder la majorité du capital. » Quant à M. Marchetti, il estime que ces privatisations partielles permettraient de « muscler l'appareil productif ».

Par ailleurs, les deux confédérations ont renouvelé leurs critiques à l'égard du gouvernement, dont la politique budgétaire « ne correspond pas à la gravité de la situation » et « n'ouvre aucune perspective à la création d'emplois ». Elles estiment enfin qu'il « n'est plus question de demander aux salariés de nouveaux sacrifices en matière de pouvoir d'achat ».

Préférant les constructeurs américains aux européens

British Airways choisit Boeing et General Electric

British Airways, pariant sur le futur, malgré les difficultés actuelles du transport aérien, vient de passer à Boeing pour 4,2 milliards de livres (environ 42 milliards de francs) de commandes d'appareils : 24 nouvelles commandes de 747-400 - ce qui porte à 31 commandes fermes et 38 options ses demandes pour cet appareil - et surtout 15 Boeing 777 (représentant 2,2 milliards de livres) et autant en option, pour remplacer progressivement de 1995 à 2002 les McDonnell Douglas DC 10 et les Lockheed Tristar actuellement en service.

Une baisse de 62 % des bénéfices

Pour ses futurs gros porteurs, British Airways choisit ainsi le constructeur américain (qui a su total 72 commandes fermes et 65 options pour le 777) contre l'européen Airbus. Et pour les moteurs de ces 777, la compagnie aérienne a préféré aussi le GE 90 d'un autre américain, General Electric (qui reçoit ainsi sa première commande, de quelque 300 millions de livres, pour le 777). Le britannique Rolls-Royce, son motoriste traditionnel, qui a dû supplier 6 000 avions cette année, n'obtient, en consolation, que les moteurs des 747-400 (500 millions de livres).

Parallèlement, la compagnie aérienne - qui dément tout lien entre les deux affaires - a conclu un accord de principe pour céder à General Electric sa division réparation de moteurs pour 272 millions de livres. British Airways, en quête d'économies après une baisse de 62 % de ses bénéfices en 1990, cherche aussi à céder sa division avitaillement, après avoir déjà annoncé la suppression de 4 600 emplois.

(Publicité)

DAMASCUS CITY WATER SUPPLY & SEWERAGE AUTHORITY

NOTICE N° 88

PRÉSÉLECTION DES ENTREPRISES POUR L'EXÉCUTION DU PROJET DE DISPATCHING (TÉLÉMESURE ET TÉLÉCOMMANDE) POUR LA VILLE DE DAMAS

Suite à l'annonce n° 88 pour l'exécution du projet de dispatching (télémessure et télécommande) présélection des Entreprises pour les Eaux de Damas par un réseau de télécommunication et d'ordinateurs, Damascus City Water Supply and Sewerage Authority (DAWSSA) réinvite les Entreprises et les Joint-Ventures, spécialisées dans l'exécution des projets de cette nature et désirant soumissionner pour ce projet, de présenter leur demande pour la présélection qui sera la base, pour l'établissement d'une liste limitée d'entreprises admises à soumissionner pour l'exécution du projet.

Dans le but de permettre au nombre maximum d'entreprises intéressées de participer à la présélection, DAWSSA annonce pour la seconde fois la prolongation de la date de réception et d'envoi des formulaires de demande suivant ce qui suit :

Les questionnaires de présélection seront postés par avion ou remis sur place aux délégués des entreprises qui formulèrent une demande par écrit ou par télex à l'adresse suivante :

Direction des Grands Projets
Damascus City Water Supply & Sewerage Authority
El Nassr Street, Damas SYRIE
Téléc : FIGDAM 411312 SY

Les questionnaires dûment remplis et documents devront être remis aux bureaux de DAWSSA à l'adresse ci-dessus le 21 septembre 1991 au plus tard ou envoyés par poste aérienne au plus tard à cette même date.

La partie du coût du projet en devises étrangères est financée par un prêt du FONDS ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, BAHRAIN.

Après l'évaluation des documents, DAWSSA préparera une liste limitée des entreprises admises à présenter une offre.

Directeur général par intérim :
Ingénieur Adesh Zein Al ABDEEN.

Le ministère de la défense ayant résilié le contrat

Une commande de 92 chars AMX 30 à GIAT Industrie est annulée

SAINT-ETIENNE
de notre correspondant

Le ministère de la défense a anticipé l'arrêt de la fabrication du char AMX 30 B2. Par une lettre adressée aux responsables de GIAT Industrie, il vient de notifier la résiliation d'une commande ferme de 92 chars AMX 30 B2 et de 24 AMX 10 VOA. L'arrêt de la fabrication du char AMX 30 B2 avait été voté voici deux ans, lors de l'adoption de la programmation de la loi militaire.

Les dernières livraisons devaient être effectuées début 1993. L'annulation de cette commande repré-

sente, selon les dirigeants de GIAT Industrie, une perte de charge de 660 000 heures de travail et un manque à gagner de 1,1 milliard de francs, plus de 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. Les établissements de Roanne et de Tarbes sont principalement concernés. L'arrêt de la chaîne de fabrication de l'AMX 30 B2 touche 150 personnes « directement productives » à Roanne, selon le directeur de l'usine, M. Jacques Pechamat. Les salariés devraient être réaffectés dans l'immédiat à d'autres tâches à l'intérieur de l'établissement, au détriment du personnel des sociétés de services liées par contrat. « Aucun licenciement n'est

envisagé pour l'instant », précise M. Pechamat.

Pour M. Pascal Auroux, chef de cabinet du maire (PS) de Roanne, M. Jean Auroux, cette annonce est à replacer dans le cadre de « manœuvres préliminaires » liées à la préparation de la loi de programmation militaire. Selon lui, il ne faut aucun doute qu'il s'agit de « faire pression » sur ceux qui auraient à prendre position ultérieurement et il n'est pas « innocent » que cela se passe dans la ville du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

VINCENT CHARBONNIER

BOURSE DU 21 AOUT

[illegible]

COMPTANT

(sélection)

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1000	1010	Magnus	775	780
Emp.Elec 0,9677%	122	2 18	C.I.T.R.A.M. Pl.	2800	....	Mitel Display	590	600
Emp.Elec 0,9567%	101 28	1 07	Colson	256	....	Mors	96	96
10,80% 7899/9	102 40	30 38	Cogit	325	325	Navigation Plac	210	210
Emp.Elec 13,496%	108 25	6 82	Comptel	510	519	Optima	316 80	320
Emp.Elec 12,24 94	102 80	10 58	Cos Industriale	4980	4917 d	Dell C.I.	305	305
Emp.Elec 11% 85	109 40	6 45	Cos Lyon Alarmon	390	405	Deligny-Doremont	598	595
10,26% 905 86	103 57	4 54	Coyentel	775	785	Polis Alarmon	1185	1189
OAT 10% 52000...	105 13	2 35	Cosco ABN/Pay...	34	30	Polis Alarmon	1185	1189
OAT 9,9% 12/1997	103 76	6 80	Crédit C&I	249 50	...	Proforma	170	165
OAT 9,9% 1/1996	102 37	5 46	Cr Unimont C&I	513	513	Proform (P)	680	648
OAT 10,30% 1985	1802	...	Crédit	105	108	Paris Finance	242	245
PTT 11,2% 95	104 80	7 42	Danbay	674	700	Paris Orléans	239	245
CF 10,30% 86	100 40	9 41	Degussmet	1535	1560	Paribas Interco	336	339
OFF 10,25% nov 90	104 40	4 46	Deltadire	1772	1530	Paribas Centre	789	691
CN 10% 1979	100	451	Deltadire	3948	3750 d	Paper Healdor	1885	1830
CHB Bases 5000F	89 50	1 26	Ditac Batin	2000	1940	Perrichard	510	425
CHB Paribas 5000F	98 10	1 28	Elec Beaulieu Vichy	2500	2470	Proforma C.I.	1010	1010
CHB Suez 5000F	99	1 28	Elec Beaulieu	675	680	Proforma	750	750
CHB 11,5% 95	101 30	2 23	Elec	260	247 30	Rochefort	115	109
CHB 1/02 5000F	99 80	1 28	Elec-France	309	300	Rosario	270	242 80
CHT 9 % 86	...	3 01	Euromag, Paris	4196	3800	Rugier	428	428
CHT 10,50% dec 86	108 70	6 28	Euromag, Paris	1614	1685	9 A.C.E.R.	346	315
CHRB PCE 9% 100	...	...	F&P	240	...	S.A.F.A.A.	158	...
CHCA	578	...	F&P	139 80	...	S.A.F.I.C. Alcan	310	289 60
CHC	2110	...	F.M.A.C.	1608	1608	SART	1169	1280
Alcan 6 % jan. 89	568	...	Franchis C.I.	518	...	Sige	369	...
Ly. Elec 9% 8,5%	752	...	Franchis C.I.	625	680	Saint-Denis (P.)	117	117 90
Thom. ex 8,2% 86	770	...	Franchis Lyonnais	475	450	Saint-Jacq. de Mill.	635	635
				629	629	Saint-Jacq. de Mill.	635	635
				629	629	S.C.A.P.	785	785

SICAV

(sélection)

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.E.	610	865	A.A.A.	1019 04	594 19	Frédérance	82 43	612 13	Vaux Gerdien	61094 09	61094 06
A.S. His Sea	351	352	A.A.A.	231 21	235 26	Trinidad	23 20	25 54	Prémès D'Or	10775 10	10762 34
Alex Aluminium	121	101	Aggrégée	711 47	238 21	Franch France	10089 71	10052 16	Prévoy. Excessif	119 08	23459 08
Américan Bank	135 00	135 10	Aggrégée	7533 30	7243 50	Franch France	5046 98	5046 98	Prévoy. Excessif	27453 00	27453 00
American Brands	250	247	Ampley	6198	596 15	Fateland	13203	1288 23	Prévoy. Excessif	1085 09	1506 18
Arbel	165	160	Arbore Court T...	6767 33	6693 93	Gestland	13715 95	13647 71	Quartz	124 51	124 51
Arbel	170	165	Arbore Court T...	11810 34	11819 04	Gr. Associations	165 10	107 88	Havard	882 45	837 33
Arbel	165	160	Arbore Court T...	361 29	352 48	Havard	1184 09	1148 08	Havard	188 67	156 33
Arbel	165	160	Aurore	1352 72	1319 15	H.M. Montclair	1294 98	1294 98	Remont Trémont	5264 79	5212 06
Arbel	165	160	Aurore	1677 21	1644 32	Interpne	11622 41	10732 34	Remont Trémont	1130 81	1114 10
Arbel	165	160	Aurore	1058 42	1058 42	Interpne	1067 10	1067 10	Remont Trémont	967 63	967 63
Arbel	165	160	Aurore	157 41	150 05	Interpne	913 50	501 78	Remont Trémont	10476 37	10476 37
Arbel	165	160	Aurore	7381 15	7381 15	Interpne	280 28	195 43	St Honoré Galt	226 76	216 48
Arbel	165	160	Aurore	124 02	118 69	Interpne	269 27	264 31	St Honoré Invest.	743 46	705 75
Arbel	165	160	Aurore	120 01	114 84	Interpne	244 22	234 20	St Honoré Nat. Pte	187 46	176 95
Arbel	165	160	Aurore	117 35	112 30	Interpne	242 25	232 76	St Honoré Pacific	579 91	553 61
Arbel	165	160	Aurore	115 05	109 82	Interpne	251 15	240 91	St Honoré P&E	507 61	484 49
Arbel	165	160	Aurore	140 13	135 07	Interpne	289 38	289 38	St Honoré P&E	13940 69	13936 34
Arbel	165	160	Aurore	119 07	114 94	Interpne	210 95	210 95	St Honoré Securities	487 90	487 90
Arbel	165	160	Aurore	5883 18	5877 30	Interpne	434 34	387 65	St Honoré	1625 74	1623 74
Arbel	165	160	Aurore	5945 65	5881 13	Interpne	135 33	128 91	Silicon	13062 93	12990 70
Arbel	165	160	Aurore	1211 47	1193 57	Interpne	195 83	187 85	Silicon	1289 68	1289 68
Arbel	165	160	Aurore	28 23	27 54	Interpne	342 74	328 77	Silicon	629 58	688 18
Arbel	165	160	Aurore	1200 08	1200 08	Interpne	2103 32	2100 17	Silicon	1726 84	1724 05
Arbel	165	160	Aurore	3292 38	3253 49	Interpne	11729 46	11729 46	Silicon	800 00	800 00
Arbel	165	160	Aurore	65 41	64 09	Interpne	651 10	651 10	Silicon	1027 00	1027 00
Arbel	165	160	Aurore	470 01	460 20	Interpne	11365 37	11365 37	Silicon	405 39	394 54
Arbel	165	160	Aurore	1196 69	1172 44	Interpne	27325 31	27325 31	Silicon	1444 84	1382 82
Arbel	165	160	Aurore	1197 62	1189 41	Interpne	904 40	886 67	Silicon	545 28	628 02
Arbel	165	160	Aurore	817 73	792 52	Interpne	2118 42	2095 44	Silicon	413 29	402 23
Arbel	165	160	Aurore	120 02	905 08	Interpne	24593 37	24593 37	Silicon	209 00	204 90
Arbel	165	160	Aurore	25 13	24 09	Interpne	516 79	501 70	Silicon	454 11	441 95
Arbel	165	160	Aurore	107 07	107 07	Interpne	107 07	107 07	Silicon	428 19	428 19

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS p.éc.	COURS 21/8	COURS DES BILLETS	
			à court	à terme
Esas-Unis (1 usd).....	6 080	6 030	6 act	8 300
Esv.....	6 371	-9 669		
Allemagne (100 dm).....	339 260	19 501	3 act	345
Belgique (100 f).....	18 503	15 501	17	17
Canada (100 \$).....	301 200	301 280	310	310
Italie (1000 lire).....	4 249	4 549	4 750	8 750
Danemark (100 kr.).....	87 850	87 850	10 360	10 360
Grué-Breslau (1 L).....	18 503	10 360	3 400	3 400
Grande-Bretagne (100 £).....	3 068	3 076	3 400	3 400
Grande-Bretagne (100 £).....	353 720	381 330	404	404
Suède (100 kr.).....	93 460	93 520	97	97
Norvège (100 kr.).....	95 850	95 850	98	98
Autriche (100 S).....	4 415	4 420	48 800	48 800
Espagne (100 Ptas).....	4 563	5 250	5 700	5 700
Portugal (100 Esc).....	3 372	3 988	4 350	4 350
France (100 F).....	4 537	4 545	4 540	4 540
Canada (1 \$ can).....	4 537	4 545	4 540	4 540

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/8
Or fin (kilo en barre).....	70500	69000
Or fin (en lingot).....	70500	69380
Napoleon (20f).....	413	396
Pièce 10 (1f).....	370	
Pièce Suisse (20 f).....	411	401
Pièce Lirine (20 f).....	407	396
Souverain.....	619	509
Pièce 20 dollars.....	2375	2200
Pièce 10 dollars.....	1100	1100
Pièce 5 dollars.....	572 50	
Pièce 50 pesos.....	2700	2630
Pièces 10 pesos.....	419	409

Hors-cote

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

AGENDA

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON. La beauté convulsive. Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août 1991.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 13 octobre 1991.

OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPI. Jusqu'au 7 octobre 1991.

1991. LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I. Photographie lacérée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre 1991.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCJ. Jusqu'au 30 septembre 1991.

SURRÉALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 23 septembre 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-49-14). Mar., ven., sam., dim. de 8 h à 18 h, jou. de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi.

OESSING DE CARPEAUX : LES

ANNÉES D'ITALIE (1856-1982). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

EL USSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre 1991.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. du Général-Eisenhower.

JACQUES-HEURI LARTIGUE. Rhéges. (42-38-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 18 août 1991.

MUSÉES

SAMUEL BECKETT. Film et pièces pour la télévision. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-88-89). T.J. et mar. de 12 h 30 à 14 h et de 18 h 30 à 18 h, sam., dim. de 14 h 30 à 18 h, mar. jusqu'à 21 h.

Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991.

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arche, galerie d'actualité, 21, boulevard Montand (42-76-23-87). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Solary (42-24-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARDO MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

RENÉ-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août 1991.

DERrière LE RIDEAU. Décor et costumes de théâtre et d'opéra. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

JEAN DUBUFFET, LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-88-89). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

FLAURE. PEINTURE 1959-1990. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugrand (42-34-25-85). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août 1991.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 105, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Sorbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la cour. 1957-1988. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

RENÉ-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'acoustique, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991.

CENTRES CULTURELS

AFFICHES ORIGINALES DES FILMS DE PASOLINI. Accorona, 20, rue Cujas (46-33-86-89). T.J. et mar. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 3 septembre 1991.

GUILLAUME APOLLINAIRE. SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre 1991.

PROVINCES. 40 jeunes architectes. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-38). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 25 août 1991.

PÉRIPHÉRIE

JOUY-EN-JOSAS. La Vienne. Fondation Carlier, 3, rue de la Manufacture (39-56-48-48). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 septembre 1991.

MEAUX. Hip-Hop Dicit. Musée Bossuet, palais épiscopal (84-34-84-45). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 septembre 1991.

PONTOISE. Œuvres impressionnistes et post-impressionnistes des collections des musées de Pontoise. Musée Pissarro de Pontoise, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 août 1991.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 AOÛT

« Les écrivains du cimetière Montparnasse », 10 h 30, entrée, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« Circuit inhabituel à Montmartre. Cimetière d'artistes, jardins secrets et curiosités », 14 h, et 17 h 15, sortie du métro Anvers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Jardins et ruelles méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M^o - Casse).

« La Marais en musique. De l'hôtel de Beauvais à l'hôtel de Sully en passant par la place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (M.C. Lesnès).

« Le Grand Louvre, du donjon à la pyramide », 14 h 30, statue de Louis XIV, face pyramide (Sauvegarde du Patrimoine).

« L'église et le quartier Saint-Gervais », 14 h 30, devant l'église (A nous deux Paris).

« Le tour du Marais, jardins, hôtels privés et la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réanimation du Passé).

« Rodin et Camille Claudel », 14 h 45, Musée Rodin, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« Chapelle, grand amphithéâtre et esplanade de la Sorbonne », 15 h, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Une abbaye à l'origine d'un quartier et d'une économie florissante : le faubourg Saint-Antoine, ses passages et ses métiers », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

« La part Georges-Brassens : des abattoirs hypogéiques au parc urbain », 15 heures, angle rue Branclon et rue des Morillons (Monuments historiques).

« Exposition : Passion manchot. Racine à table chinoise », 15 heures, Musée Guimet, 8, place d'Iéna. (Paris et son histoire).

« Autour de Saint-Eustache et du forum des Halles », 15 heures, façade principale de Saint-Eustache, rue du Jour (Approche de l'Art).

« Promenade, de la place des Vosges à la maison de Jacques Coeur », 16 heures ; « Hôtels, jardins et ruelles du Marais sud », 17 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Luncheon-Villes).

« Deux petits cimetières-musées : Saint-Pierre, spécialement ouvert, et Saint-Vincent », 15 heures, sortie supérieure du funiculaire, rue du Cardinal-Dubois (V. de Langlade).

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaur, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Gully, directeur de la gestion
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombari, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Harreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1991), André Fontaine (1991-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-30-10

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Pour vous aider à préparer vos dossiers

1 AN = 105 F *

Tous les mois, les *Dossiers et Documents* du Monde publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie.

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du Monde, du Monde diplomatique et du Monde de l'éducation.

Avec les *Dossiers et Documents*, le Monde ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et Documents* s'adressent aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens et à tous ceux qui, pour leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, recevoir l'essentiel et conserver une information durable.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans les établissements scolaires. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus utiles et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'échangeur des abonnements est, sous condition, en (1) 40-85-30-10.

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au Monde Dossiers et Documents pour un an (11 numéros) au tarif de 105 F seulement.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____

Mode de règlement

☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue n° _____

Date d'expiration _____

☐ Carte A.E. n° _____

Date d'expiration _____

Date et signature obligatoires : _____

Bulletin et règlement à renvoyer sous enveloppe à :
Le Monde Dossiers et Documents - Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry Cedex

ANNE-MARIE IDOÛ

Maître-artisan

CRÉATION-RESTAURATION

imitation marbres et pierres dures

TRAVAIL SOIGNÉ

pour DÉCORATEURS et PARTICULIERS

Tél. : (1) 42-63-07-36

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Tél. : 206.806F

Édité par le SARL Le Monde
Dirigé de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaur, gérant.

Impression :
« Le Monde »
12, r. M. Gambetta
94852 IVRY CEDEX (1991)

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président
François Hugnot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDOPUB 634 128 F
Tél. : 46-63-87-73 - Société Sida
de la SARL Le Monde et de Régis Proust SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés : 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

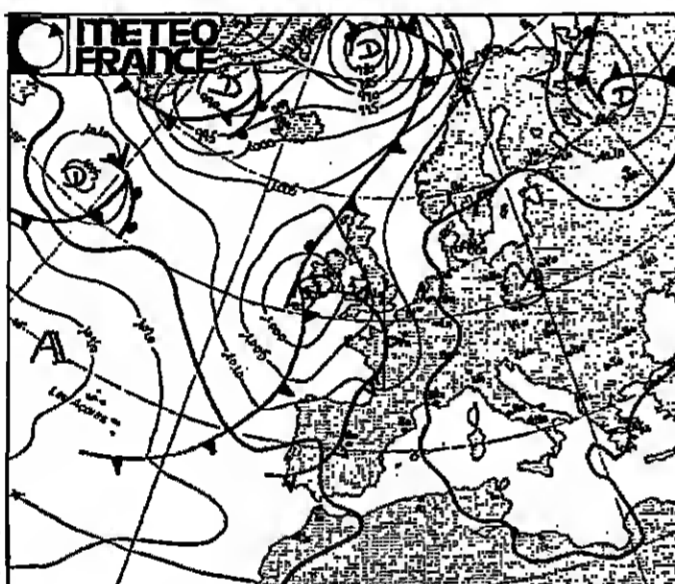
Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

RADIO-TÉLÉVISION

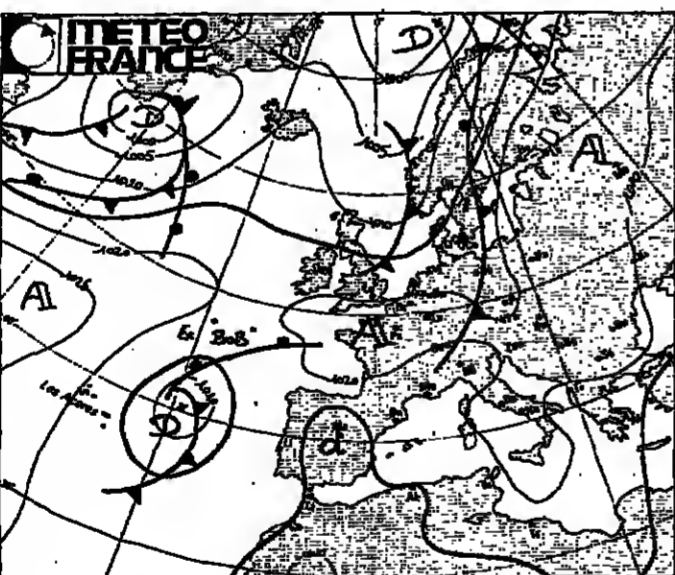
Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans le Monde radio-télévision ; :: Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Na pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



fraîche. Des cumulus se développeront. Ils rendront le ciel passagèrement nuageux, mais cela ne gâchera pas trop la journée.

Les températures minimales iront de 10 à 14 degrés (localement 8) au nord de la Loire, de 14 à 18 degrés au sud. Les maximales atteindront de 19 à 23 degrés dans le Nord-Ouest, 30 dans le Sud-Est, 24 à 27 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 24 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima at temps observé
 la 21-8-1991 à 18 heures TU et la 22-8-1991 à 6 heures TU

FRANCE			TOULOUSE			LITTELBURG.		
AGACIO	25	18 D	YOLGUE	53	18 N	MADRID	17	18 D
BABARD	17	17 D	PORTA-ET	30	25 N	MARRACER	39	25 N
BORDAUD	33	17 D	ÉTRANGER			MEXICO	23	14 D
BOURGES	38	18 O	ALGER	38	16 D	MILAN	11	16 D
BREY	27	16 N	AMSDAM	32	22 D	MONTREAL	18	14 D
CAEN	27	16 N	ATHENS	32	22 D	MOSCOW	17	17 C
CHATEL	27	16 N	BANKOW	32	22 D	NAIROBI	—	—
CLERMONT	37	19 C	BANKOW	32	22 D	NEW-DELI	11	26 P
DAJON	30	18 D	BANKOW	32	22 D	NEW-YORK	9	19 D
GERBOLE	31	16 N	BELGRADE	25	15 N	OSLO	22	12 D
GRAND	22	12 D	BELGRADE	25	15 N	PALESTINE	—	—
LAUREN	22	12 D	BELGRADE	25	15 N	PARIS	24	28 D
LAUREN	22	12 D	BELGRADE	25	15 N	PEKIN	—	—
LYON	32	17 N	BELGRADE	25	15 N	PRINCE	—	—
MARCELLE	16	16 N	COPENHAGEN	32	17 D	ROSE	29	20 N
MARY	30	12 D	DAKAR	39	27 D	ROSE	29	20 N
NANCY	30	12 D	DIERKE	31	25 D	SINGAPOUR	—	—
NANTY	30	12 D	GENE	35	12 D	STOCKHOLM	35	12 D
PARIS-MAINTS	32	21 D	HONGKONG	31	27 C	SYDNEY	36	28 C
PARIS-MAINTS	32	21 D	ISTANBUL	37	17 D	TOYO	33	28 C
PAU	32	16 D	JERUSALEM	20	18 N	TURIN	32	20 D
PREIGNAN	32	16 D	LA CAPE	30	18 N	VALENTIA	18	9 N
RENAULT	32	16 D	LA CAPE	30	18 N	VENEZ	28	17 D
RENAULT	32	16 D	LA CAPE	30	18 N	VENEZ	28	17 D
ST-ETIENNE	32	21 N	LONDRES	26	15 D	VENEZ	28	17 D
STRASBOURG	32	12 D	LOS ANGELES	24	17 D	VENEZ	28	17 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

22.15 **Fleish d'informations.**
22.25 **Cinéma : La Lion du désert. ■**
Film américain de Mustapha Akkad (1979)
Avec Anthony Quinn, Rod Steiger, Oliver
Reed (v.o.)
1.00 **Cinéma : La Belle des belles. ■■**
Film italo-français de Robert Z. Leonard
(1955).
LA 5
20.45 **Téléfilm : Les Feux de la passion.**
Un riche producteur de pétrole enquête sur
le mort mystérieuse de sa fille, mariée à un
chirurgien renommé.
23.35 **Mélanges : Ce vous regarde.**
Thème : et Dieu est entré dans leur vie.
0.35 **Journaux de la nuit.**

M 6	
20.35	Cinéma : <div>▶ La Bataille de Marathon. ■■ Film franco-italien de Jacques Tourneur 1958. Avec Steve Reeves, Mylène Demongeot, Danièle Rocca.</div>
22.00	Météo des plages.
22.05	Série : Le Voyageur.
22.30	Cinéma : Le Coucou. □ Film italien de Francesco Massaro (1980).
0.05	Six minutes d'informations.
0.10	Série : Cafés d'abord.
2.00	Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Contes et légendes du Louvre.
21.15 Documentaire : Boîtes de conserve, reconversions I
21.30 Magazine : Dynamo.
22.00 Magazine : Mégamix. Spécial Londres.
22.55 Documentaire : Maestro, Verdi et la dix-neuvième siècle.

Vendredi 23 août

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessin animé : **Tiny Toons.**

18.50 **Top 50.**

19.30 **Flash d'informations.**

19.35 Dessin animé : **Les Simpson.**

20.00 **Space : Football.**

Match avancé de la 7^e journée du Championnat de France : Lens - Saint-Etienne.

22.40 **Flash d'informations.**

22.45 **Magazine : Exploits II.**

23.00 **Cinéma : Les Aventures du baron de Münchhausen. ■■■**
Film britannique de Michael Gilliam (1989). Avec John Neville, Eric Idle, Sarah Polley.

1.00 **Cinéma : Izzy et Sarn. ■■■**
Film américain de Joan Micklin Silver (1991). Avec Amy Irving, Peter Riegert, Rod Bozky [v.o.].

LA 5

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.85 Série : Bonanza.
16.45 Youpi! Les vacances.
17.45 Série : Cap danger.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Téléfilm : Un magot trop convoité.
Trois escrocs et un industriel multimillié.
Polar.
22.15 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
23.10 Documents du monde.
Gosses de Rio.
La dure loi de la rue.
0.15 Journal de la nuit.

M 6

13.40	Série : Dis-donc, papa.
15.45	Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.45	Jeu : Fifi et le petit hounra !
17.00	Jeu : Yagoré.
17.20	Série : L'Homme da fer.
18.10	Série : Mission impossible.
19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Cosby Show.
20.30	Météo 6.
20.40	Série : Le Saint. Cesse-lesse attraien Tempier mène l'enquête en Australie.
22.20	Météo des pages.
22.25	Série : Equalizer.
23.10	Magezine : Vénus.
23.40	Capital.
23.50	Six minutes d'informations.
23.55	Documentaire : Succès. Les extraterrestres.
2.00	Rebirthsigns.

LA SEPT

14.40 Opéra : Le Ring.
De Richard Wagner. 3. Siegfried.

19.05 Documentaire : Lucio Fontana
ou la plongée dans l'espace.
De Pierre Neel.

20.00 Documentaire :
Parloir.

21.00 Téléfilm : Mémoires d'un peintre.
De James Scott, avec Phyllie Logan, Alex Norton.

22.20 Feuilleton : Diadorim.

FRANCE-CULTURE

20.10 Le Pays d'ici.
A Lussas (Ardèche), «Les états généraux du documentaire».

21.00 Dramatique.
Un air de blues dans la nuit, de Mikhaïl Vaïtchikou (voir p. 1)

20.00 Discothèques privées.
Jean d'Armeson.

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Symphonie pour cordes n° 10 en si mineur, de Mendelssohn ; Concerto pour clavier et orchestre en fa mineur BWV 1956, de Bach ; Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K 468, Symphonie n° 17 en sol majeur K 129, de Mozart, par l'Orchestre de chambre de Lituanie, dir. Saulius Sondeckis ; sol : Gyorgy Sebok, piano.

0.07 Nuits chaudes.
Autour d'Ernest Chausson. Œuvres de Chausson, Massenet, Debussy, Albeniz, Chabrier.

20.10	Le Pays d'ici. A Lussas (Arche), « les états généraux du documentaire ».
21.00	Dramatique. La Falsibe de sable, ex. Hubert Haddad (rediff.).
22.40	Musique. Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Intégrale des sonates pour piano forte (3° partie, Sonate en ut majeur K278, Fantaisie K475, Sonate en ut mineur K457, Sonate en si bémol majeur K291, Sonate en ré majeur K576, de Mozart, par Malcolm Bilson, pianoforte.
0.05	Du jour au lendemain. Avec François George Ile Traversée du désert de Mauriatz (rediff.).
0.50	Musique. « Coda. La vie en blanc ». Le Sphérisme 519, 5 Missionnaires et Ambassadeurs au Fiume (rediff.).

22.40 Musique : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Théo en sol majeur op. 1 n° 2, de Beethoven; Théo en ut mineur op. 101, de Brahms; Théo en mi mineur op. 92, de Saint-Saëns, par le Trio Wanderer. Éclaircie. Violon, violoncelle, Vincent Coq, piano, Raphaël Pidoux, violoncelle).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Vincent Jacq. [Odeurs d'encre, odeurs d'illes] (rediff.).

0.50 Musique : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim. 10. Le dernier boogie à Paris (rediff.).

20.00 Discothèques privées. Jean d'Ormesson.

21.30 Concert (donné le 3 août lors du Festival de Montpellier) : Le Palais hanté, étude symphonique op. 49, de Schmitt; Bacchus et Ariane, suite de ballet n° 2 op. 73, de Roussel; Glorie pour soprano, chœur et orchestre, de Debussy; Concerto pour chœur chorégraphique pour orchestre, de Ravel, par l'Orchestre national de France, le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre; sol. : Françoise Pollet, soprano.

0.07 Nuits chaudes. La tombée de Virginia Woolf, Eux et moi, de Virginia Woolf, Britten, Poppys, Vaughan-Williams.

PROBLÈME N° 5591

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTAL ELEMENT

I. Change régulièrement d'air. - **II.** Va parfois ou repesees. - **Porté** par des coursiers. - **III.** Faire le trou. - **IV.** Eus la rege. Occasionne des scènes. - **V.** Ancien accord. Avoir de l'appétit. - **VI.** Grandes personnes. Porte des sabots. - **VII.** Moyen de vaincre des obstacles. C'est peut-être le magot. - **VIII.** Un coin perdu. Conjonction. - **IX.** S'assurer un travail à venir. Ses jours sont comptés. - **X.** Sources d'énergie. - **XI.** Causer une hémorragie.

VERTICALEMENT

1. S'activent dans le noir. - 2. Se jette à l'eau. Fait suer le monde. - 3. Peuplant la cité. Fait passer aux aveux. - 4. Qui prouvent que l'on a fait du bon travail. Se relève après avoir été jeté. - 5. Aide à faire la peau. S'obtient en faisant couler le sang. - 6. Quelqu'un qui se met à l'ouvrage. Note. - 7. Animal. A une triple nationalité. N'est pas toujours bon à prendre. - 8. Degré. La fin d'une époque. - 9. Donne de l'encre. Que l'on peut donc faire connaître.

Solution du problème n° 5590

Horizontalement

I. Centimes. – II. Hier. Unau. – III. Idoine. –
IV. Félé. Roi. – V. Froufrous. – VI. Grues. –
VII. Naissain. – VIII. Iéus. – IX. Immolerei. –
X. Eues. Ego. – XI. Ras. Essen.

Verticalement

1. Chiffonnier. - 2. Eider. Mue. - 3. Néologismes. - 4. Trieurs. Os. - 5. Feuill. - 6. Mue. Réale. - 7. En. Rosières. - 8. Sagou. Nuage. - 9. Ise. Sion.

GLY BROUTY

Après l'échec du coup d'Etat en Union soviétique

La folle opération de sauvetage de M. Gorbatchev par les autorités russes

Le vice-président et le premier ministre russes, le colonel Alexandre Routsikov et M. Ivan Silaïev, ont organisé, mercredi 21 août, une opération quasi militaire pour ramener à Moscou le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, isolé pendant soixante-douze heures dans sa résidence balnéaire de Foros, sur les bords de la mer Noire.

FOROS

de l'envoyé spécial de l'AFP

Lorsque l'échec de la «junte» est apparu imminent avec l'annonce - inexacte - de la fuite des putschistes, le premier ministre Ivan Silaïev et le colonel Routsikov ont décidé précipitamment, en début d'après-midi, de partir pour la Crimée par un vol spécial, pour

forcer la décision en ramenant le président à Moscou.

La route d'accès à l'aéroport de Vnoukovo (sud de Moscou), d'un partent les avions officiels, étant fermée par les chars, de nombreuses personnes ont tenté de participer à l'expédition sont arrivées en retard. Des diplomates des ambassades des douze pays de la CEE, seul le conseiller politique de l'ambassade de France, M. Michel-Yves Feissik, a réussi à arriver dans les temps.

Le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, et le membre du conseil de sécurité M. Oleg Baklanov sont également partis en avion de Vnoukovo à 14 heures vers la résidence présidentielle de Crimée. Selon le personnel de bord, les trois hommes étaient déçus et ont «bien moné». Ils ont été arrêtés peu après leur arrivée en Crimée.

«Un traître et un salaud»

Sur la piste de Vnoukovo envahie par les badauds, une quarantaine d'officiers des troupes du ministère de l'intérieur, allés à la Russie, se tiennent au garde-à-vous pendant que la délégation monte dans l'avion. Hormis les chefs de l'exécutif russe, on compte M. Valéry Témirbatiev, le représentant personnel du président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaïev, à Moscou, ainsi que M. Vadim Bakatine, membre du conseil de sécurité soviétique, et Vladimir Lisenko, un des responsables du mouvement pro-Elsine, Russie démocratique. Deux cardinaux font également partie du voyage.

Juste avant de monter à bord, le colonel Routsikov fait une courte déclaration : «Le maréchal Iazov est un traître et un salaud». Pour lui, le coup d'Etat a échoué parce que les officiers supérieurs ont refusé de suivre les ordres du ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov.

Profitant de la confusion qui règne autour de la passerelle, trois journalistes occidentaux parvien-

nent à se faufiler dans la cabine. A 19 h 15, le TU-134 de l'Aéroflot se pose sur une des pistes de Sébastopol.

Les limousines partent à toute allure sur les routes montagneuses de Crimée pour la presqu'île de Saritch où se trouve la datcha. Autorisé à poursuivre sa route au premier herberge de police, le convoi emprunte la route qui serpente vers la mer à travers un bois de cyprès et débouche sur une barrière électrique gardée par des soldats du KGB.

Passé une deuxième porte gardée cette fois par des gardes du corps personnels de M. Mikhaïl Gorbatchev, les hommes du président, équipés de talkie-walkie et d'armes automatiques, voient et viennent dans les allées qui relient les trois bâtiments principaux du complexe balnéaire. Le vice-président Routsikov et M. Ivan Silaïev sont repus les premiers en audience particulière pendant plus d'une heure, dans la résidence personnelle des Gorbatchev, qui surplombe une belle piscine.

Après une ultime fouille au corps, le reste de la délégation est conduit sous bonne escorte jusqu'à la villa de trois étages. Les hôtes sont invités dans un bureau richement décoré, au deuxième étage de la villa. Les murs sont de marbre blanc et les parquets de bois précieux. A l'entrée du bureau se tient Irina, la fille du président.

«Je vous souhaite la bienvenue à tous», déclare avec un large sourire le président, qui n'a pas perdu l'habitude de s'adresser des mains pour s'exprimer. A 0 h 20 jeudi (21 h 30 GMT mercredi), constatation pour les autorités russes : Mikhaïl Gorbatchev monte dans l'avion de M. Routsikov et Silaïev, avec sa femme Raïssa, sa fille Irina et sa petite-fille Xenia. M. Gorbatchev a tenu que le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, co-état d'arrestation, voyage avec lui.

STÉPHANE BENTURA

EN BREF

Le prince Sihanouk à Paris le 9 septembre. - Le prince Sihanouk, président du Conseil national suprême cambodgien (CNS), est attendu le 9 septembre à Paris, où il rencontrera M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et co-président de la conférence de Paris sur le Cambodge, a-t-on appris mercredi 21 août dans la capitale française.

Le prince conduira ensuite la délégation khmère à l'Assemblée générale des Nations unies, avant de retourner à Phnom-Penh en novembre. - (AFP)

HAITI : nouveau président à la Chambre des députés. - Le socialiste modéré Duly Brutus, un des principaux responsables du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA), a été élu, mardi 20 août, président de la Chambre des députés haïtiens. Son prédécesseur, M. Ernst Pedro Cassus, avait démissionné le 16 août, après avoir été vivement contesté par ses collègues pour avoir suspendu, sous la pression de manifestants, une séance où les députés risquaient d'adopter une motion de censure contre le premier ministre, M. René Préval. - (AFP)

PÉROU : cinq anciens ministres seront jugés pour corruption. - Le Sénat péruvien a levé, mercredi 21 août, l'immunité parlementaire de cinq ministres de l'ancien président Alan García, afin qu'ils répondent devant la justice des délits de «corruption» et d'«abus d'autorité». M. Vazquez, Angeles, Moran, Ortegoso, et Rallo sont accusés d'avoir vendu des dollars sous-évalués pour favoriser l'industrie nationale. Le Sénat devrait se prononcer sur la levée de l'immunité de M. García, menacé d'être emporté par la vague de scandales déclenchée autour de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI). - (AFP)

NICARAGUA : occupation d'une banque par d'anciens militaires sandinistes. - Une cinquantaine d'anciens militaires sandinistes occupent depuis mercredi 21 août la banque de Granada, pour obtenir du gouvernement qu'il tienne ses promesses d'indemnisation et d'octroi de terres

et de logements. Des centaines d'anciens membres de la résistance nicaraguayenne (Contras) demandent aussi au gouvernement de respecter les promesses d'aide qu'ils ont reçues lorsqu'ils ont été démobilisés. - (AFP, UPI)

SALVADOR : saisie de missiles sol-air de la guérilla. - L'armée salvadorienne a saisi mercredi 20 août à San-Salvador un important stock d'armes de la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), parmi lesquelles quatre missiles sol-air Sam 14, de fabrication soviétique. D'autre part, l'armée a annoncé que l'assaut de places fortes du FMLN dans l'est et le nord du pays avait fait seize morts parmi les guérilleros. - (AFP, UPI)

63 % des Français ne font pas de différence entre la politique de M. Rocard et celle de M. Cresson. - Un sondage de l'IFOP, dont les résultats sont publiés par l'Express daté 22-28 août (but cent personnes interrogées les 8 et 9 août), montre que, pour 63 % des Français, la politique gouvernementale n'a pas changé depuis la nomination de M. Edith Cresson à Matignon par rapport à celle conduite par M. Michel Rocard. 53 % des personnes interrogées estiment que le nouveau premier ministre s'est exprimé de façon plutôt courageuse, contre 31 %, qui lui reprochent de l'avoir fait de façon plutôt choquante. 54 % des personnes interrogées, contre 35 %, «ne croient pas à l'avenir de M. Cresson comme premier ministre».

OUVERT EN AOÛT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

L'Echo inattendu de Moscou

«Censurer ? Ballooner ? Contrôler ? Trop tard ! L'époque du monopole de l'Etat soviétique sur la presse et l'audiovisuel est révolue. Aucune autorité quelconque n'osera désormais prétendre pouvoir faire taire toutes les voix indépendantes de ce pays !»

Epilée par trois jours de combat pour continuer à diffuser cette que cotte les émissions de Radio M Echo de Moscou, la première station de radio privée entièrement soviétique, ce journaliste n'en est pas moins optimiste et grisé. Partout, assure-t-il, dans les différentes républiques, des médias indépendants ont su violer la censure décrétée par les putschistes et prendre le maquis. Partout, photographes et vidéographes ont fonctionné à plein régime pour filmer la suspension de certains journaux phares de la parastatka (la Nouvelle Russie de Moscou, la Komolmolakata Pravda...) et diffuser envers et contre tout, sur des feuilles simples recto-verso distribuées dans les rues, ou glissées à l'intérieur de publications moins menacées, un minimum d'informations et des appels à la résistance. Partout enfin, de jeunes radios privées ont su échapper au musellage de certains personnels des chaînes publiques de Gostelradio (80 000 salariés dans le pays), habitude pourtant à courtir l'échec, encore n'en pu raturer, que là aussi, entre deux concerts de musique classique et la lecture de communiqué officielle, quelques images sur les manifestations populaires devant le Parlement de Ruzsila ainsi que des extraits - pourtant interdits - des discours de Boris Eltsine. Autant de mesures et de manifestations de désobéissance inimaginables an

des temps pas si lointains et accueillies favorablement par la public.

Dans la capitale soviétique, où l'information a paru évoluer d'heure en heure, c'est néanmoins Radio M Echo de Moscou qui semble avoir mérité le palmarès de la résistance au dispositif de la censure. C'est cette petite station, créée il y a tout juste un an (1) par une poignée de journalistes indépendants décidés à profiter de la brèche ouverte par la loi sur la presse, qui est devenue en quelques heures le réceptacle et le diffuseur le plus actif d'informations sur la crise an-

«Nous croyons en la démocratie»

Suspendue quelques heures le 19 août après avoir opposé une fin de non-recevoir aux représentants du KGB venus la prior d'interdire de continuer à fonctionner, la station a été réouverte, pour former volontairement l'antenne; Malgré le lendemain grâce à l'intervention de fonctionnaires du ministère de télécommunications; arrêtée à nouveau dans la nuit du 20 au 21 août, mais de retour sur les ondes vers 3 heures par l'intermédiaire d'un canal téléphonique, puis d'un nouvel émetteur, l'émission s'est poursuivie du lendemain.

Pas une seconde, l'idée d'abandonner ne nous a effleurés, raconte Sargat Korzun, son rédacteur en chef. L'anjour était trop grave et la demande d'information démesurée. Des correspondants nous appelaient de partout : Leningrad, l'Ukraine, les Pays baltes où nous sommes repus au ondes courtes... Des reporters de la station s'efforçaient de Moscou et nous appelaient pé-

riodiquement; des étudiants regroupaient les informations des différentes agences, tandis que des députés, enfermés dans le Parlement de Russie nous apportant spontanément leurs témoignages. Nous avons même accueilli à la section des arrangements effectués par des salariés de Gostelradio mais impossibles sur les antennes officielles.

Pendant trois jours, Radio M Echo de Moscou, transformée en ruche, est donc devenue, pour la plupart des Moscovites mais aussi dans d'autres Républiques, le seul canal crédible d'informations émanant de l'intérieur des frontières soviétiques (2). Sargat Korzun insiste sur le qualificatif. «Nous ne sommes pas des militants. Aucun de nous n'appartient à un mouvement ou à un parti quelconque. Nous croyons simplement en la démocratie et n'avons de compte à rendre à personne puisque la liberté, l'indépendance, l'équité, le respect pour la personne, l'équilibre son budget. La population a désormais goûté à l'information libre. Elle ne pourra plus s'en passer.»

ANNICK COJEAN

(1) Radio M Echo de Moscou a été créée le 22 août 1990 avec le soutien du journal Obozrenie, de la faculté de journalisme, de l'association Radio proche du ministère des télécommunications et de la mairie de Moscou.

(2) Alors que la plupart des autres radios et télévisions privées ont été rapidement fermées, les trois stations musicales créées à Moscou à l'initiative d'investisseurs français ont pu continuer à émettre librement : Europa Plus, Moscou, M Radio et Radio Nostalgie qui émet sur une fréquence de Radio Moscou Internationale. Aucune d'entre elles ne diffuse cependant d'informations. Trois radios internationales - la BBC, Voice of America et Radio Liberty - semblent également avoir été lésées, suivies par la population.

Pour des citations abusives dans leur livre «Dieu et la science»

Les frères Bogdanov et les éditions Grasset condamnés

Les éditions Grasset et les frères Igor et Grichka Bogdanov ont été condamnés par ordonnance de référé, le 16 août dernier, à payer 50 000 francs de dommages et intérêts aux éditions Fayard, et à s'abstenir de publier, à l'avenir, de nouvelles citations abusives dans leur livre «Dieu et la science».

Les éditions Fayard avaient assigné les éditions Grasset et les frères Bogdanov devant le tribunal de Paris, le 7 août, demandant au tribunal le retrait de la vente du best-seller des frères Bogdanov Dieu et la science - un livre d'extrême droite avec l'académicien Jean Guillemin, vendu à plus de 200 000 exemplaires - et une indemnité provisionnelle de 200 000 francs. Elles reprochaient à l'éditeur et aux auteurs d'avoir reproduit ou paraphrasé des passages entiers d'un ouvrage publié par Fayard, la Méthode secrète, dû à l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan. M. Marie-André Collé, juge des référés, a estimé dans ses conclusions qu'il est constant que des emprunts ont été faits par Igor et Grichka Bogdanov à des passages de la Méthode secrète sous forme de textes d'introduction aux différents chapitres. Et que «si ces passages sont imprimés en italique, ils ne comportent ni guillemets, ni citation d'auteur».

L'originalité de cette oeuvre affaire de plagiat, qui oppose, cette fois, deux filiales du même groupe Hachette, porte sur l'argumentation présentée par les frères Bogdanov. Les deux auteurs reconnaissent, en effet, l'existence de certaines analogies, qualifiées par eux de «résonances inopportunes». Mais, expliquent-ils, «le savoir scientifique constitue un corpus de connaissances qui se transmettent de génération en génération, et les éléments qui les composent».

Igor et Grichka Bogdanov semblent avoir une conception un peu extensive de ce «corpus de connaissances». Le Canard enchaîné révèle en effet, dans son édition du 21 août, que leur livre comporte également de très larges extraits d'un autre ouvrage, un livre d'un journaliste américain, Michael Talbot, publié en 1989 par Flammarion sous le titre L'Univers : Dieu ou hasard. Certains de ces extraits sont même mis dans la bouche de Jean Guillemin.

Les passages incriminés par le Canard enchaîné proviennent, rétorquent Igor et Grichka Bogdanov, d'un rapport publié par la Fondation scientifique américaine en 1977 sous le titre «Science, 0 first years outlook». Ils expliquent, dans leur réplique, qu'ils ont copié dans lequel ils auraient puisé, de concert avec Michael Talbot. L'enquête, comme le souligne M. Claude Durand, directeur des éditions Fayard, c'est que leurs textes reproduisent exactement les mêmes termes que, la traduction française du livre de Michael Talbot publié par Flammarion.

Le droit et la déontologie

S'il est vrai que les scientifiques, pour leurs travaux, et les auteurs ou vulgarisateurs puisent largement dans les publications antérieures, que les chercheurs baptisent «état de l'art», la traduction, c'est pour en extraire des informations, pas pour en recopier des passages entiers. Et tout texte scientifique comprend, en exergue, la mention des sources d'informa-

tions de l'auteur. «Le droit comme la déontologie protègent la forme des textes, sinon le fond, mais ils n'arrivent pas à le comprendre», souligne M. Claude Durand.

Le directeur des éditions Fayard ne se satisfait pas de la proposition des frères Bogdanov et des éditions Grasset, qui se sont engagés à supprimer ou modifier, dans les prochaines éditions, les écrits litigieux et d'insérer des remerciements pour la contribution de Trinh Xuan Thuan. Un dossier de plagiat de douze pages ne mentionne pas «des remerciements, motif des excuses», souligne M. Durand, qui envisage un nouveau recours devant les tribunaux, à moins, nous a-t-il dit, que les deux auteurs «ne reconnaissent publiquement leur faute et présentent des excuses à M. Trinh Xuan Thuan».

Jean Guillemin, qui vient d'avoir quatre-vingt-dix ans, est jusqu'à présent épargné par ce scandale. Il n'a pas été assigné. «J'ai beaucoup de respect pour lui. Je crois qu'il a été manipulé dans toute cette histoire», déclare M. Durand.

JEAN-PAUL DUFOUR

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 août

La hausse se ralentit

Pour la troisième séance de suite, la Bourse de Paris s'est jeudi matin ébranlée à la hausse. D'abord plus lent (+0,67 %), le mouvement s'est de nouveau accéléré et aux alentours de 11 heures, l'indice CAC-40 enregistrerait une avance de 0,96 %.

Le marché profite toujours de l'état de grâce causé par l'échec du coup d'Etat en URSS. Mais le 22 août est le jour de la liquidation générale du mois d'août. Après 6,15 % de hausse en 48 heures, le facteur technique a forcément joué et des ventes bénéficiaires se sont produites. Encore perdante la veille à 13 heures, cette liquidation est redevenue gagnante de 2,32 %, ce pour la première fois depuis le mois de mai.

Hausse de Galeries Lafayette, SAT, Majorette, Fives Lille, Pinaudi, Euromarché. Baisse de Concept SA et de CSEE.

MODE

LA SOLUTION

"IDEALE" EXISTE!

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous offre sur des quantités époustouflantes de tissus présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'exubérance des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter "décontracté" depuis 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

21. Au bord des mondes..... 2

ÉTRANGER

L'échec du coup d'Etat en Union soviétique. 3 à 10

La situation en Yougoslavie

Les Républiques s'accordent sur un programme économique minimum..... 10

Elections en Algérie

Le gouvernement et les partis recherchent un accord..... 10

LIVRES • IDÉES

• Pour saluer Angus Wilson
• Georges Haldas ou la résurrection dans un café • Rencontres américaines : Jim Harrison
• Histoires littéraires, par François Bort..... 11 à 15

SOCIÉTÉ

Le dalaï-lama en Dordogne

Croissance du bouddhisme tibétain dans le Périgord..... 16

COMMUNICATION

La réorganisation des chaînes publiques

Négociations intensives à Antenne 2..... 17

CULTURE

Une rétrospective Clouzot

Tous les films du réalisateur de «Quel des orfèvres»..... 18

ÉCONOMIE

La situation de l'industrie française

Un million d'emplois perdus en vingt ans..... 19

Les syndicats et les privatisations

La CFDT et la CGC favorables à une ouverture du capital des entreprises publiques au privé..... 19

Services

Abonnements..... 22
Carnet..... 17
Loto..... 17
Marchés financiers..... 20-21
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 23
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 août 1991 a été tiré à 638 617 exemplaires.

Les manifestations se multiplient

La Bourse

Le Canard enchaîné

Le Monde

Le Parisien

Le Progrès

Le Quotidien

Le Républicain

Le Soleil

Le Télégramme

Le Vieux

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif

Le Vif